



Université Paris 1

Ecole nationale d'administration

Master Science Politique

Spécialité Affaires Publiques

Parcours Action Publique en Europe

**Les différences de perception de la politique de défense en France
et en Allemagne - quelles conséquences pour la politique de
défense européenne ?**

Sous la direction de M. Didier Georgakakis

Soutenu par Mme Katharina Maier

CIL Promotion Winston Churchill (2014-2015)

Jury composé de M. Didier Georgakakis, Mme Brigitte Gaïti, M. Fabrice
Larat

Le 10 juillet 2015

Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord M. Didier Georgakakis, professeur de science politique à l'Université Paris I. Panthéon-Sorbonne et professeur visitant au Collège d'Europe de Bruges, qui a accepté de superviser et de guider mes travaux.

Merci également à Fabrice Larat, Directeur du Centre d'expertise et de Recherche Administrative et Directeur-adjoint de la formation à l'Ecole Nationale d'Administration, pour son appui précieux dans la conduite de mes recherches.

Je souhaite également remercier Mme Brigitte Gaïti, professeur de science politique, et à l'ensemble du corps professoral de l'Université Paris I. Panthéon-Sorbonne pour les enseignements très riches, obtenus dans le cadre du Master « Action Publique en Europe ».

Enfin, merci à Sandrine Blaison et à l'équipe du Service des formations diplômantes de l'ENA pour leur disponibilité et leurs conseils bienveillants.

Sommaire

I. INTRODUCTION	5
1. L'Analyse du contexte qui encadre les capacités de l'Allemagne et la France à intervenir dans différents cas de figure	8
1.1. Les acquis socio-économiques.....	8
1.2. Les différences législatives et culturelles	9
1.3. Les capacités technico-militaires des deux pays.....	11
1.4. L'industrie de la défense en Allemagne, en France et en Europe.....	14
2. La politique de sécurité et de défense commune (PSDC)	20
2.1. Origine et développement historique	20
2.2. Les organes décisionnels	21
2.3. Financement, mécanismes et instruments de la PSDC	23
2.4. Missions accomplies ou existantes et perspectives	24
II. METHODOLOGIE	26
1. Le choix de la méthode d'étude de cas	26
2. Le cadre d'analyse : l'espace-temps.....	27
3. Le choix des medias	28
4. Le choix des think-tanks.....	31
III. ETUDE DE CAS : INTERVENTION AU MALI.....	33
1. Rappel des principaux événements	33
2. La perception des presses française et allemande du conflit au Mali	36
2.1. L'évaluation de la situation au Mali.....	36
2.2. Quelle stratégie adopter pour résoudre le conflit au Mali ?.....	38
2.3. Quel rôle pour la France dans la gestion du conflit au Mali ?	40
2.4. Evaluation des choix stratégiques français dans la gestion du conflit au Mali	42
2.5. Quel rôle pour l'Allemagne dans la gestion du conflit au Mali ?.....	44
2.6. Evaluation des choix stratégiques allemands dans la gestion du conflit au Mali	46
3. Le point de vue étranger	49
3.1. La perception du conflit Mali aux Etats-Unis	49
3.2. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain.....	50
3.3. La perception du conflit Mali au Royaume-Uni.....	51
3.4. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain.....	52
4. Le point de vue des think-tanks, français et allemands confondus	54
4.1. Analyse des enjeux géopolitiques et stratégiques du conflit malien	54
4.2. Evaluation du rôle de la France et de ses choix stratégiques dans la gestion du conflit au Mali.....	55
4.3. Evaluation du rôle de l'Allemagne et de ses choix stratégiques dans la gestion du conflit au Mali.....	56

IV. ETUDE DE CAS : CRISE EN UKRAINE.....	58
1. Rappel des principaux événements	58
2. La perception des presses française et allemande de la crise ukrainienne	63
2.1. Evaluation de la situation en Ukraine et des relations avec la Russie	63
2.2. Quelle stratégie adopter pour résoudre la crise en Ukraine ?	65
2.3. Quel rôle pour la France dans la gestion du conflit au Mali ?	66
2.4. Evaluation des choix stratégiques français dans la gestion de la crise en Ukraine	68
2.5. Quel rôle pour l'Allemagne dans la gestion de la crise en Ukraine ?	71
2.6. Evaluation des choix stratégiques allemands dans la gestion de la crise en Ukraine	72
3. Le point de vue étranger	75
3.1. La perception de la crise ukrainienne aux Etats-Unis	75
3.2. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain.....	76
3.3. La perception de la crise ukrainienne au Royaume-Uni.....	78
3.4. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue britannique	80
4. Le point de vue des think-tanks, français et allemands confondus	83
4.1. Analyse des enjeux géopolitiques et stratégiques de la crise en Ukraine.....	83
4.2. Evaluation du rôle de la France et de ses choix stratégiques dans la gestion de la crise en Ukraine.....	85
4.3. Evaluation du rôle de l'Allemagne et de ses choix stratégiques dans la gestion de la crise en Ukraine.....	88
V. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	90
1. Résumés des principales différences de perception entre la presse française et la presse allemande des deux cas étudiés.....	90
2. Enseignements généraux pour la perception d'une stratégie de politique de sécurité et de défense efficace aux yeux des Allemands et des Français et implications pour la construction de l'Europe de la Défense.....	93
VI. ANNEXES	95
1. Liste des abréviations	95
2. Bibliographie.....	96

I. INTRODUCTION

L'Europe de la défense, plus que jamais d'actualité

Depuis mon travail mené dans le cadre de mon activité de conseil pour des clients français et allemands autour des sujets de la défense, j'ai voulu explorer les différences de perception, d'opinion publique, de mentalité et de culture liées aux questions de sécurité et de défense. Il m'a semblé important d'analyser ce sujet en profondeur, loin de l'actualité politique et économique, largement dominée ces derniers temps par les débats sur l'avenir de la zone euro et la performance économique des pays membres de l'Union européenne (UE). Néanmoins, à chaque nouvelle crise sécuritaire internationale, le débat sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) refait surface en Europe, ce qui montre que l'UE n'a toujours pas réglé ces questions. En effet, les pays membres de l'UE, souverains dans le domaine de la défense, peinent à développer une vision commune de ce que devrait être la PSDC au 21^{ème} siècle. Ils ne parviennent ni à s'accorder entre eux, ni à élaborer une stratégie commune vis-à-vis de leurs principaux partenaires.

Or, les événements récents ont montré, de façon dramatique, que les problèmes de sécurité sont plus que jamais d'actualité pour les Européens. Le Sahel, la Syrie, l'Irak, l'Iran,... la liste des Etats en crise est longue et les dangers qui émanent de ces pays sont réels. De plus, les Etats-Unis, pour des raisons budgétaires mais aussi du fait d'une nouvelle stratégie en matière de politique étrangère, sont désormais plus tournés vers l'Asie que vers l'Europe. Il serait donc grand temps que l'UE prenne en main sa propre sécurité. Cependant, elle peine à le faire, faute d'accord entre les 28 Etats membres. Et bien que l'Allemagne et la France travaillent main dans la main depuis des années pour faire avancer le projet européen, les deux plus grands pays de l'UE affichent des divergences considérables quant à l'essence même de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. En analysant, dans le détail, leurs perceptions respectives des sujets de sécurité et de défense, ce travail vise à contribuer à mieux comprendre les intérêts et les choix de chacun, dans le but, à terme, de développer une vision commune qui pourrait alors piloter la stratégie des Européens en matière de sécurité et de défense.

La France combattante et l'Allemagne pacifiste – visions croisées

En observant le développement de la scène politique internationale, l'on se rend vite compte que la France hésite moins que l'Allemagne à prendre les armes lorsqu'il s'agit d'intervenir dans les pays en crise, et ce partout dans le monde. A l'exception de la guerre en Irak, la France a rarement refusé d'intervenir seule ou en concertation avec ses partenaires. Du point de vue des Allemands, la France véhicule une image de « Grande Nation », qui intervient aussi « parce qu'elle le peut ». Dotée d'une armée efficace et percutante, fière de son action, les interventions sont également pour la France un moyen de montrer sa propre puissance, diminuée depuis quelque temps dans d'autres domaines. Aux yeux des Allemands, la France se définit en partie au travers de sa politique étrangère, à caractère légèrement missionnaire. Son passé colonial, dont elle peine à se débarrasser définitivement, a considérablement contribué aux choix de sa méthode, et pèse donc encore aujourd'hui sur le pays. Les Allemands soupçonnent alors la France de se plaire, en secret, dans le rôle du gendarme de la planète, du moins en Afrique, où l'action de l'armée française est très souvent acclamée par la population locale.

L'Allemagne en revanche reste un pays avant tout pacifiste pour beaucoup de Français en raison de sa réticence à vouloir engager ses forces. Déjà, la France voit d'un mauvais œil la neutralité de la Suisse en matière de politique étrangère. Pour un pays de la taille de l'Allemagne, une stratégie de non-intervention est alors totalement impensable et peut même être vue comme une trahison des partenaires européens et internationaux. La France a généralement conscience du lourd passé historique de son voisin d'outre-Rhin qu'elle n'a d'ailleurs pas vécu de la même façon après la fin de la seconde guerre mondiale. Mais elle estime aujourd'hui que l'Allemagne devrait passer à l'étape suivante et se comporter, enfin, comme une grande puissance, en raison de son poids économique et de sa position centrale au sein de l'Union européenne. Tels sont les clichés qui persistent aujourd'hui au sein des sociétés de part et d'autre du Rhin.

La nécessité d'explorer dans le détail les différences de perception pour développer une vision franco-allemande de la politique de défense européenne

Comme tout préjugé, ces affirmations contiennent évidemment une part de vérité. Ainsi, Hans-Peter Bartels, Commissaire parlementaire aux forces armées du parlement allemand, affirme que l'expression « plus jamais la guerre » est « devenue une raison d'Etat en Allemagne »¹.

Mais il serait dommage et surtout précipité de s'arrêter là dans l'analyse. En effet, chaque nouvelle discussion sur la défense en Allemagne fait évoluer le débat et la perception des Allemands des interventions armées, même si ces changements ne se traduisent pas tout de suite dans les actes. Chaque intervention de la France est aussi différente et doit être soigneusement pesée et préparée. Aujourd'hui, ce n'est pas parce que la France décide d'intervenir militairement qu'elle ne pense pas, aussi, à une stratégie de long terme. Si l'Allemagne refuse une intervention, ce n'est pas toujours parce qu'elle n'a pas envie de « se salir les mains ». Parfois, elle n'est peut-être pas convaincue de la mission en tant que telle, tout simplement.

Cependant, la lecture des principaux ouvrages français et allemands sur le sujet donne l'impression qu'au-delà des intérêts stratégiques des uns et des autres, qui peuvent diverger, Français et Allemands ont aussi développé, au cours des dernières années, des différences considérables quant au choix de la méthode à employer.

C'est cette hypothèse que nous allons explorer et tester dans le cadre de ce travail universitaire, au travers de plusieurs études de cas.

Dans un premier temps, nous ferons donc une analyse du contexte qui encadre les capacités de l'Allemagne et la France à intervenir dans différents cas de figure et poserons les bases de la Politique de sécurité et de défense commune. Puis, nous expliquerons la méthodologie employée pour ce travail universitaire, basée sur l'étude de deux cas bien distincts, le conflit au Mali et la crise en Ukraine. Ensuite, nous verrons alors comment les presses françaises, allemandes et anglo-saxonnes perçoivent et évaluent les événements historiques ainsi que le rôle que la France et l'Allemagne ont joué dans la gestion des deux dossiers. Enfin, nous essayerons de déduire de ces études de cas, des enseignements généraux sur les différences de perceptions d'une politique de défense efficace et leurs implications pour la PSDC.

¹ Bartels, 2012

1. L'Analyse du contexte qui encadre les capacités de l'Allemagne et la France à intervenir dans différents cas de figure

1.1. Les acquis socio-économiques

Dominance économique de l'Allemagne : une marge de manœuvre pour augmenter le budget de la défense ?

La performance économique de la France est considérablement différente de celle de l'Allemagne. Ainsi, son PIB s'élève à 2,1 milliards d'euros en 2014, ce qui représente une croissance de 0,2% par rapport à 2013. Le PIB allemand, en revanche, est de 2,9 milliards d'euros à la fin de l'année 2014, en croissance de 1,6 % depuis 2013. Sur les 5 dernières années, la France a connu une croissance de son PIB d'environ 10 % alors que l'Allemagne a vu son PIB croître de plus de 16,5 %. En termes de dette publique, la France est à 95,6 % du PIB en 2014, soit une augmentation de 3,3 points sur un an. Le déficit public français s'élève à 4 % en 2014, toujours largement au-dessus du taux fixé par le traité de Maastricht. Fin 2014, l'endettement public en Allemagne représente 74,7 % du PIB (77,1 % en 2013). L'Allemagne est arrivée par ailleurs à un budget en équilibre en 2014 (excédent de +0,6 %).²

Le taux de chômage s'élève à 10,28 % en France, contre 4,99 % en Allemagne. La balance commerciale allemande a enregistré en 2014 un excédent jamais atteint de 217,1 milliards d'euros, soit 11 % de plus qu'en 2013.³ Le déficit commercial de la France au contraire s'élève à 53,8 milliards d'euros en 2014, ce qui correspond à son plus faible niveau depuis 2010. Mais cette amélioration est attribuée en grande partie à une réduction des coûts énergétiques. En effet, les exportations sont restées quasiment stables en 2014 (+0,1 % ; -1,2 % en 2013) alors que les importations ont diminué (-1,3 % versus -2,3 % en 2013).⁴

Positionnement stratégique renforcé de l'Allemagne au sein de l'UE mais rôle secondaire joué par la PSDC

Ces performances économiques influencent la capacité à participer à des opérations communes de sécurité et de défense, et à les financer. Elles ont également un impact considérable sur le rôle et la perception du pays dans les négociations européennes et internationales. En effet, les discussions sur l'avenir de la zone euro ont occupé une place importante dans le débat européen ces dernières années et la mauvaise performance de la France sur le plan économique a affaibli sa position vis-à-vis de l'Allemagne mais aussi de ses autres partenaires. La politique de sécurité et de défense commune semble, en revanche, (encore) moins prioritaire pour les citoyens de l'UE et leurs représentants.

² OCDE, 2013

³ Le Figaro, La machine à exporter allemande enregistre un nouveau record, 09.02.2015

⁴ Services des douanes françaises, 2014

De plus, le centre de gravité de l'Union européenne s'est déplacé vers l'Est suite aux élargissements de 2004 et 2007. L'Allemagne occupe désormais une position centrale en tant que pivot entre l'Est et l'Ouest. Ceci ne veut pas dire uniquement que l'Allemagne est géographiquement au centre de l'Europe : les nouveaux pays membres de l'UE privilégient souvent l'apprentissage de l'allemand par rapport au français⁵ et ont créé des liens historiques et culturels très étroits avec le pays dont une partie était politiquement affiliée à l'ancienne URSS jusqu'en 1990. Ce phénomène devient visible par exemple dans les grandes organisations de l'UE telles que la Banque européenne d'investissement où le français est resté langue de travail uniquement sur le papier.

1.2. Les différences législatives et culturelles

Armée allemande sous tutelle du parlement versus un président français chef des armées

En Allemagne, l'armée est considérée comme un organe de l'exécutif placée sous tutelle du parlement (Bundestag). Ce dernier dispose de moyens de contrôle particuliers qui lui garantissent un droit de regard sur le fonctionnement interne et l'emploi des forces armées. A la différence de la France, le parlement allemand doit notamment être consulté et donner son accord avant chaque déploiement des forces armées allemandes à l'étranger. La commission parlementaire en matière de défense a par ailleurs la possibilité de se constituer en commission d'enquête parlementaire lors qu'elle le juge nécessaire. Il y a également un travail de contrôle important mené par le commissaire parlementaire aux forces armées, élu pour cinq ans par le parlement, et des dispositions budgétaires particulières. L'armée allemande est contrôlée en temps de paix par le ministère de la défense (cf. article 65a de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne). En cas de guerre, cette responsabilité revient au chancelier (cf. article 115b de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne), mais le parlement peut demander à tout moment le retrait des troupes et la fin de leurs missions. Très différemment, le président français peut engager l'armée française sans consulter le parlement au préalable. Selon l'article 15 de la Constitution française, « le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et les comités supérieurs de la Défense nationale ». Le Parlement français n'a qu'un droit d'information sur les opérations extérieures dans les trois jours qui suivent le déclenchement des opérations, et ce seulement depuis 2008.

⁵ Eurostat, 2012

Les partenaires étrangers de l'Allemagne voient alors dans le contrôle étroit de l'armée par le parlement l'une des raisons clés pour la réticence du gouvernement allemand à engager ses forces à l'étranger. Les députés du « Bundestag » (chambre des députés allemande) réfutent cette idée en argumentant que le parlement n'a jamais empêché une mission de son armée décidée ou suggérée par le gouvernement.

Les séquelles allemandes de la seconde guerre mondiale contre un passé colonial pour la France

Par ailleurs, l'histoire de l'Allemagne et notamment l'issue de la seconde guerre mondiale ont laissé d'importantes traces, non seulement dans le fonctionnement militaire, mais aussi dans l'opinion publique. Contrainte à la démilitarisation par les forces alliées en 1945, l'Allemagne avait non seulement perdu l'ensemble de ses capacités militaires mais également sa légitimité pour intervenir sur la scène internationale. Alors que l'armée a été reconstruite progressivement à partir des années 1950, dans le but de surveiller les frontières à l'Est du pays dans le cadre de la guerre froide, le rétablissement de l'opinion publique allemande n'a pas été aussi rapide. Encore aujourd'hui, l'Allemagne connaît d'importants mouvements pacifistes, plus ou moins forts selon le contexte. Le parti de gauche « Die Linke », qui a obtenu un score de 8,6 % lors des dernières élections fédérales en 2013, refuse catégoriquement toute implication militaire de l'Allemagne dans les conflits internationaux. Les instances dirigeantes de l'armée allemande attachent alors une importance particulière à la diffusion des valeurs démocratiques par les soldats afin de s'assurer du soutien de la société, encore fragile aujourd'hui.

L'armée française en revanche, ne semble pas confrontée aux mêmes problèmes. Bien que « les Français hiérarchisent très nettement les différentes missions qui peuvent être confiées à l'armée française »⁶ et affichent un soutien plus ou moins marqué aux opérations militaires, l'armée française bénéficie généralement d'une bonne image auprès de la population. Selon un sondage YouGov, réalisé pour le journal 20 Minutes du 29 au 30 avril 2014 auprès de 1056 personnes, 72 % des Français ont une bonne opinion de leur armée.⁷ Les accusations de viol d'enfants contre des soldats français pourraient cependant entraver cette image, ce qui ne resterait sans doute pas sans conséquence pour le soutien de l'opinion publique aux actions extérieures de l'armée. Dans tous les cas, les autorités françaises et internationales semblent résolues à traiter ces investigations avec la plus grande discrétion.⁸ Par ailleurs, en raison de son passé colonial, les interventions françaises sur le continent africain sont particulièrement suivies.

⁶ Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, 2013

⁷ 20 Minutes, Les Français favorables à un service civique obligatoire, 20.05.2014

⁸ La Croix, L'armée française accusée de viol d'enfants en Centrafrique, 03.05.2015

Elles paraissent nécessaires, y compris dans un souci de protéger les entreprises françaises implantées sur le sol africain, mais ne doivent pas conduire, selon l'opinion française, à une relance de la « Franceafrique », terme à connotation péjorative pour dénoncer l'action néocoloniale prêtée à la France en Afrique et fréquemment utilisé par les médias.

1.3. Les capacités technico-militaires des deux pays

L'armée allemande en cours de réforme pour s'adapter aux nouvelles données internationales

Les missions de l'armée allemande ont été précisées par les principes directeurs de la politique de défense, publiés en 2011 par le ministère allemand de la Défense. Elles comprennent : la défense nationale en tant que défense collective dans le cadre de l'Alliance atlantique ; la prévention des conflits et gestion des crises au niveau international incluant la lutte contre le terrorisme international ; la participation aux missions militaires dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE ; des contributions à la sécurité du territoire, en l'occurrence, assurer des missions de défense sur le sol allemand, assurer l'entraide administrative en cas de catastrophes naturelles et de sinistres majeurs, pour la protection d'infrastructures sensibles et en cas d'état d'urgence national ; le sauvetage et l'évacuation ainsi que la libération d'otages à l'étranger ; le partenariat et la coopération comme l'un des volets de l'intégration multinationale et de la coopération globale en matière de sécurité et s'inscrivant dans la logique d'une diplomatie moderne spécifique au domaine de la défense ; l'aide humanitaire à l'étranger.⁹

Par ailleurs, l'Allemagne a entamé en 2010 une nouvelle réforme de son armée, la plus importante depuis le début de sa création. Cette « réorientation » vise à transformer la « Bundeswehr » en « une armée de volontaires tournée vers l'opérationnel tout en réduisant les effectifs » à un maximum de 185 000 militaires et de 56 000 civils.¹⁰ La réforme entraînera la suppression d'une trentaine de sites militaires. Le concept dénommé « largeur au lieu de profondeur » et introduit par l'ancien ministre de la Défense, Thomas de Maizière, selon lequel l'armée devait disposer de la totalité des compétences nécessaires en matière de défense mais en petites unités, a été mis en cause par sa successeur, Ursula von der Leyen. Elle souhaite, au contraire, s'aligner sur les principes de « Smart Defence » de l'OTAN ainsi que de « Pooling & Sharing » de l'UE qui, en temps de restrictions budgétaires, visent tous les deux à harmoniser les besoins en matière de défense, à mutualiser et à partager les capacités, à définir des priorités et à mieux coordonner les efforts de chacun.

⁹ Ministère fédéral de la Défense, 2011

¹⁰ Ministère fédéral de la Défense, 2012

La ministre s'est également prononcée en faveur d'un meilleur équipement pour les forces. Elle estime par ailleurs que l'Allemagne devrait augmenter son budget de la défense car, selon elle, la sécurité du pays et la performance de l'armée allemande ne sont pas gratuites ». ¹¹ Enfin, elle considère important de rendre l'armée allemande plus attractive pour les Allemands afin de garantir le maintien de compétences et le consentement de la population aux opérations.

En Allemagne, le budget de la défense s'élève à près de 33 milliards d'euros en 2015. Pour les années 2016-2019, l'Allemagne prévoit une augmentation des dépenses à 35,01 milliards d'euros par an, soit 8 milliards d'euros supplémentaires sur quatre ans. En 2016, les dépenses sont censées croître de 1,2 milliard d'euros, selon plusieurs sources médiatiques. ¹² Ce budget, qui en valeur absolue est supérieur à celui de la France, ne représente en réalité que 1,2 % du PIB allemand, selon une estimation du Stockholm International Peace Research Institute, ¹³ en retrait constant depuis 20 ans (en 1986 le budget de la défense allemand représentait plus de 3 % du PIB pour la dernière fois de son histoire). Ce chiffre étant largement en-dessous de l'objectif de 2 % défini dans le cadre de l'OTAN, l'augmentation du budget de la défense allemand est une demande récurrente de la part des partenaires de l'Allemagne.

De nouveaux défis pour l'armée française suite à d'importantes réductions budgétaires

Les principales missions des forces armées françaises se trouvent dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, ¹⁴ rendu public par le président de la République le lundi 29 avril 2013. Elles visent à : protéger le territoire national et les ressortissants français, et garantir la continuité des fonctions essentielles de la Nation ; garantir avec nos partenaires et alliés la sécurité de l'Europe et de l'espace nord-atlantique ; stabiliser avec nos partenaires et alliés les approches de l'Europe ; participer à la stabilité du Proche-Orient et du Golfe Arabo-Persique ; contribuer à la paix dans le monde. Le Livre blanc souligne l'étroite complémentarité entre la protection, la dissuasion et l'intervention dans la mise en œuvre de la stratégie française. Il est ainsi stipulé que « pour réaliser les objectifs fixés par notre stratégie, la protection, la dissuasion et l'intervention structurent l'action des forces de défense et de sécurité nationale. La protection reste première dans notre stratégie de défense et de sécurité nationale. Elle ne saurait être assurée sans la capacité de dissuasion et d'intervention. La dissuasion nucléaire protège la France contre toute agression d'origine étatique contre ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme.

¹¹ Die Zeit, Von der Leyen kippt zentrale Teile der Bundeswehrreform, 27.02.2015

¹² Frankfurter Allgemeine Zeitung, Mehr Geld schon 2016 - Verteidigungsetat wächst um 1,2 Milliarden Euro, 17.03.2015

¹³ SIPRI, 2015

¹⁴ Direction de l'information légale et administrative, 2013

Elle écarte toute menace de chantage qui paralyserait sa liberté de décision et d'action. Les capacités d'intervention à l'extérieur du territoire national confèrent à la sécurité de la France la profondeur stratégique qui lui est indispensable. Elles confortent la crédibilité de notre dissuasion, et permettent au pays de défendre ses intérêts stratégiques et d'honorer ses alliances ».¹⁵

Le ministère français de la Défense a également entamé une réforme de son armée. Selon le site du ministère, la modernisation du ministère de la Défense s'articule en une réforme globale, dont les principaux objectifs sont de maintenir l'effort de défense tout en recherchant une meilleure efficacité à moindre coût et en répartissant mieux les moyens ; de recentrer les grands organismes sur leur cœur de métier ; de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour adapter les capacités militaires, notamment les équipements, garantir les normes d'activités et d'entraînement et poursuivre l'amélioration de la condition du personnel civil et militaire.¹⁶ La Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, traduit les ambitions du ministère et prévoit ainsi de réduire ses effectifs d'environ 34 000 postes d'ici 2019, même si des discussions sont en cours pour maintenir au moins une partie des postes pour faire face à de nouvelles menaces comme le terrorisme.¹⁷

En 2013, l'armée française disposait d'un effectif de 278 715 personnes dont 215 019 militaires et 63 696 civils. Le format d'armée, ainsi revu, induit enfin des opérations de restructuration qui consistent en des mesures de réorganisation, de mutualisation, de fermeture d'implantations militaires et des transferts d'unités. Les équipements de l'armée française sont généralement considérés comme performants bien que l'intervention de 2011 en Libye a montré que les capacités militaires des forces françaises ne sont pas toujours à la hauteur des ambitions.¹⁸

Le budget de la défense pour 2015 est chiffré à 31,4 milliards d'euros. Pour les quatre prochaines années (2016-2019), la loi de programmation militaire (LPM) réactualisée prévoit 3,8 milliards de crédits supplémentaires,¹⁹ ce qui rompt avec plusieurs années de baisse du budget de la défense.²⁰ En 2014, selon les informations du SIPRI, la France a dépensé 2,2 % de son PIB pour des dépenses militaires, soit 0,2 points de moins qu'en 2013.²¹ Elle se trouve ainsi au-dessus de l'objectif fixé dans le cadre de l'OTAN.

¹⁵ Direction de l'information légale et administrative, 2013

¹⁶ Ministère de la Défense (Modernisation), 2014

¹⁷ Le Monde, Budget de la défense : une rallonge de 3,8 milliards d'euros sur quatre ans, 29.04.2015

¹⁸ Ministère de la Défense (Bilan social), 2014

¹⁹ Le Monde, Budget de la défense : une rallonge de 3,8 milliards d'euros sur quatre ans, 29.04.2015

²⁰ Le Monde, En euros constants, le ministère de la défense a perdu 20 % de son budget en 25 ans, 29.04.2015

²¹ SIPRI, 2015

1.4. L'industrie de la défense en Allemagne, en France et en Europe

L'Allemagne, le discret champion en matière d'exportation d'armes

Selon les informations du SIPRI pour la période 2009-2013,²² l'Allemagne se trouve au troisième rang des pays exportateurs d'armes, derrière les Etats-Unis et la Russie et devant la Chine, avec une part de marché de 7 %. La France, dont la part de marché s'élève à 5 %, est cinquième devant le Royaume-Uni et l'Espagne.

Selon une étude de l'institut pour la recherche économique WifOR en 2011,²³ l'industrie de la défense allemande emploie environ 98 000 personnes directement ; environ 220 000 personnes travaillent chez les fournisseurs ou les prestataires de services. Son chiffre d'affaires est estimé à près de 23 milliards d'euros.²⁴ L'Allemagne reste assez discrète par rapport à l'exportation de ses armes qu'elle livre notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. D'autres clients importants incluent l'Afrique du Sud, la Grèce, la Turquie et d'autres partenaires au sein de l'OTAN, ainsi que des pays d'Amérique latine et d'Asie.²⁵ Ces derniers temps a commencé un important débat politique en Allemagne concernant l'industrie de l'armement. D'une part, parce que les autorités allemandes continuent d'acheter le même matériel pour des raisons économiques alors qu'il n'est plus considéré comme techniquement à la pointe. D'autre part, parce que les pratiques des entreprises allemandes exportatrices, très encadrées en théorie par la loi allemande, ne respectent pas toujours le règlement en vigueur. La ministre de la Défense Ursula von der Leyen et le ministre de l'Economie, par ailleurs vice-chancelier, Sigmar Gabriel, ont indiqué vouloir s'attaquer aux problèmes dans le domaine de leurs compétences respectives.²⁶

La France, soutien politique affirmé pour la vente d'équipement militaire à l'étranger

La France, en revanche, considère tout à fait son industrie de la défense comme « stratégique ». Ainsi, le gouvernement français considère « qu'avec 5 000 entreprises et 400 000 emplois dans le secteur de la défense (dont 165 000 emplois directs dans l'armement), l'industrie française concentre plus du quart des capacités européennes ».²⁷

²² SIPRI, 2014

²³ Bundesverband der Deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie, 2011

²⁴ Bundesverband der Deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie, 2012

²⁵ Amnesty International, 2012

²⁶ Le Monde, L'Allemagne veut brider son industrie de défense à l'export et la consolider, 05.09.2014

²⁷ France Diplomatie (Industries et technologies de défense), 2013

Son chiffre d'affaires est estimé à 15 milliards d'euros, dont un tiers réalisé à l'export.²⁸ Sur le site du ministère des Affaires étrangères, l'on trouve par ailleurs un soutien très net aux exportations des entreprises françaises phares (Dassault Aviation, DCNS, MBDA, Nexter, Safran, Thales, mais aussi EADS aujourd'hui appelé Airbus Group) par le réseau diplomatique et une vision stratégique clairement affichée.²⁹

Néanmoins, les tentatives de vente à l'étranger de l'avion de combat multi-rôle Rafale, développé par Dassault Aviation, qui, malgré des efforts considérables, ont échoué à plusieurs reprises, montrent que la France peine également à tirer tous les bénéfices de son industrie de la défense, considérée comme hautement performante. La présence de plusieurs concurrents européens sur le même créneau de produits est régulièrement citée pour expliquer les difficultés que connaît le Rafale à l'export.

Par conséquent, la France et l'Allemagne ont toutes les deux exprimé leur volonté de consolider leurs industries de la défense respectives et de mettre en commun leurs atouts pour la création d'une industrie de la défense européenne. Or, en réalité, ces projets paraissent moins soutenus qu'ils le sont sur le papier. Le gouvernement allemand est notamment accusé d'avoir empêché la fusion du groupe Airbus avec l'entreprise britannique BAE Systems, spécialisée dans les secteurs de la défense et de l'aérospatiale. Puis, Paris considère également que la réglementation allemande très restrictive en matière de livraison d'armes constitue un frein à la collaboration avec l'Allemagne. En effet, « la loi allemande interdit les exportations d'armes vers les pays dits tiers, c'est-à-dire hors UE, partenaires de l'Otan et pays assimilés, mais ouvre des possibilités d'exemption au cas par cas ».³⁰

1.5. Les relations avec les acteurs clés de la politique de sécurité et de défense

Des relations historiques difficiles entre les Etats-Unis et la France ; un antiaméricanisme nouvellement apparu en Allemagne

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les relations entre la France et les Etats-Unis ont connu plusieurs points de crispation. Dans leur ensemble, elles n'ont jamais été simples, aussi parce que la France cherche à traiter avec les Américains d'égal-à-égal, ce que ces derniers n'ont pas toujours accepté. En effet, c'est le président Franklin D. Roosevelt qui en 1945 tente de placer la France sous administration de l'AMGOT. Par la suite, la France réussit à obtenir un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU et à reprendre ses activités dans le domaine nucléaire.

²⁸ Direction générale de l'armement, 2015

²⁹ France Diplomatie (Industries et technologies de défense), 2013

³⁰ La Tribune, Armement : quand Berlin trahit l'esprit de la coopération franco-allemande, 11.09.2014

L'idée que la paix ne passe pas forcément par l'américanisation du monde reste très ancrée dans la société française et la France sort même provisoirement de l'OTAN en 1966 pour marquer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. D'autres dossiers sensibles laissent apparaître des points de divergence importants (ex. Israël, la guerre en Irak). Encore aujourd'hui, les deux pays n'hésitent pas à se critiquer mutuellement (ex. french bashing, antiaméricanisme) mais, à l'heure actuelle, la coopération et le respect mutuel semblent être de mise.

L'Allemagne a eu par son passé des relations très étroites avec les Etats-Unis, qui ont libéré le pays en 1945. Ainsi, on peut lire sur le site du ministère des Affaires étrangères allemand que « l'Allemagne doit beaucoup aux Etats-Unis », qui ont « apporté de l'aide économique et du conseil politique après la fin de la seconde guerre dans le cadre du plan Marshall ».³¹ Les deux pays restent étroitement liés pendant la guerre froide. Ce n'est qu'en 2003 que le gouvernement de Gerhard Schröder prend pour la première fois ses distances avec le partenaire de longue date en refusant la participation de l'Allemagne à la guerre en Irak. Les relations qui s'étaient considérablement tendues, se sont normalisées depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Elles ont connu un nouveau coup dur avec les révélations d'espionnage des autorités allemandes par la NSA américaine.

Les relations économiques avec les Etats Unis de la France et de l'Allemagne ne sont pas tout à fait pareilles. L'Allemagne, grand pays exportateur de l'Europe, a connu une augmentation considérable de ses biens et services vendus aux Américains sur les cinq dernières années. Les exportations vers les Etats-Unis atteignent 96 milliards d'euros en 2014 contre des importations américaines à hauteur de 48,6 milliards d'euros. L'Allemagne reste ainsi le principal partenaire commercial des Etats-Unis en Europe ; les Etats-Unis sont les plus grands importateurs de biens et services allemands.³²

La France, en revanche, n'a exporté que 26,9 milliards d'euros de marchandises à destination des États-Unis en 2013, les importations s'élevant à 32,5 milliards d'euros. Hors Europe, les Etats-Unis sont toutefois pour la France le 1^{er} client et le 2^{ème} fournisseur après la Chine. Selon les statistiques américaines, la France maintient son rang de troisième partenaire commercial européen des États-Unis, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni.³³

³¹ Ministère des Affaires étrangères allemand, 2015

³² Statistisches Bundesamt, 2014

³³ France Diplomatie (Les échanges commerciaux...), 2013

Des relations économiques très étroites entre l'Allemagne et la Russie ; un début de partenariat entre Moscou et Paris suite aux relations historiques tendues

Pendant la guerre froide, les relations entre la France et l'URSS étaient particulièrement tendues. L'URSS a par ailleurs soutenu activement la Ligue pour l'indépendance du Viêt Nam contre l'armée française pendant la guerre en Indochine. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev contribue à l'apaisement des relations franco-soviétiques. En 2008, et pendant la présidence française de l'UE, Nicolas Sarkozy négocie un plan de paix avec Dimitri Medvedev pour mettre fin au conflit avec la Géorgie. C'est à ce moment-là que commencent les discussions concernant la vente de deux navires Mistral à la Russie. Ils sont finalement vendus en 2010.

Depuis le début de la crise en Ukraine, une partie de l'UMP, traditionnellement atlantiste, a exprimé son soutien à la Russie, notamment Nicolas Sarkozy. Nombreux à l'UMP, les souverainistes voient dans l'alliance avec Moscou le moyen de lutter contre « l'impérialisme américain » ou la soumission à Bruxelles.³⁴ Selon le Monde, « un œil sur Moscou, une partie de la droite fait face à ses propres angoisses sur le supposé déclin moral de la France. Tout un courant conservateur ou traditionaliste est séduit par le retour de la « Russie éternelle », un thème que s'est approprié Vladimir Poutine en s'érigeant en défenseur des valeurs chrétiennes face à un Occident permissif et décadent ». Plusieurs visites de parlementaires français en Russie ont eu lieu ces derniers mois, critiquées par le gouvernement et le président de l'Assemblée.

Les relations germano-russes sont depuis longtemps marquées par des périodes de haine, de coopération ou d'alliance. Alors qu'une partie de l'Allemagne a particulièrement souffert des pratiques politiques et restrictions instaurées par l'URSS en République démocratique allemande, l'ensemble de la nation a aussi vécu avec la menace de la guerre froide pendant plus de 40 ans. Une coopération très pragmatique avec la Fédération Russe s'est installée peu après la chute du mur, coopération qui a connu son moment fort sous le gouvernement de Gerhard Schröder, ayant considérablement intensifié les relations politiques et économiques entre les deux pays. Schröder et ses « camarades » du SPD sont restés en bon terme avec le gouvernement russe, l'ancien Chancelier allemand ayant pris les rênes de l'entreprise Nord Stream AG, une filiale du groupe énergétique russe Gazprom, peu après le changement de gouvernement en 2005.

³⁴ Le Monde, A l'UMP, la tentation de Moscou, 13.04.2015

En 2014, les exportations allemandes vers la Russie s'élevaient à 29 milliards d'euros alors que les importations étaient de 38 milliards d'euros, ce qui fait de la Russie l'un des rares pays avec lesquels l'Allemagne affiche un déficit commercial, principalement en raison des importations de gaz et de pétrole russes.³⁵ Par ailleurs, l'Allemagne est géographiquement très proche de la Russie ; le gazoduc Nord Stream reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique.

Avec 6,7 milliards d'euros d'exportations en 2014 (contre 7,7 milliards d'euros en 2013), la France est le 8ème fournisseur mondial de la Russie, avec 3,76 % de parts de marché, et le troisième fournisseur européen, derrière l'Allemagne (11,5 % de parts de marché) et l'Italie (4,4 %). A l'inverse, la France n'est que le 17ème client de la Russie et n'absorbe que 1,52 % de ses exportations. L'Allemagne, en revanche, est le 3ème client de la Russie, elle achète 7,4 % des exportations russes.³⁶

Géographiquement, la France a toujours été plus tournée vers le sud et l'Afrique que vers l'est de l'Europe, sachant qu'entre la France et la Russie, on ne compte pas seulement l'Allemagne, mais aussi la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne, qui s'est avérée être un partenaire très actif, l'Ukraine et la Biélorussie.

L'OTAN, « le » partenaire en matière de défense pour l'Allemagne alors que la France préfère faire avancer le projet européen

La France et l'Allemagne figurent toutes les deux parmi les pays fondateurs de l'Europe. Elles se considèrent elles-mêmes ainsi que le couple franco-allemand comme le moteur de la construction européenne. Officiellement, les deux pays restent attachés au développement de la coopération européenne et n'hésitent pas à afficher cette « volonté commune ». Or, dans le cadre d'une précédente étude, quelques différences sont apparues quant aux préférences respectives de la France et de l'Allemagne pour pousser l'intégration européenne. En effet, tandis que la France souhaite avancer de façon pragmatique et développer des coopérations avec les partenaires européens les plus avancés, l'Allemagne semble être plus attachée au respect des procédures existantes pour inclure l'ensemble des 28 pays dans le développement de l'Union.

Par ailleurs, ce sont aussi les Français qui ont poussé en premier et se sont particulièrement engagés pour l'Europe de la Défense. Ils souhaitaient disposer d'une défense européenne performante et indépendante afin de ne pas laisser la sécurité du continent européen aux Etats-Unis et aux partenaires de l'OTAN.

³⁵ Statistisches Bundesamt, 2014

³⁶ Direction générale du Trésor, 2014

Selon Le Figaro, « La France a traditionnellement défendu l'idée de « l'Europe puissance », levier de son propre pouvoir dessiné sur un patron français, qui passait bien plus par le rôle de l'Union européenne en matière de sécurité et défense que par l'OTAN. L'idée n'a jamais vraiment séduit les plus vieux membres de la Communauté, et a fini de s'évanouir avec les élargissements successifs. Depuis, la France navigue à vue entre « l'Europe de la défense », et, parfois, un retour en grâce de l'OTAN ». ³⁷

Si le Général de Gaulle a décidé de retirer la France de l'OTAN, c'était précisément pour que celle-ci recouvre « sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté ». ³⁸ Etant consciente que les autres pays membres de l'UE, à commencer par les Britanniques, ne partagent pas forcément le point de vue français, la France s'efforce désormais de convaincre ses partenaires européens de la complémentarité des deux institutions, c'est-à-dire de la PSDC et de l'OTAN, en matière de défense.

Bien que l'Allemagne ait connu des discussions musclées avec les partenaires de l'OTAN, notamment concernant l'intervention en Afghanistan, elle reste l'institution de référence en matière de défense pour le peuple allemand et ses représentants. L'Allemagne, pays membre de l'OTAN reconnu, met plus de 5000 soldats à sa disposition pour des opérations extérieures et personne dans l'opinion publique allemande ne met en cause son appartenance à cette alliance. Le nombre d'articles, parus à l'occasion du dernier sommet de l'OTAN à Newport en Septembre 2014, dans la presse allemande, bien plus élevé que celui des papiers publiés autour du Conseil européen consacré à la PSDC en décembre 2013, témoigne de l'importance suprême que l'Allemagne accorde au partenariat transatlantique encore aujourd'hui. Elle ne paraît pas, en revanche, vouloir opposer les deux concepts, à l'instar de ce qui peut être observé au Royaume-Uni, qui voit dans le développement de la PSDC une volonté de concurrencer l'Alliance atlantique.

³⁷ Le Figaro, Otan, Russie, crise ukrainienne : pour une politique de défense européenne, 29.08.2014

³⁸ Le Monde Diplomatique, Ce que voulait de Gaulle en 1966, 01.04.2008

2. La politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

2.1. Origine et développement historique

Une entrée en jeu tardive pour la défense européenne après une première tentative française infructueuse

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne trouve ses origines dans le traité de Maastricht qui consacre son second pilier à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) avec pour ambition de développer à terme « une politique de défense commune ». Cette intégration de la politique de défense commune dans les traités européens semble bien tardive. Elle résulte en grande partie de l'échec du projet de Communauté européenne de défense, qui dès les années 1950 avait mobilisé la France et ses partenaires européens. En effet, six pays européens avaient signé en 1948 à Bruxelles, un traité de défense collective contre la menace allemande.

Or d'autres dangers, comme celui venant du côté de l'URSS, se substituent rapidement à cette menace historique et l'accord européen perd sa raison d'être. Le projet de Communauté européenne de défense porté par la France est la tentative de réarmer l'Allemagne sous contrôle étroit des partenaires européens. Il échoue cependant en raison d'une bagarre politique nationale en France : les opposants au projet voient dans le réarmement de l'Allemagne une perte de contrôle sur l'armée française, dissolue dans l'ensemble européen. Le traumatisme suivant cet échec a entériné pour longtemps cette ambition européenne de développer une politique de défense commune.

La PSDC, une politique de plus petit dénominateur commun ?

Elle ne réapparaît seulement à la fin de la guerre froide et après la réunification de l'Allemagne. Le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 et entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, donne alors le fondement juridique à politique étrangère et de sécurité commune (PESC) avec toutefois des formulations ambiguës qui permettent à l'époque à tous les partenaires européens de s'y retrouver en fonction de leurs préférences nationales. Le traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997, crée la fonction du haut représentant pour la PESC et intègre les missions de Petersberg (série de missions fixées en 1992 à Petersberg, près de Bonn, par les États membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) pour décider quelles actions de défense pourraient être entreprises ensemble, en coopération avec l'UE, dont les membres de l'UEO font partie, et avec l'OTAN). Le sommet franco-britannique de Saint Malo en décembre 1998 permet de développer une politique de gestion de crise commune, politique entérinée par le Conseil européen de Cologne en juin 1999 et qui mène à la création de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

Les Conseils européens d'Helsinki (1999) et de Feira (2000) permettent ensuite de développer les capacités militaires et civiles communes (objectif de « *Headline Goal* » : une force de réaction rapide de 60 000 hommes pouvant être déployée dans un délai de 60 jours et pendant une année) avant que le traité de Nice, signé le 26 février 2001, ne crée les différents organes de la PSDC. En décembre 2002 est conclu un accord de partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN. La première opération de gestion de crise par l'UE voit le jour en janvier 2003 en Macédoine sous le nom de CONCORDIA. En 2004 sont créés le mécanisme de financement commun ATHENA, l'Agence européenne de défense ainsi que les groupements tactiques projetables de 1500 hommes, dénommés « *battle groups* » en anglais. Le traité de Lisbonne entre finalement en vigueur le 1^{er} décembre 2009.³⁹

2.2. Les organes décisionnels

Sécurité et défense, deux domaines relevant de la souveraineté des Etats membres

Le Conseil européen est le moteur du développement institutionnel de l'Union européenne et plus particulièrement de la PSDC. L'ensemble des réformes et propositions de modification des traités sont discutées et décidées au plus haut niveau, au sein du Conseil européen.⁴⁰ Selon l'article 22 du TUE, les décisions du Conseil européen sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union portent sur la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Le plus souvent, la décision finale concernant une intervention militaire ou civile revient aux chefs d'Etat des pays membres, mais un acte juridique du Conseil européen est toujours nécessaire pour respecter la forme.⁴¹

En dessous du Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne, est responsable d'une grande partie du fonctionnement régulier de la PSDC. Il est en charge de la mise en œuvre de la PSDC et de la PESC sur la base des décisions arrêtées par le Conseil européen et représente l'organe central pour l'adoption des actes juridiques en matière de gestion de crise moyennant l'emploi de moyens militaires et civils.⁴² Le Conseil européen et le Conseil (de l'UE) statuent généralement à l'unanimité. Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité dirige les réunions du Conseil, fait des propositions concernant l'élaboration de la PSDC et de la PESC et est chargé de la mise en œuvre des décisions du Conseil européen et du Conseil. Il représente l'UE pour les matières relevant de la politique étrangère et s'appuie sur un service européen pour l'action extérieure de sécurité commune (cf. article 27 TUE).

³⁹ Gnesotto, 2014

⁴⁰ Diedrichs, 2012

⁴¹ Diedrichs, 2012

⁴² Diedrichs, 2012

Les institutions européennes peinent à s'emparer de la PSDC

Le rôle de la Commission européenne en revanche est quelque peu compliqué. Elle travaille de fait en étroite collaboration avec le Haut représentant mais, en tant qu'organe supranational, est généralement vue comme le partenaire junior des Etats membres dans ce domaine particulier qui relève d'une logique intergouvernementale pour la plupart de ses missions. La Commission administre cependant plusieurs programmes mis en œuvre dans le cadre de la PSDC, notamment en ce qui concerne leur financement. La PSDC représente un défi particulier pour la Commission en raison de ses caractéristiques intergouvernementales et parce qu'elle s'entend désormais sur les champs de compétences traditionnellement réservées à la Commission, comme la mise en place d'administrations civiles ou le renforcement de l'ordre juridique.⁴³ Ces dernières années, la Commission a donc tenté de remédier à ce paradoxe en élaborant ses propres stratégies et concepts en la matière dans le but de se positionner comme un acteur pertinent de la PSDC.

Le Parlement européen doit être informé régulièrement par le Haut représentant et peut exprimer son avis. Ses pouvoirs de contrôle et d'influence sur la PSDC sont limités ; il peut cependant adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil et du Haut représentant de l'Union. Les possibilités d'influence des parlements nationaux varient considérablement en fonction de leurs prérogatives nationales selon les pays.⁴⁴

Le Comité politique et de sécurité (COPS) est le comité central de la PSDC, entre décisions politiques et pilotage administratif ainsi qu'entre la dimension militaire et la dimension civile. Il contrôle les opérations militaires et civiles en cours et prend l'ensemble des décisions opérationnelles tant qu'il y a un consensus de principe parmi les Etats membres.⁴⁵ Il reçoit des conseils et des recommandations du Comité Militaire de l'UE (CMUE). L'Etat-major militaire de l'UE (EMUE) planifie, exécute et met en œuvre les décisions. La capacité civile de planification et de conduite (CPCC) assure la conduite des opérations civiles. Enfin l'Agence européenne de défense (AED) vise à améliorer les capacités militaires des Etats membres.⁴⁶

⁴³ Diedrichs, 2012

⁴⁴ Diedrichs, 2012

⁴⁵ Diedrichs, 2012

⁴⁶ Toute l'Europe, 2014

2.3. Financement, mécanismes et instruments de la PSDC

Des opérations extérieures à la charge des Etats membres respectifs ; partage des coûts logistiques en fonction des capacités financières des pays membres

Les opérations militaires et de défense de la PSDC sont financées sur des budgets nationaux des Etats membres. Un mécanisme de financement commun, appelé ATHENA, permet aux pays membres de mutualiser certains coûts et notamment ceux qui ne peuvent être attribués à une opération en particulier ou ceux qui relèvent du soutien administratif et logistique. Les Etats sont mis à contribution en fonction de leur performance économique, en pourcentage du PIB. Le mécanisme ATHENA permet de financer environ 10 % du coût d'une opération militaire. Le financement des opérations civiles est le plus souvent assuré par le budget européen, du moins en partie.⁴⁷

Les opérations de la PSDC fonctionnent selon le principe que les États membres mettent leur force à la disposition de l'UE. L'UE ne dispose donc pas, a priori, de forces propres. Toutefois, dans l'objectif de faire face aux situations qui demandent une réaction très rapide, les « battle groups » sont mis à disposition par les Etats membres selon un système de rotation. La gestion centralisée des capacités de L'UE par l'Agence européenne de défense, sous le titre de « *Headline Goal* », vise également à combler les lacunes des armées européennes, notamment en matière d'équipement et d'armement.

Des coopérations renforcées ou structures permanentes pour les pays les plus volontaires

En outre, un certain nombre d'Etats membres ont décidé de mettre en commun une partie de leurs forces selon des mécanismes bilatéraux afin de contourner les obligations d'unanimité et de rendre les forces plus opérationnelles. A cette fin, le traité de Lisbonne instaure la possibilité de constituer des coopérations renforcées dans le domaine de la défense. En outre, la coopération structurée permanente, réservée aux Etats dont les efforts de défense sont les plus importants, engagent ceux qui le souhaitent à augmenter ensemble leurs investissements, rapprocher leurs outils de défense, renforcer l'interopérabilité des matériels et participer à des programmes d'équipement dans le cadre de l'Agence européenne de défense.⁴⁸ Parallèlement, les forces multinationales existantes (l'Eurocorps - force de réaction rapide regroupant les forces de l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg et la Pologne ; l'Euromarfor - forces maritimes regroupant les forces de l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal ; le Groupe aérien européen regroupant les forces de l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni) sont intégrées dans le cadre de l'Union.

⁴⁷ Diedrichs, 2012

⁴⁸ Toute l'Europe, 2014

2.4. Missions accomplies ou existantes et perspectives

Des missions actuelles conduites au cas par cas et essentiellement dans l'assistance

L'UE connaît sept types essentiels de missions et d'opérations, menées par des acteurs différents, des experts civils aux agents de police et forces militaires, agissant seuls ou de concert : (1) les missions d'observation (ex. missions de surveillance Aceh Monitoring Mission, EUMM Georgia) ; (2) les missions d'assistance aux frontières (ex. EU Border Assistance Mission Rafah, EUBAM Moldova/Ukraine) ; (3) les missions destinées à rétablir l'Etat de droit (ex. EULEX Kosovo, EUJUST LEX) ; (4) les missions de police (ex. Proxima, EUPAT, EUPOL Kinshasa, EUPM, EUPOL COPPS, EUPOL Afghanistan, EUPOL RD Congo) ; (5) les missions destinées à réformer le système de sécurité (ex. EUSEC DR Congo, EU SSR Guinée-Bissau) ; (6) les opérations militaires (ex. ATALANTA, EUFOR ALTHEA, Concordia, ARTEMIS, EUFOR DR Congo, EUFOR Chad/CAR) ; (7) les missions de formation militaire (ex. EUTM Somalia/ EUTM Mali).⁴⁹

La PSDC se veut complémentaire à l'OTAN. Le partenariat stratégique dans la gestion de crise entre l'UE et l'OTAN repose sur les accords dits de « Berlin Plus » adoptés en décembre 2002. Ils prévoient : un accès garanti aux capacités de l'UE et aux outils de planification de l'OTAN pour la planification de ses propres opérations ; la présomption de disponibilité des moyens et capacités collectifs de l'OTAN au bénéfice de l'UE ; l'identification des options de commandement européen qui reconnaissent le rôle particulier à l'adjoint du Commandant suprême allié de l'OTAN en Europe (D-SACEUR). Ces accords ont été mis en œuvre pour la première fois au printemps 2003 dans le cadre de l'opération CONCORDIA en Macédoine et ensuite pour l'opération en cours EUFOR-ALTHEA en Bosnie-Herzégovine.⁵⁰

L'Europe de la défense : évolution vers une armée et une stratégie communes ?

Le traité de Lisbonne précise bien que la PSDC inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs règles constitutionnelles respectives (article 42 TUE). Cela implique à la fois une volonté politique clairement affirmée par l'ensemble des États membres de mettre en commun l'exercice de contrôle sur leurs forces respectives et la définition d'une politique étrangère et de sécurité commune. Dans le même temps, il faudra aligner règlements nationaux et européens, qui encore aujourd'hui divergent considérablement sur certains points.

⁴⁹ Ministère des Affaires étrangères allemand, 2012

⁵⁰ European Union - External Action, 2014

Néanmoins, le TUE, dans son préambule, affirme que les Etats membres sont « résolus à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 42, renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde ». La politique de défense commune reste donc un objectif clairement exprimé à long terme, mais beaucoup dépendra de la volonté politique des Etats membres pour prendre les décisions dans ce sens rapidement. Cette volonté varie considérablement dans le temps et est fortement influencé par les événements nationaux, européens et mondiaux.

II. METHODOLOGIE

1. Le choix de la méthode d'étude de cas

L'Etude de cas, une méthode adaptée aux thématiques complexes

Ce mémoire est basé sur la méthode d'étude de cas. Selon R. Yin, « une étude de cas est une investigation empirique d'un phénomène contemporain, pris dans son contexte, spécialement quand les limites entre phénomène et contexte ne sont pas évidentes ».⁵¹ Dans cette définition, le point de départ constitue souvent une ou plusieurs hypothèses que l'étude de cas devra confirmer ou infirmer.

Dans le cas de la perception de la politique de défense en France et en Allemagne, l'hypothèse de départ est la suivante : les préférences allemandes et françaises en matière de politique de défense ne diffèrent pas seulement en fonction des intérêts stratégiques et priorités stratégiques respectifs, mais également concernant le choix de la méthode à employer. Ce qui veut dire, in fine, qu'une politique de sécurité et de défense commune ne pourra être efficace qu'à partir du moment où les pays moteurs de cette politique auront aligné leurs stratégies respectives.

La Commission européenne propose une définition très pragmatique de la méthode d'étude de cas. Pour elle, « faire une ou plusieurs études de cas consiste à utiliser un ou plusieurs exemples réels afin d'obtenir une connaissance approfondie du sujet étudié et si possible d'en tirer des enseignements pour l'ensemble de l'évaluation ».⁵²

S'il a été décidé d'appliquer la méthode d'étude de cas à l'examen de la perception de la politique de défense par l'opinion publique en France et en Allemagne, c'est avant tout puisque le sujet est hautement complexe et les variables influant cette opinion sont nombreuses : en effet, l'opinion publique est influencée par de nombreux facteurs non-directement liés à la politique de défense, à commencer par l'histoire et la culture du pays, sa santé économique, ses liens économiques et politiques avec les autres régions du monde, sa géographie, sa démographie, la popularité de ses dirigeants politiques etc.

Le choix de deux cas représentant des intérêts stratégiques différents

Les choix et priorités en matière de politique de défense sont considérablement influencés par les intérêts stratégiques d'un pays, eux-mêmes relevant d'une multitude de facteurs comme les relations historiques, politiques et économiques avec un acteur ou pays tiers ainsi que sa place dans le monde. Pour comparer efficacement les choix français et allemands, il fallait donc trouver au moins deux cas complémentaires.

⁵¹ Yin, 2008

⁵² Commission européenne, 2009

Ainsi, la France est clairement plus proche du Mali pour des raisons historiques et géographiques que l'Allemagne alors que cette dernière est plus étroitement liée à l'Ukraine et la Russie en raison de ses relations économiques beaucoup plus étroites avec la Russie, sa relative proximité géographique ainsi que l'histoire commune et la relation culturelle avec les pays de l'ancienne URSS, qui a occupé une partie du pays après la seconde guerre mondiale.

2. Le cadre d'analyse : l'espace-temps

L'examen de la presse pour capter au mieux l'opinion publique

La méthode d'étude de cas autorise le recours à une multitude de supports, de l'analyse de documents et de données statistiques aux observations directes et entretiens avec les acteurs concernés. Pour ce mémoire, il a été décidé de concentrer l'analyse sur les articles de presse. Si le recours aux médias a été favorisé par rapport au point de vue des experts, c'est notamment pour mieux capter l'opinion publique en général. La restriction de l'étude à l'analyse de la presse nationale et internationale limite tout de même la portée du présent travail car elle présente une opinion publique filtrée par le corps des journalistes, considérés comme des leaders d'opinion, qui, évidemment, ne constituent qu'une partie limitée de la population suivant leurs propres convictions et méthodes de travail. En effet, d'importantes différences sont apparues entre la perception des populations et l'avis des experts. Il aurait donc été préférable de compléter l'analyse par des entretiens menés auprès de la société civile, des experts, des responsables politiques et administratifs, des représentants des armées etc. ce qui n'a pas pu être fait, faute de temps. L'analyse des opinions exprimées par les différents « think-tanks » vient alors compléter l'étude de la presse dans l'objectif, justement, de valider et de nuancer ces différences.

L'observation sur une période définie, de deux ans et quatre mois, avec des focus particuliers en fonction des cas

L'analyse conduite dans le cadre de ce mémoire porte sur une période très large, du début de l'année 2012 au 30 avril 2015. Elle comprend ainsi l'émergence des deux conflits sécuritaires au Mali et en Ukraine, la décision et la mise en œuvre d'au moins une partie des réponses stratégiques et militaires internationales. Bien que la crise en Ukraine soit loin d'être terminée, l'observation a été arrêtée au 30 avril 2015 pour des raisons pragmatiques, liées à la recherche et l'interprétation des données. La période d'observation étant très large, des focus sur des laps de temps plus courts selon les cas, ont permis une analyse approfondie des divergences européennes concernant la stratégie à adopter.

Ainsi, la discussion sur le Mali a été au plus fort peu avant l'intervention des forces françaises en janvier 2013 alors que la crise en Ukraine a particulièrement secoué l'opinion publique aux mois de janvier et août 2014. La plupart des articles concernant le Conseil européen de décembre 2013 sont parus entre octobre 2013 et janvier 2014.

Or, l'analyse avec le recul qui est faite par les journalistes quelques temps après un événement est presque plus intéressante et encore plus pertinente car elle permet de connaître les idées fortes gravées dans la mémoire de la société. A titre d'exemple, l'analyse faite a posteriori par la presse américaine des évolutions au Mali, est bien résumée par cette phrase : « entre temps, après n'avoir reçu pratiquement aucune aide militaire de la part de l'Allemagne dans la lutte contre Al-Qaïda au Mali, la France a précisé que... ».⁵³

3. Le choix des medias

L'analyse de la presse française et allemande complétée par le point de vue des presses américaine et britannique pour apporter un éclairage étranger

Dans le but de remédier du moins partiellement au biais introduit par le focus exclusif sur l'analyse de la presse, nous nous sommes attachés à étudier les titres de presse de différents pays. Premièrement, l'examen de la presse française et allemande permet de déterminer les grandes lignes de divergence entre les préférences et visions des deux sociétés. A travers l'étude de la presse britannique, le point de vue d'un pays tiers européen, comparable à la France et à l'Allemagne, vient compléter l'analyse afin de déterminer également les éventuelles convergences entre les positions allemandes et françaises.

Bien que les médias britanniques traduisent également l'avis et les préférences de leur société et leaders d'opinion et apportent donc un point de vue qui est loin d'être neutre, ils sont généralement reconnus pour la qualité de leur travail et leur relative objectivité. De plus, les enseignements tirés de l'examen de la presse américaine permettent d'inclure également l'opinion d'un autre pays tiers, en dehors de l'UE, représentant le point de vue du partenaire international apte à juger les actions des pays membres dans leur ensemble et de comparer les contributions de chacun à la politique de sécurité et de défense commune. Enfin, l'analyse de la presse étrangère en général, facilite la distinction des différences réelles entre les pays, leurs institutions et leurs acteurs, des divergences de perception pures.

⁵³ The Wall Street Journal, Germany Hasn't Earned Its Spying Outrage, 29.10.2013

Une sélection de médias représentatifs des différences géographiques et courants politiques

Afin de refléter au mieux l'opinion publique, une importance particulière a été accordée à la sélection des médias. Pour des raisons pratiques, liées à la question de comparabilité entre les médias de différents pays, et des contraintes de temps principalement, l'analyse se concentre sur la presse nationale en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. En revanche, nous avons veillé à ce que soient inclus dans chaque cas d'analyse, l'ensemble des couleurs politiques et régions géographiques. L'importance du journal, exprimée par son tirage, a également été prise en compte. Pour avoir la plus grande diversité l'étude de la presse inclut les principaux magazines dans le cas où ils occupent une place pertinente pour la formation de l'opinion publique (notamment en France et en Allemagne avec Der Spiegel). Dans chaque pays, un ou deux médias internet ont été choisi(s) dans le souci de refléter les tendances actuelles de société, qui s'oriente vers l'Internet.

Ainsi, les médias choisis pour l'Allemagne comprennent :

Titre	Tirage⁵⁴⁵⁵	Orientation politique
Süddeutsche Zeitung	(447 783)	Centre gauche
Frankfurter Allgemeine Zeitung	(330 455)	Centre droite
Der Spiegel	(1 031 844)	Centre gauche
Die Welt	(225 583)	Droite
Handelsblatt	(120 397)	Libéral
taz-die tageszeitung	(63 497)	Gauche
Die Zeit	(628 492)	Centre gauche
Spiegel Online	11,3 millions de visiteurs uniques par mois	Centre gauche

⁵⁴ Informationsgemeinschaft zur Feststellung der Verbreitung von Werbeträgern e.V., 2015

⁵⁵ Spiegel Online (Factsheet), 2015

Les médias français sélectionnés dans le cadre de cette analyse sont les suivants :

Titre	Tirage⁵⁶⁵⁷	Orientation politique
Le Figaro	(354 478)	Droite
Le Monde	(281 987)	Centre gauche
Les Echos	(122 237)	Libéral
Libération	(113 413)	Gauche
L'Obs	(550 250)	Centre gauche
Le Point	(458 768)	Droite
L'Express	(567 563)	Centre droite
Mediapart	> 2,5 millions de visiteurs uniques par mois	Centre gauche

L'analyse de la presse britannique comprend notamment :

Titre	Tirage⁵⁸⁵⁹	Orientation politique
The Guardian	(178 758)	Gauche
The Daily Telegraph	(486 262)	Droite
The Independent	(60 438)	Libéral démocrate
Financial Times	(210 481)	Libéral
The Times	(397 171)	Centre droite
Daily Mirror	(868 992)	Travailleuse
The Economist	(651 533)	Libéral
Huffington Post UK	51 millions de visiteurs uniques par mois	Centre

⁵⁶ OJD, 2015

⁵⁷ Mediapart, 2014

⁵⁸ Audit Bureau of Circulations, 2015

⁵⁹ W3 Snoop, 2015

Parmi les titres américains ont principalement été analysés :

Titre	Tirage ⁶⁰⁶¹⁶²	Orientation politique
The New York Times	(639 887),	Démocrates
The Wall Street Journal	1 349 745	Libéral
USA Today	(1 080 000)	Centre droite
Los Angeles Times	(370 990)	Libéral nord-américain
The Washington Post	(377 466)	Républicain
Huffington Post	(115 millions en août 2014)	Centre gauche
The New Yorker	(1 044 524)	Démocrate, new yorkais

Au regard des différences considérables entre les pays en termes de tirage et de structure du paysage médiatique, l'impossibilité de faire des comparaisons quantitatives (ex. le nombre d'articles parus sur un thème particulier lors d'une période définie) est de toute évidence. L'analyse doit donc se concentrer sur les différences qualitatives.

4. Le choix des think-tanks

Un regard d'experts que l'on retrouve également dans la presse

L'examen des principales publications éditées par les centres de recherche de part et d'autre du Rhin vient compléter l'analyse de la presse allemande, française et anglo-saxonne. Il a pour objectif de fournir un regard d'expert permettant d'identifier les éventuelles différences entre chercheurs des différents pays. Dans le même temps, il facilite l'analyse de la presse dans le sens où le point de vue des experts, qui de facto se veut plus neutre et objectif, apporte un éclairage supplémentaire sur le fond permettant ainsi de distinguer les différences réelles, par exemple en termes de capacités militaires, des mythes de la perception publique. L'étude des publications de think-tanks répond ainsi au même objectif que l'analyse de la presse étrangère, du moins en partie. Toutefois, les journalistes, dans leur analyse, s'appuient également sur les spécialistes de la défense, membres de think-tanks et les citent fréquemment dans leurs articles.

⁶⁰ Statista, 2014

⁶¹ Condé Nast, 2015

⁶² The Huffington Post, 2014

Thinks-tanks allemands et français : une collaboration étroite et une relative homogénéité

De ce fait naît donc un certain mélange des genres. Dans le cadre de ce mémoire, les textes publiés par les centres de recherche ont été analysés séparément ; la presse reprend une partie de leur expertise dans les articles ou au travers de publication de points de vue. Les citations et analyses d'experts qui se retrouvent dans la presse sont alors considérées, pour partie, comme faisant partie de l'opinion publique. Il convient également de noter que les think-tanks allemands et français travaillent depuis longtemps en collaboration étroite. Des points de vue croisés et publications communes sont fréquents, c'est pourquoi leurs avis ne divergent que peu souvent, comparé à ce que l'on peut observer dans les médias. Pour cette étude, le choix a été fait d'inclure à la fois les publications des centres de recherche spécialisés dans les questions européennes et franco-allemandes ainsi que celles publiées par les experts des domaines de la défense et de la sécurité :

Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) (Fondation pour la Science et la Politique) http://www.swp-berlin.org/en/about-swp.html	Think-tank allemand qui conseille le Parlement allemand et le gouvernement fédéral sur les questions de politique étrangère et plus particulièrement sur la politique de sécurité.
La Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/fr/qui-sommes-nous	Centre de recherche de référence, la Fondation développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger.
Notre Europe - Institut Jacques Delors http://www.institutdelors.eu/011-359-Presentation-generale.html	Think tank européen fondé par Jacques Delors qui produit des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large dans le but de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.
L'Institut d'Études de Sécurité de l'Union européenne (EUISS) http://www.iss.europa.eu/fr/sur-l-euiss/	Agence autonome de l'Union européenne consacrée à l'analyse des questions de politique étrangère, de sécurité et de défense.
L'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) http://www.iris-france.org/liris/	Think tank français travaillant sur les thématiques géopolitiques et stratégiques, dans une démarche totalement indépendante.
L'Institut français des relations internationales (IFRI) https://www.ifri.org/fr/a-propos/missions	Institut de recherche et de débat indépendant français, consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.
Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP) (Conseil allemand pour les relations étrangères) https://dgap.org/en/think-tank/about-us	Organisation allemande indépendante, non-partisane et à but non-lucratif, ce centre de réflexion a pour but de promouvoir le débat public sur la politique étrangère en Allemagne.

III. ETUDE DE CAS : INTERVENTION AU MALI

1. Rappel des principaux événements

- Le Mali, colonie française jusqu'au 22 septembre 1960, jour de son indépendance, a connu ses premiers pas démocratiques entre 1961 et 1967.
- Le 19 novembre 1968, le général Moussa Traoré organise un coup d'Etat suivi d'une prise de pouvoir et une période de dictature. Le 26 mars 1991, un nouveau coup d'État militaire renverse Moussa Traoré et installe un Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP), avec à sa tête le colonel Amadou Toumani Touré. Alpha Oumar Konaré est élu président en 1992 et gèrera les affaires du pays jusqu'en 2002. La transition vers la démocratie est cependant lente et difficile : avec une économie encore essentiellement rurale, le Mali, pays enclavé, fait partie des 48 pays les moins avancés en termes de développement socio-économique. Ses 15 millions de résidents sont constitués de différentes ethnies, ce qui renforce la difficulté de créer un climat d'entente et de paix durable.
- Le 12 mai 2002, Amadou Toumani Touré est élu président de la République du Mali. Malheureusement, il ne parvient pas à prévenir le déclenchement de la rébellion touarègue de 2006, qui débute par l'attaque de deux casernes militaires à Kidal et une à Ménaka. Par la suite, le pays voit la signature d'un accord avec les rebelles et la réélection d'Amadou Touré en 2007. Pourtant, les attaques ne cessent pas. Le 17 janvier 2012, le groupe touareg MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) s'en prend à des camps militaires maliens. L'assaut est particulièrement violent en raison de nouveaux équipements militaires dont bénéficient les Touaregs à la suite de la révolution en Libye.
- Le 22 mars 2012, le Mali voit un nouveau coup d'État, cette fois-ci contre Amadou Touré à qui l'armée reproche une réponse inadéquate aux attaques des rebelles dans le nord du pays et une mauvaise gestion des forces militaires. Les faits sont condamnés par la communauté internationale. Le 26 mars 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU condamne formellement la prise du pouvoir par la junte militaire et appelle à la tenue des élections conformément au calendrier prévu.
- Par la suite, le MNLA progresse rapidement et s'empare de Gao, Kidal et Tombouctou. Le 6 avril 2012, il proclame un Etat indépendant dans cette région du Nord. Le 12 avril 2012, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, est investi président par intérim sous la pression de la communauté africaine CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

- Parallèlement, les islamistes d'Ansar Dine se mêlent au conflit faisant subir des violences aux populations maliennes et détruisant son patrimoine culturel.
- Le 27 mai 2012, le MNLA et Ansar Dine décident d'unir leurs forces dans le but de créer un Etat islamique dans le nord du Mali. Cependant, cette unité ne perdure pas par la suite.
- Le 12 octobre 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU demande aux organisations régionales africaines et aux Nations unies de présenter sous 45 jours un plan d'intervention pour la reconquête du pays. Le 18 novembre 2013, Ansar Dine et le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) parvient à chasser les Touaregs du MNLA des principales villes du nord.
- Les Européens commencent alors à s'inquiéter sérieusement. Le 10 décembre 2012, un concept de gestion de crise au Mali est approuvé par les ministres des affaires étrangères. Il est prévu de fournir 200 instructeurs pour une durée de 15 mois ainsi que du personnel d'appui et de protection des forces dans le but de donner à l'armée malienne les compétences nécessaires pour réinstaurer l'unité nationale.
- Cependant, l'aggravation de la crise rend impossible le déploiement des missions de formation européennes : le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution autorisant le déploiement d'une Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) pour une période initiale d'un an. Mais les insurgés islamistes reprennent leur offensive vers le sud en janvier 2013 et chassent l'armée malienne à travers le pays. Débute alors le 11 janvier 2013 l'opération SERVAL conduite par l'armée française suite à l'appel des autorités maliennes. L'envoi des troupes est conséquent ; la France progresse rapidement en engageant des troupes au sol.
- Elle est soutenue par les troupes africaines mandatées par la CEDEAO dans le cadre de l'opération MISMA dont les effectifs grimpent jusqu'à 7700 par moment. La reprise de Gao, Tombouctou et Kidal intervient entre les 26 et 30 janvier 2013.
- Le démarrage effectif de la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali) a lieu le 18 février 2013. Le 15 mai 2013, la conférence des bailleurs de fonds internationaux permet de sécuriser 3,25 milliards d'euros pour assurer la paix et la reconstruction du Mali.
- Le 18 juin 2013 a lieu la signature au Burkina Faso d'un accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali entre les autorités de transition et les rebelles touareg.

- Le 1er juillet 2013, la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) prend le relais de l'opération MISMA. Elle doit permettre à l'armée française de se retirer progressivement et assurer le processus d'élection.
- Le 11 août 2013, Ibrahim Boubacar Keïta est élu président de la République du Mali.
- En juin 2014, 250 soldats de la brigade franco-allemande renforcent les opérations de formation des forces terrestres au Mali.
- Le 7 mars 2015, une fusillade a lieu à Bamako : des assaillants attaquent un bar d'expatriés tuant un Belge, un Français et trois Maliens et blessant 9 personnes. L'attentat est revendiqué par le groupe djihadiste Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar.

2. La perception des presses française et allemande du conflit au Mali

2.1. L'évaluation de la situation au Mali

La presse française, très consciente de la menace terroriste, considère que le temps presse pour agir

La presse française considère quasi unanimement que le Mali représente une menace terroriste importante pour la France, pour l'Europe et pour le monde. Pour le Figaro, « la menace terroriste, qui s'est amplifiée dans le Sahel au cours des dernières années, concerne l'ensemble du continent européen ».⁶³ L'Express cite ainsi le Président de la sous-commission Défense et Sécurité au Parlement européen, Arnaud Danjean (PPE) : « le dossier du Mali est symptomatique de l'impuissance de l'Union. (...) En mars 2011, le Conseil européen avait adopté un texte, « Stratégie pour le Sahel », qui avait pour ambition - et c'était novateur - de mener conjointement politique de développement et politique sécuritaire. La problématique était parfaitement posée et les moyens, identifiés. Pourtant, la stratégie n'a jamais été mise en place.⁶⁴

Par ailleurs, la presse française décrit une situation complexe, avec de nombreux acteurs qu'il faut ménager dans la résolution du conflit. Ainsi, le dialogue avec les rebelles, suggéré par Alger, « peut-être une possibilité » pour « avancer vers une solution politique et de voir les Touaregs mettre à l'écart AQMI » selon un diplomate (français) cité dans le Figaro.⁶⁵ « De toute façon, nous n'avons pas d'autres choix car l'armée malienne n'existe plus et personne semble en mesure de la remplacer », ajoute-t-il dans la presse.

De la même manière, l'Algérie est considérée comme un problème et la clé en même temps, mais que Paris semble maîtriser. La presse rapporte ainsi que « la décision d'Alger d'ouvrir son espace aérien aux appareils français basés sur le territoire national et qui frappent les islamistes dans le nord du Mali est significative compte tenu de la méfiance traditionnelle des autorités algériennes face à toute intervention militaire de Paris dans la région ».⁶⁶ Les médias français reprennent les déclarations des dirigeants français quand ils indiquent ne pas vouloir intervenir au Mali, mais personne ne semble vraiment remettre en cause le revirement stratégique vers l'engagement de troupes françaises sur le sol malien une fois qu'il était décidé. Une certaine prise de conscience de la complexité du conflit semble s'installer après coup dans l'opinion publique alors que la France se rend compte que la situation reste difficile. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les médias évoquent les questions liées au financement, à la reconstruction, aux attaques fréquentes qui perdurent...

⁶³ Le Figaro, L'Europe de la défense peut-elle décoller ?, 16.12.2013

⁶⁴ L'Express, Mali: « A Bruxelles, la France est seule sur le Sahel », 28.01.2013

⁶⁵ Le Figaro, Mali : les rebelles Touaregs proclament un État islamiste, 27.05.2012

⁶⁶ Le Figaro, Mali : Fabius remercie l'Algérie de sa collaboration, 14.01.2013

« Six mois après la fin de l'opération militaire française « Serval » contre les djihadistes au Mali, la mission de l'ONU (MINUSMA) installée dans le nord-est de ce pays depuis juillet 2013 est la cible répétée d'attaques des groupes islamistes radicaux », témoigne ainsi Le Monde.⁶⁷

La presse allemande met l'accent sur le chaos immaîtrisable, qui règne au Mali, et critique la communauté internationale pour l'absence d'une stratégie à long terme

L'analyse de la presse allemande quant à la situation du Mali se montre plus prudente. Cette dernière présente un pays totalement déstabilisé où il est difficile de distinguer les bons des mauvais. Le Süddeutsche Zeitung évoque ainsi de soupçons fréquents quant aux relations entre les rebelles Touaregs et les terroristes de l'AQMI « qui sont cependant difficiles à prouver ».⁶⁸ Le journal berlinois de gauche, taz-die tageszeitung, décrit l'embarras des putschistes qui avaient souhaité préserver l'intégrité du pays mais n'ont pas réussi à empêcher sa division.⁶⁹

La presse allemande considère en outre que si le Mali est dans cette situation aujourd'hui, c'est parce que les pays occidentaux ne s'en sont pas ou « mal » occupés par le passé. Elle regrette notamment l'absence d'une stratégie occidentale au Sahel. « Le fait que ce soit le Mali, partenaire chéri de la communauté internationale en Afrique de l'Ouest, qui soit menacé de destruction complète, en dit long sur le sens de la réalité des politiques européenne et américaine dans la région du Sahel », écrit ainsi taz-die tageszeitung.⁷⁰ « Personne n'est à la recherche ici d'un calendrier intelligent et d'une solution durable », renchérit le journal dans un autre article.⁷¹

Puis, la presse allemande s'interroge notamment sur les intérêts de l'Allemagne au Mali. Pour « les deux (types d'intervention), nous pourrions nous demander quels intérêts nationaux de l'Allemagne sont touchés ici. Espérons que personne ne sera dans l'obligation d'expliquer à une mère allemande pourquoi son fils devait mourir dans les montages du Mali », écrit Die Welt.⁷² La conscience pour la gravité de la situation semble venir de la destruction du patrimoine culturel par les terroristes et leur volonté clairement affichée de vouloir créer un Etat de la charia au nord du Mali.

⁶⁷ Le Monde, Au Mali, les groupes islamistes multiplient les attaques contre les forces de l'ONU, 20.01.2015

⁶⁸ Süddeutsche Zeitung, Putsch in Mali erschüttert Westafrika; Aufständische verlangen härteres Vorgehen gegen Tuareg-Kämpfer im Land / Nachbeben der libyschen...23.03.2012

⁶⁹ taz - die tageszeitung, Über die Zuspitzung in Mali - Sieg im Wüstenkrieg, 03.04.2012

⁷⁰ taz - die tageszeitung, Über die islamistischen Vorstöße in Mali -Mali ist Symptom, 05.04.2012

⁷¹ taz - die tageszeitung, Über das Land Mali nach dem Staatsstreich - Putschisten das kleinere Problem, 10.04.2012

⁷² Die Welt, Wir sind in der Pflicht, 20.11.2012

Plus que la presse française, les médias allemands rapportent ensuite le détail des violences atroces commises par les islamistes et leurs alliés dans le pays. Ainsi, le magazine Der Spiegel, connu pour la qualité de ses investigations, décrit comment une jeune femme ayant eu une relation avec un homme marié est fouettée par ses bourreaux.⁷³ Malgré la reconnaissance d'une situation atroce pour les habitants du Mali, les médias allemands ne sont pas particulièrement disposés à une intervention de l'occident, quel qu'en soit le type.

2.2. Quelle stratégie adopter pour résoudre le conflit au Mali ?

Analyse de la presse française : soutenir les Maliens dans la lutte contre les terroristes (car ils ne sont pas assez armés pour faire face aux islamistes)

La presse française, en revanche, souligne le fait que Paris a toujours été en première ligne dans la gestion de crise au Mali. Le Figaro, voit ainsi un rôle « très actif » de Paris dans l'adoption de la résolution autorisant une intervention armée au Mali par le Conseil de sécurité de l'ONU.⁷⁴ Il ne fait globalement pas de doute qu'une intervention militaire doit précéder la reconstruction par les forces internationales. Le Monde affirme ainsi « qu'une intervention militaire était nécessaire pour établir les conditions minimales d'un processus politique », ce qui a même été confirmé par le ministre de la Défense allemand, Thomas de Maizière, qui résume ainsi parfaitement « l'ambiguïté, voire le malaise de l'Allemagne ».⁷⁵

Bien que le gouvernement français ait indiqué, dans un premier temps, ne pas vouloir envoyer de troupes au Mali, la presse française s'interroge très vite sur la capacité de la CEDEAO à intervenir. Pour elle, les armées ouest-africaines sont moyennement légitimes pour intervenir et, surtout, n'ont pas les capacités pour le faire.⁷⁶ Michel Galy, professeur de géopolitique à l'Institut d'Etude des Relations Internationales, est du même avis dans son point de vue « De la Libye au Mali » publié par Le Figaro le 14 avril 2012.⁷⁷

Les médias français déplorent par ailleurs l'absence de l'UE dans ce dossier, qui « tout au plus » pourra « tirer le bilan décevant d'une Initiative pour le Sahel, lancée à grand fracas en mars 2011 pour renforcer des pays comme le Mali. Si Bruxelles a effectivement alloué les crédits, le volet militaro-sécuritaire n'a jamais suivi », s'exclame Arnaud Danjean dans un article du Figaro.⁷⁸

⁷³ Der Spiegel, Mali - Kain gegen Abel; Mali: Timbuktu nach der Befreiung, 09.02.2013

⁷⁴ Le Figaro, Aqmi défie le gouvernement français, 27.12.2012

⁷⁵ Le Monde, Mali : l'Allemagne cultive l'ambiguïté quant à l'intervention française, 01.02.2013

⁷⁶ Le Figaro, Mali: le casse-tête d'une intervention extérieure, 05.04.2012

⁷⁷ Le Figaro, De la Libye au Mali, 14.04.2012

⁷⁸ Le Figaro, La France encore bien seule dans la bataille, 16.01.2013

Selon la presse, le devoir de rétablir la stabilité et l'intégrité territoriale du Mali revient à l'UE après que la France en ait créé les conditions nécessaires.⁷⁹ Cette contribution européenne est alors considérée comme le strict minimum.

La presse allemande favorise l'entraînement et l'équipement des forces africaines et s'interroge sur la pertinence d'une solution militaire

La presse allemande en revanche est plus réservée sur la pertinence d'une intervention armée et affirme régulièrement que le terrorisme ne se combat pas avec des moyens militaires. « Le danger qu'il se passe la même chose au Mali (qu'en Afghanistan) est très grand puisque l'engagement de l'étranger est dominé par la logique militaire. Encore une fois, le débat ne tourne qu'autour de l'emploi des forces et n'adresse pas la misère sociale de la population », écrit taz - die tageszeitung.⁸⁰

Les médias allemands soutiennent par ailleurs l'idée, véhiculée en premier lieu par les responsables politiques, qu'il incombe aux pays africains de mettre de l'ordre dans le chaos malien. Pour eux, l'engagement militaire au Mali est avant tout destiné à former les soldats maliens, ce qui correspondrait aux objectifs de long terme de Berlin : rendre les forces maliennes aptes à mener elles-mêmes ce combat.⁸¹

En outre, la presse allemande n'hésite pas à alerter la population quant à la dangerosité de la mission au Mali. Le site Spiegel Online par exemple met en garde contre d'éventuelles attaques contre les instructeurs occidentaux.⁸² Pour les journalistes allemands, il faut donc à tout prix définir une stratégie claire et explicite avant de s'engager au Mali, de quelque manière que ce soit : objectifs à court et à moyen-long termes, financements, calendrier,... Le journal de centre-droite Die Welt, accuse ainsi Francois Hollande et ses partenaires de « replâtrage superficiel ».⁸³

Enfin, la presse allemande s'inquiète également des capacités des armées européennes : pour elle, les forces communautaires n'ont pas les moyens pour intervenir efficacement partout dans le monde. La députée Elke Hoff, membre du parti libéral-démocrate FDP et de la Commission de la défense du parlement allemand, fait savoir que « après l'Afghanistan, nous ne pourrions pas envoyer l'armée allemande dans une nouvelle aventure tout de suite ».⁸⁴

⁷⁹ Le Figaro, Paris et Berlin célèbrent sans passion leurs cinquante ans d'amitié, 23.01.2013

⁸⁰ taz - die tageszeitung, In der Militärlogik, 21.02.2013

⁸¹ Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutsch-französischer Ministerrat will Einsatz in Mali beschließen, 18.02.2014

⁸² Spiegel Online, Hotspot für al-Qaida und Co. BND warnt vor Terror-Basis in Mali, 29.11.2012

⁸³ Die Welt, Mali, Algerien & Co. Fehler des Westens in postkolonialen Kunststaaten, 08.02.2013

⁸⁴ Der Spiegel, Bundeswehr - Mali-Einsatz fraglich, 22.12.2012

2.3. Quel rôle pour la France dans la gestion du conflit au Mali ?

La presse française favorable à ce que la France vienne en aide aux Maliens, pour rétablir l'Etat de droit au Mali et pour protéger la France et l'Europe de la menace terroriste

A contrario, la France se sent directement concernée par la crise du Mali, d'une part puisqu'elle ne peut pas laisser passer la catastrophe humanitaire dans un pays aussi proche, et d'autre part, parce qu'elle considère que le danger terroriste est réel et les intérêts économiques et stratégiques de la France directement menacés. Dans un article de l'Express, Jacques Attali écrit que « la situation du Mali nous concerne au premier plan. D'abord, parce que nous ne pouvons pas rester indifférents devant la catastrophe humanitaire qui s'y annonce. (...) Enfin, parce que ce territoire peut devenir une base arrière de formation de terroristes et de kamikazes, qui viendront s'attaquer aux intérêts occidentaux un peu partout dans la zone, et même, par de multiples moyens de passage, en Europe. (...) Et les gisements d'uranium du Niger, essentiels à la France, ne sont pas loin ».⁸⁵

La France assume par ailleurs son passé colonial et ses relations historiques avec l'Afrique, même s'il y a un certain malaise par rapport aux interventions précédentes sur le continent africain rappelant la décriée « Franceafrique ». « La France a-t-elle sous-estimé l'impact de la révolution libyenne ? Quoi qu'on en dise à l'Elysée, la réponse est oui. « On a été nuls ! », soupire un officier supérieur familier des théâtres africains. Le Mali sera notre Irak. Comme les Américains là-bas, nous avons déclenché un bordel régional ».⁸⁶ Cependant, le constat de cet échec ne semble pas jouer un rôle déterminant pour la stratégie française au Mali. La presse française considère d'ailleurs que seule l'armée française dispose des connaissances militaires nécessaires pour intervenir en Afrique. L'armée française ne croit absolument pas aux aides militaires européennes et ne peut compter que sur les Etats-Unis.⁸⁷ La France a donc créé toute seule les conditions pour une intervention européenne au Mali qui doit prendre le relais.

Pour une grande partie de l'opinion publique française, « les conditions du succès du rétablissement du Mali dans son intégrité territoriale passent par un plus fort engagement de l'Europe »,⁸⁸ même si la France continue à être sollicitée en raison de ses compétences et de son expertise. « Ce sont les Nations unies qui sont en charge de la sécurisation de l'élection » explique un militaire français dans un article du Figaro. « Mais on sait qu'ils vont se tourner vers nous » ajoute-t-il dans le même contexte.⁸⁹

⁸⁵ L'Express, Après l'Afghanistan, le Mali, 30.05.2012

⁸⁶ L'Express, Les 12 plaies du Mali, 13.04.2012

⁸⁷ Les Echos, La France après la tragédie d'In Amenas, 23.01.2013

⁸⁸ Le Figaro, L'Afrique est l'avenir de l'Europe, 15.02.2013

⁸⁹ Le Figaro, L'état malien et les rebelles touaregs négocient un accord sur Kidal dans la..., 13.06.2013

Pour la presse allemande, la France reste liée au Mali par son passé colonial et en raison de ses intérêts économiques dans la région ; la France moyennement la bienvenue dans la région du Sahel

Pour la presse allemande, il est très clair que la France a non seulement un passé colonialiste mais aussi des intérêts stratégiques propres au Mali, à commencer par ses intérêts économiques dans les pays limitrophes et les otages français qui se trouvent dans la main des djihadistes. A l'inverse de la presse française, les médias allemands n'estiment pas forcément que la France partage cette situation avec les autres pays de l'UE. C'est Paris tout seul qui a décidé d'aller combattre les terroristes, « même si cela fait de la France l'objet de la haine des islamistes », écrit le *Süddeutsche Zeitung*.⁹⁰ La presse allemande mentionne d'ailleurs que la France paie régulièrement des rançons pour la libération de ses otages en Afrique alors qu'elle ne mentionne aucun paiement de la part des Allemands. Cet argent français aurait ensuite servi aux islamistes pour acheter des armes, selon l'Ambassadrice des Etats-Unis au Mali, Vicky Huddleston citée par *Die Welt*.⁹¹

Les Allemands sont par ailleurs d'avis que l'intervention en Libye menée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis en 2011 a semé le chaos dans cette région du Sahel. Ils considèrent donc la France en partie responsable de la situation difficile au Mali. Le *Süddeutsche Zeitung* critique ainsi Bernard-Henri Lévy pour ses propos interventionnistes en disant que « l'état actuel de la Libye ne le fait pas douter une seconde, tout comme le fait qu'après la chute de Kadhafi il y a une réelle menace d'islamisation dans les pays voisins comme le Mali ». ⁹² En outre, la presse allemande critique les Français et les Américains pour le « peu de succès qu'ont connu leurs opérations fréquentes dans la région depuis des années ». ⁹³

Autre argument que les médias allemands soulèvent contre une possible intervention militaire française : le refus de l'Algérie de voir des militaires français intervenir devant leurs portes. Les Allemands considérant Alger comme ayant un poste clé dans la résolution de la crise malienne, ils souhaitent ménager son intérêt et garder quelques cartes en main dans le cadre de négociations ce qui, selon la presse allemande, semble aussi correspondre à la stratégie américaine. ⁹⁴

⁹⁰ *Süddeutsche Zeitung*, Franzosen als Faustpfand; Paris rechnete nach der Mali-Intervention mit Attacken. Sieben Landsleute sind nun in Kamerun entführt worden... 21.02.2013

⁹¹ *Die Welt*, Meuterei in malischer Armee, 09.02.2013

⁹² *Süddeutsche Zeitung*, Bernard-Henri Lévy Französischer Philosoph mit Hang zu Militäreinsätzen, 01.06.2012

⁹³ *Der Spiegel*, Soldaten in Sandalen; Der riskante Einsatz der Bundeswehr, 29.10.2012

⁹⁴ *Süddeutsche Zeitung*, Direkter Draht zu den Tuareg; Algerien ist für den Erfolg einer Intervention in Mali unentbehrlich, auch wenn das Land sich nicht an ihr beteiligt, 30.10.2012

Enfin, les Allemands voient dans la stratégie française au Mali également un instrument de politique intérieure qu'ils n'hésitent pas à critiquer. « Mais les Français veulent absolument se retirer vite (du Mali), pour des raisons de politique intérieure » écrit Der Spiegel en février 2013.⁹⁵ La France a finalement « importé un conflit international dans son propre pays au travers de son engagement militaire au Mali, en Libye et en Irak » affirme Die Welt deux ans plus tard.⁹⁶

2.4. Evaluation des choix stratégiques français dans la gestion du conflit au Mali

La presse française favorable aux opérations coup de poing (le point fort de l'armée française ?) mais commence à s'interroger sur les conséquences à long terme

Pour évaluer la perception de la performance de la France dans ce dossier de gestion de crise dans les médias français, il faut d'abord noter que l'intervention française était largement soutenue par l'opinion publique à travers les partis politiques et groupes d'intérêts. Si elle a été critiquée, par une partie de l'opposition politique notamment, c'était pour son absence de consensus européen en la matière. Les Français auraient en effet préféré que l'engagement de la France s'inscrive dans le cadre d'une opération européenne. Mais ils concèdent également que l'inertie des uns, le peu de moyens des autres et ses propres ambitions l'incitent souvent à faire cavalier seul.⁹⁷ Un certain malaise persiste cependant dans l'opinion publique par rapport à l'action solitaire de la France. « Ce fut le cas au Mali, puis en Centrafrique dans un premier temps, avant que François Hollande ne se décide à demander le soutien des Européens. Ces derniers, dont Angela Merkel, n'ont pas manqué de lui faire comprendre qu'il leur était difficile de se joindre à ce genre d'opération en prenant le train en marche » ajoute Le Monde.

Néanmoins, la plupart des Français semblent satisfaits de l'efficacité de l'action de l'armée française. « Onze jours après le début de l'intervention au Mali, la nation est unie derrière son armée » écrit ainsi Le Figaro.⁹⁸ Par ailleurs, les citoyens français sont aujourd'hui plus disposés qu'avant à soutenir les forces françaises, avec plus de moyens pour que ces dernières puissent combattre efficacement à l'étranger, en l'absence d'un soutien plus marqué par les partenaires européens et internationaux.⁹⁹

Quant à l'action de la France sur le sol africain, la presse française a conscience du fait que le plus dur reste à faire, et également que la transition du Mali vers un Etat stable risque de coûter cher aux Européens, Français en première ligne.

⁹⁵ Der Spiegel, MALI - Kain gegen Abel; Mali: Timbuktu nach der Befreiung, 09.02.2013

⁹⁶ Die Welt, Vereitelter Anschlag; Frankreichs Christen fürchten Islamisten-Terror, 28.04.2015

⁹⁷ Le Monde, Petite revue des contradictions hexagonales, 30.04.2014

⁹⁸ Le Figaro, Mali : l'unité dans la clarté, 21.01.2013

⁹⁹ Le Figaro, Drone : le nEUROn en première mondiale, 17.06.2013

Pour le moment, la presse française considère encore que Paris a pris ses responsabilités pour assurer la transition vers la démocratie, mission qui doit être accomplie par les autres pays européens plus que par la France, et que les objectifs de l'opération Serval ont été atteints. « On est passé de la guerre au contre-terrorisme. Les objectifs initiaux ont été réalisés. La pénétration des djihadistes a été stoppée et leurs sanctuaires ont été détruits » fait ainsi savoir Jean-Yves Le Drian dans Le Figaro.¹⁰⁰

Le soutien politique et financier des Européens après coup semble prouver que l'intervention française a été nécessaire et qu'elle est appréciée par les partenaires. « Le développement économique a fait l'objet d'une initiative française, relayée par l'Union européenne, qui a abouti à la mobilisation de plus de 3 milliards d'euros, destinés à faciliter la reconstruction du pays. Le Mali a été un cas exemplaire sur le plan militaire ; il doit l'être sur le plan de la réconciliation » renchérit ainsi Jean-Yves Le Drian, cette fois-ci dans L'Express.¹⁰¹

L'idée que l'action militaire de la France au Mali renforce son leadership sur la place mondiale, y est étroitement liée. « C'est aussi sa démographie, sa présence permanente au Conseil de sécurité, sa puissance civile et militaire, sa capacité à apporter des idées et également sa rapidité de réaction politique, comme on vient de le voir au Mali. Un développement qui, de fait, rappelle le leadership de la France en matière de politique de sécurité européenne » écrivent Les Echos peu après le début de l'opération Serval.¹⁰² Le soutien des Etats-Unis pour la stratégie française paraît très important à cet égard, même si les médias semblent avoir du mal à évaluer ce qu'il en est réellement. Laurent Wauquiez, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, est ainsi cité par Le Monde : « Au Mali, on se retrouve avec une coalition virtuelle qui n'a pas été construite avant, mais qu'on cherche à bricoler après. Or, il est clair qu'aujourd'hui les interventions du Royaume-Uni et des Etats-Unis au Mali resteront purement symboliques ». ¹⁰³

La presse allemande reconnaît l'action efficace des forces françaises mais reste mal à l'aise par rapport aux interventions armées comme remède aux crises étatiques

Les choses se présentent alors quelque peu différentes dans le paysage médiatique allemand. Il est vrai que l'action des soldats français est saluée par les Allemands, le plus souvent par le gouvernement et les spécialistes de la défense. « C'est l'intervention française qui a créé, avec des moyens militaires, les conditions nécessaires pour que l'Allemagne puisse aujourd'hui contribuer à la mise en place d'un système de sécurité » admet Die Zeit en 2014.¹⁰⁴

¹⁰⁰ Le Figaro, Jean-Yves Le Drian : « La France a et gardera la première armée d'Europe » 26.11.2013

¹⁰¹ L'Express, Jean-Yves Le Drian; « Pour la Défense, je veux des objectifs enfin respectés », 12.06.2013

¹⁰² Les Echos, France-Allemagne : depuis 50 ans, l'art difficile du compromis, 22.01.2013

¹⁰³ Le Monde, Laurent Wauquiez : « Le chef de l'Etat n'a pas de stratégie claire », 19.01.2012

¹⁰⁴ Die Zeit, Deutsche Verantwortung; Manchmal sind Militäreinsätze nötig, 30.06.2014

En revanche, les Allemands semblent toujours sceptiques par rapport au « pathos » des soldats français. Ainsi Die Welt, citant l'exemple d'un officier français, se demande si le fait qu'un commandant allemand dise vouloir « tuer les islamistes avant qu'ils nous tuent » aurait été accueilli avec autant de bienveillance qu'en France par l'opinion publique allemande.¹⁰⁵

En outre, la France est aussi critiquée pour n'avoir fait qu'une petite partie du boulot favorisant les solutions de courte durée plutôt que les approches de long terme. « Il devient de plus en plus difficile de répondre à la question qui essaie de savoir si la destruction des structures islamistes au nord du Mali par l'invasion française a véritablement permis de stabiliser la région du Sahel », écrit le taz-die tageszeitung.¹⁰⁶ La presse allemande trouve par ailleurs que Paris ne parle plus assez de ce qui se passe au Mali. Pour elle, la crise continue quoi que les Français essaient de faire croire.¹⁰⁷

Même la stratégie des Français au Mali, à qui les Allemands concèdent en général une meilleure connaissance du terrain et de la culture africaine, n'échappe plus aux critiques allemandes. « C'est sous pression française que le gouvernement malien a accepté de tenir son armée à l'écart de la région de Kidal. Les médias maliens sont furieux et parlent d'un dictat français. Après des semaines d'enthousiasme pour la France, l'heure de la désillusion serait arrivée », écrit Die Zeit.¹⁰⁸ Enfin, une partie de l'opinion publique allemande est toujours d'avis que la France a choisi d'agir seule dans le dossier malien, c'est pourquoi elle doit maintenant assumer ses responsabilités.

2.5. Quel rôle pour l'Allemagne dans la gestion du conflit au Mali ?

La presse française voit une Allemagne sous pression internationale qui a du mal à se sentir concernée et reste réticente à engager son armée

Pour la presse française, l'ensemble de l'Europe, y compris l'Allemagne devrait se sentir plus concernée par la crise malienne qu'elle ne l'est aujourd'hui. « C'est un fait, l'Afrique est à seulement 12 km de nos côtes européennes. Cette proximité géographique doublée d'enjeux économiques et politiques majeurs, justifie que l'UE l'ait placée dans ses premières priorités » note Le Figaro.¹⁰⁹ Elle estime par ailleurs que l'Allemagne a les capacités nécessaires pour intervenir militairement au Sahel. « D'autant plus que trois pays seulement ont une capacité militaire : la France, le Royaume-Uni, qui rechigne à des opérations dans un cadre UE, et l'Allemagne.

¹⁰⁵ Die Welt, Warum Deutschland Kampfdrohnen braucht, 14.02.2013

¹⁰⁶ taz-die tageszeitung, Über den Ausnahmezustand in Nigeria - Mali und die Folgen, 16.05.2013

¹⁰⁷ taz - die tageszeitung, Der unsichtbare Wüstenkrieg, 01.03.2013

¹⁰⁸ Die Zeit, Falsch verbunden, 07.03.2013

¹⁰⁹ Le Figaro, L'Afrique est l'avenir de l'Europe, 15.02.2013

C'est le seul des « grands pays » européens à voir son budget militaire augmenter, mais, pour diverses raisons, Berlin hésite à utiliser ses forces armées sur le terrain » explique ainsi L'Express.¹¹⁰ Les médias français évoquent par ailleurs fréquemment la « défection » de l'Allemagne lors de l'intervention en Libye considérant que cette décision, « qui avait fortement irrité ses alliés », l'oblige aujourd'hui à accepter de facto une implication dans la gestion de crise au Mali.¹¹¹

En somme, la France garde l'image de l'Allemagne pacifiste dont on ne peut pas attendre grand-chose sur le plan de la politique étrangère. « L'Allemagne pacifiste ne veut pas mener d'action militaire au Sahel » confirme Le Figaro.¹¹² La France semble alors avoir appris à ménager l'Allemagne et ses intérêts, non pas sans une certaine résignation. « Nous avons la confirmation que l'Allemagne sera au rendez-vous des donateurs. Les choses avancent bien, d'autant mieux que nous ne demandons rien frontalement » explique un diplomate français dans un article du Monde.¹¹³

Quoi qu'il en soit, la presse française s'intéresse à la vie politique et sociétale de son voisin d'outre-Rhin dans le détail, non seulement pour les questions de sécurité et de défense. Elle a ainsi relaté les critiques de l'opposition allemande quant à la stratégie du gouvernement au Mali et repris les voix, de plus en plus nombreuses, qui demandent un engagement militaire plus fort de la part de l'Allemagne. Ce qu'elle ne mesure pas toujours, c'est que les responsables politiques de tous bords, et même certains experts, ont tendance à comprendre « soutien logistique » ou « formation » lorsqu'ils parlent d'un « engagement » de l'Allemagne en dehors de ses frontières.¹¹⁴

La presse allemande reste mitigée par rapport à une possible intervention de l'armée allemande au Mali, faute de connaissances de la région

Les avis de la presse allemande à propos du rôle que l'Allemagne devrait jouer sur la scène internationale et plus particulièrement au Mali sont mitigés. Ce qui est clair, c'est que la plupart des journalistes refusent de faire de l'Allemagne le nouveau gendarme de la planète. « Et maintenant le Mali ? Cela veut-il dire que les soldats allemands doivent aller partout dans le monde où il n'y a pas d'Etat capable d'offrir de la sécurité et un revenu correct à son peuple ? » s'offusque par exemple le Süddeutsche Zeitung.¹¹⁵ N'étant pas totalement convaincue par la théorie française de la menace terroriste émanant du Mali, l'Allemagne s'interroge par ailleurs sur ses propres intérêts au Sahel.

¹¹⁰ L'Express, Mali: « A Bruxelles, la France est seule sur le Sahel », 28.01.2013

¹¹¹ Le Figaro, La guerre n'est plus un tabou allemand, 27.12.2012

¹¹² Le Figaro, L'Europe de la défense veut relever le défi du Sahel, 16.12.2012

¹¹³ Le Monde, L'appui de l'UE à l'opération au Mali reste limité- La prudence d'Angela Merkel, 24.01.2013

¹¹⁴ Le Figaro, L'Allemagne rappelée à son devoir de solidarité, 15.01.2013

¹¹⁵ Süddeutsche Zeitung, Wo noch sollen deutsche Soldaten den Kopf hinhalten?, 24.10.2012

« Nous ferions mieux de définir clairement ce que nous voulons faire au Mali au lieu de courir après les intérêts français » fait savoir Elke Hoff dans Der Spiegel.¹¹⁶ Die Welt considère que l'Allemagne est « sans intérêt » au Mali, contrairement à ses partenaires français et britanniques.¹¹⁷

De plus, la presse allemande, fidèle à sa tradition d'accorder une grande place à la rigueur budgétaire, se demande « comment le budget de la défense pourra être respectée si l'armée allemande doit endosser une mission de plus ». ¹¹⁸ Selon l'article de Die Welt, « l'armée allemande est déjà gravement sous-financée aujourd'hui, manque de personnel et dispose d'un équipement insuffisant par rapport à ses missions ». Une Allemagne « sans intérêt propre au Mali » pourrait alors plutôt servir « d'intermédiaire », à commencer « par la création des infrastructures nécessaires pour instaurer le dialogue national ». ¹¹⁹

Enfin, il convient de noter que l'ensemble des acteurs allemands, et notamment les responsables politiques, soulignent systématiquement le fait que les soldats allemands ne seront pas envoyés pour « combattre ». Pour l'instant, cette réalité n'est pas mise en cause par la presse. « Donc il s'agit tout de même d'une mission de combat ? » demande le Süddeutsche Zeitung fin 2012. « Non » répond le ministre de la Défense Thomas de Maizière, « nous ne parlons pas d'une intervention pour reconquérir le nord du Mali par des troupes non-africaines. Notre mission pourrait plutôt porter sur la formation des forces maliennes ». ¹²⁰

2.6. Evaluation des choix stratégiques allemands dans la gestion du conflit au Mali

La presse française ne semble pas convaincue de l'engagement allemand aux côtés des Français

Que pense alors la presse française de cette « stratégie allemande » ? Tout d'abord, il convient de noter que l'engagement de l'armée allemande au Mali, aux côtés de ses partenaires européens, est très salué par les responsables politiques. Après le désaccord ouvert sur le dossier libyen, la portée symbolique de la décision allemande est mise en avant.

¹¹⁶ Der Spiegel, Soldaten in Sandalen; Der riskante Einsatz der Bundeswehr, 29.10.2012

¹¹⁷ Die Welt, Regierung schließt Mali-Einsatz nicht aus, 05.11.2012

¹¹⁸ Die Welt, Kommentar; Deutschland ist kein Weltpolizist, 02.11.2012

¹¹⁹ Die Welt, Regierung schließt Mali-Einsatz nicht aus, 05.11.2012

¹²⁰ Süddeutsche Zeitung, Wir haben aus Afghanistan gelernt; Verteidigungsminister Thomas de Maizière über Einsätze deutscher Soldaten im Ausland - womöglich auch..., 03.11.2012

Ceci pourrait également répondre à un besoin, pour les responsables politiques français, de montrer à l'opinion publique que la France est loin de faire cavalier seul dans cette affaire.¹²¹ La plupart des médias estiment cependant que cet engagement est insuffisant. Pour eux, l'Allemagne a fait le strict minimum ; elle est loin d'être à la hauteur de ses ambitions qui devraient nécessairement être similaires à celles de la France. « Pour autant, toujours pas question de troupes au sol : l'Allemagne s'en tient à un appui logistique via la mise à disposition de deux Transall pour transporter les 3 300 soldats de la force d'intervention de la CEDEAO » analysent Les Echos.¹²²

La presse française se livre alors à une analyse en profondeur des raisons du soi-disant « refus » allemand. En revanche, à aucun moment les médias français ne mettent en cause la pertinence de l'intervention militaire en tant que telle ou font mention d'une solution alternative, même si, à quelques rares occasions, un certain malaise transparaît par rapport à une Allemagne qui au moins s'engage dans un cadre européen, contrairement à la France. L'ancien député européen Jean-Louis Bourlanges affirme ainsi dans Les Echos : « je ne pense pas que les Allemands cherchent à exercer le leadership en Europe. Leur souci, c'est de vivre en paix et de réussir économiquement, c'est-à-dire de gagner beaucoup et de ne pas payer trop. Les prétentions françaises à faire de la figuration historique suscitent chez eux plus d'ironie que d'inquiétude. Ils ont tort : il n'est pas sain que l'Europe économique et monétaire soit franco-allemande et que la présence internationale de l'Europe soit franco-britannique ». ¹²³ Enfin, la presse française fait état d'un manque de concertation entre Paris et Berlin, mauvais pour la politique de défense européenne, estimant que Paris est en faveur d'un engagement militaire, là où Berlin ne l'est pas. « La question malienne illustre les difficultés à faire fonctionner l'Europe de la défense : si un pays n'y trouve pas son compte pour ses affaires politiques internes, on laisse un autre monter au front », conclue Libération.¹²⁴

Pour la presse allemande, les interrogations persistent : oui à l'engagement au Mali mais sous quelle forme et jusqu'à quel point ?

La presse allemande de son côté reprend les déclarations politiques selon lesquelles l'Allemagne s'est engagée aux côtés de ses partenaires français et européens, dans le respect des procédures européennes, et a ainsi marqué son soutien et sa solidarité avec la France. Il est vrai qu'après la Libye, un pas semble avoir été franchi.

¹²¹ Le Figaro, Paris cajole l'Allemagne et regrette la Grande-Bretagne, 19.02.2014

¹²² Les Echos, Les combats s'intensifient, Merkel apporte son soutien, 17.01.2013

¹²³ Les Echos, « Il s'agit moins de célébrer le traité de l'Elysée que de relancer l'Europe », 22.01.2013

¹²⁴ Libération, En Allemagne, honni soit qui Mali pense, 22.01.2013

Néanmoins, il y a aujourd'hui un malaise visible dans la société allemande et les discussions autour de l'intervention au Mali ont lancé une réflexion profonde sur l'avenir de l'Allemagne en tant que puissance politique et les stratégies à mettre en œuvre. Outre les voix politiques, ce sont notamment celles des experts qui s'élèvent pour réclamer plus d'assurance et de fermeté au sujet de la politique de sécurité et de défense. Die Zeit se moque ainsi de la stratégie allemande au Mali en disant qu'il « n'y a eu pas plus qu'un soutien symbolique, et bien sûr, non violent pour les Français alors que l'intervention militaire avait même été approuvée par Berlin ». ¹²⁵

En attendant, les Allemands se plaisent dans le rôle du « good cop » qui intervient après les troupes françaises, écrit die Zeit en citant l'exemple du Mali. ¹²⁶ En l'absence d'une stratégie européenne ou internationale clairement définie, ceci semble alors être un partage des tâches acceptable pour la population allemande. Bien que les médias allemands soulignent la nécessité de ne pas aller trop vite dans l'envoi de troupes dans une société en crise et mettent en garde contre des « décisions lourdes de conséquences prises à la légère », ¹²⁷ les commentaires réclamant plus de responsabilité pour l'Allemagne dans les conflits internationaux sont de plus en plus nombreux. Il s'agit, pour le moment avant tout d'experts, spécialistes de la défense ou des relations internationales, ainsi que de responsables politiques, mais ils commencent à se faire entendre. Au Mali, « l'Allemagne a donné exactement ce qu'il fallait pour conserver un minimum de crédibilité auprès de ses partenaires », explique Hilmar Linnenkamp du think-tank SWP dans un article du taz - die tageszeitung. ¹²⁸

¹²⁵ Die Zeit, Der einsamste Mann von Berlin 28.02.2013

¹²⁶ Die Zeit, EU; Die Vereinigten Staaten von Krautropa, 22.05.2013

¹²⁷ Die Welt, Hin - und nicht weg, 27.12.2012

¹²⁸ taz - die tageszeitung, Wir sind in der zweiten Reihe unterwegs, 23.01.2014

3. Le point de vue étranger

3.1. La perception du conflit Mali aux Etats-Unis

La presse allemande favorable à une aide militaire internationale pour remettre de l'ordre dans la région du Sahel

Les Etats-Unis, de nature favorable aux interventions militaires, regardent d'un bon œil la prise de responsabilité de la France au Mali. Très tôt, des voix s'élevaient dans la presse américaine pour dénoncer l'incapacité de l'armée malienne à prendre en main son destin et à combattre les rebelles. « Des responsables américains et européens ont ajouté que l'armée malienne n'était pas suffisamment performante » écrit The Wall Street Journal.¹²⁹ La version finale de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU est donc considérée comme un compromis entre la France et les Etats-Unis, ces derniers ayant mis en garde ses partenaires quant à l'incapacité du Mali de réarranger sa situation sans soutien militaire étranger.¹³⁰

Par ailleurs, les Etats-Unis dont les ambitions stratégiques se tournent désormais vers l'Asie-Pacifique, soutiennent la France dans ses opérations militaires au Sahel. Officiellement interdits de venir en aide au Mali par une clause constitutionnelle, qui proscrit les interventions dans un pays sans gouvernement démocratiquement élu, les Etats-Unis semblent contents que la France prenne en charge la politique de sécurité et de défense européenne, notamment en Afrique où l'Amérique du Nord peut être moins compétente qu'ailleurs. Washington, qui exige depuis longtemps une prise de conscience renforcée de la part des pays membres de l'UE pour assurer leur propre sécurité, a donc volontairement accompagné les opérations civiles et militaires française, sans toutefois monter en première ligne.

Cette absence d'aide directe a d'ailleurs été critiquée par la presse américaine voyant dans la stratégie de l'administration Obama un manque d'ambition et une mauvaise évaluation des crises internationales.¹³¹ Ainsi The Washington Post mentionne « une demande explicite de la part du gouvernement malien pour solliciter l'assistance américaine dans la lutte contre les rebelles au nord du pays ». ¹³² La presse américaine critique également la rapidité avec laquelle Obama a retiré ses troupes après l'intervention en Libye, ce qui a, selon The Washington Post, largement contribué à l'instabilité de la région.¹³³

¹²⁹ The Wall Street Journal, U.S. Sets Sights on al Qaeda in Mali; Pentagon Weighs Action as Militants Gain Sway in Nation's Vast North, 27.07.2012

¹³⁰ The New York Times, U.N. Council Votes to Help Mali's Army Oust Islamists, 21.12.2012

¹³¹ The Washington Post, America the hesitant, 20.01.2013

¹³² The Washington Post, Panetta 'confident' that U.S. will clear legal hurdles to helping France in Mali, 17.01.2013

¹³³ The Washington Post, America the hesitant, 20.01.2013

Les médias américains reconnaissent en général que la France, forte de ses relations historiques avec les pays du Sahel, et par le biais de forces françaises installées de longue date dans la région, puisse mener des opérations contre le terrorisme plus efficacement que les Américains.¹³⁴

3.2. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain

La presse américaine soutient l'intervention française mais pointe du doigt un manque de capacités militaires françaises et européennes

La presse américaine considère généralement que la France a pris ses responsabilités alors que l'UE était lente dans sa réaction. « Le Mali a aussi montré que la prise de décisions (dans l'UE) demeure beaucoup trop lente pour des réponses diplomatiques et militaires aux crises rapides » écrit le *The Wall Street Journal*.¹³⁵ Du point de vue des Américains, la France a clairement manqué de soutien : « Ce problème s'est manifesté début 2013 quand l'Union a eu du mal à soutenir l'intervention dirigée par les Français contre les militants liés à Al-Qaïda au Mali » commente *The Wall Street Journal*.¹³⁶ La stratégie européenne mise au point pour la Centrafrique est vue comme une tentative pour réparer les dégâts causés par la réaction trop hésitante à l'intervention française au Mali ». ¹³⁷ En revanche, la presse américaine n'hésite pas à pointer les lacunes dans les capacités militaires de la France (et du Royaume-Uni), « révélées en Libye et au Mali ». ¹³⁸ La presse américaine considère que l'Allemagne a été défaillante, encore une fois.

Contrairement à la France, l'Allemagne n'a pas fait grand-chose, estime la presse américaine. Du point de vue américain, elle n'a « apporté quasiment aucune aide militaire à la France lorsque cette dernière a combattu Al-Qaïda au Mali ». ¹³⁹ Non seulement depuis la Libye, les Américains considèrent l'Allemagne comme un cas compliqué, qui, dans le meilleur des cas, peut apporter un soutien logistique aux opérations. « Pour Serval, tout ce que la Chancelière Angela Merkel a réussi à trouver c'était l'apport de quelques avions cargos » commente *l'International Herald Tribune*. ¹⁴⁰

¹³⁴ *International New York Times*, Peril widens as African extremists embrace ISIS, 09.03.2015

¹³⁵ *The Wall Street Journal Europe*, Brussels Beat: A Common Foreign Policy Eludes the EU, 30.05.2013

¹³⁶ *The Wall Street Journal*, At EU Summit, Leaders Pledge Greater Defense Cooperation; Accelerated Work on Possible Mission to Central African Republic Also Discussed, 20.12.2013

¹³⁷ *Dow Jones Institutional News*, EU Sees Central African Force Reaching 800-1,000, 27.02.2014

¹³⁸ *The New York Times*, Shrinking Europe Military Spending Stirs Concern, 23.04.2013

¹³⁹ *The Wall Street Journal*, Germany Hasn't Earned Its Spying Outrage; It's far easier for Chancellor Merkel to feel put upon by America than to accept the responsibilities of global leadership, 28.10.2013

¹⁴⁰ *International Herald Tribune*, Why the French love a parade; Meanwhile, 13.07.2013

Les Américains estiment alors que l'Allemagne, « un pays hanté qui vit toujours dans l'ombre de Hitler », doit s'arranger avec son passé¹⁴¹ et mettre fin à l'hypocrisie.

Par ailleurs, la presse américaine fait également état d'importants paiements de rançons par l'Allemagne. En effet, un article du New York Times mentionne l'Allemagne parmi les pays qui ont régulièrement recours au paiement de rançons, à côté de la France et d'autres gouvernements européens.¹⁴² Pour les Etats-Unis, l'Allemagne est par ailleurs toute aussi proche de l'Afrique que la France.¹⁴³ Enfin, les divergences entre Paris et Berlin sont considérées comme mauvaises pour le projet européen et l'Europe de la défense, une institution à laquelle les Américains semblent de plus en plus favorable.¹⁴⁴

3.3. La perception du conflit Mali au Royaume-Uni

La presse britannique critique « l'absence de l'Europe », soutient la France et s'interroge sur la stratégie du gouvernement de David Cameron

La presse britannique, fidèle à son image, critique notamment l'absence de consensus européen dans la gestion du dossier malien. « L'incapacité de l'UE de déployer l'un de ses « battle groups », jusqu'alors jamais utilisés, au Mali et maintenant en Centrafrique, semble être la confirmation tacite de l'hypothèse que les ambitions de l'UE se limiteront désormais aux missions de formation et de conseil ».¹⁴⁵ Pour The Guardian, ce n'est pas l'UE qui joue un rôle déterminant sur la scène politique internationale mais bien quelques-uns de ses Etats membres seulement qui « entrent en guerre », dont la France et le Royaume-Uni.¹⁴⁶

« La reconstruction efficace du Mali constitue cependant un élément majeur du succès de la stratégie de l'UE au Sahel » affirme The Economist.¹⁴⁷ Au Mali, la presse britannique semble voir les premiers succès de la stratégie française (cf. The Economist qui rapporte que « les élections parlementaires au Mali devraient apporter un minimum de stabilité à ce pays ouest africain »).¹⁴⁸ Elle se montre en même temps très critique vis-à-vis de la stratégie de son propre gouvernement. Dans l'ensemble, les médias britanniques reprochent à David Cameron de ne pas être clair dans sa stratégie et d'envoyer des soldats britanniques au Mali sans en informer la population.

¹⁴¹ International New York Times, Let Germany read Hitler, 09.07.2014

¹⁴² The New York Times, The Right Way to Pay Ransoms to Terrorists, 04.02.2015

¹⁴³ The Washington Post, At Pentagon, 'pivot to Asia' becomes 'shift to Africa'; Conflicts in Libya, Mali and elsewhere have led to the creation of new bases and an unexpected emphasis, 15.02.2013

¹⁴⁴ The Washington Post, America the hesitant, 20.01.2013

¹⁴⁵ The Economist, European Voice, European defence: ten years on, 19.12.2013

¹⁴⁶ The Guardian, Analysis: Farage echoes populist view of a Europe that does not exist, 03.04.2014

¹⁴⁷ The Economist, European Voice, EU hopes for stability from election in Mali, 05.12.2013

¹⁴⁸ The Economist, European Voice, EU hopes for stability from election in Mali, 05.12.2013

Les Britanniques semblent vouloir soutenir leurs alliés français, pour affirmer leur légitimité en tant que puissance étrangère, sans pour autant engager des troupes au sol. Les opérations menées dans le cadre de la PSDC ne suscitent pas, de toute façon, beaucoup d'enthousiasme, outre-Manche. Le Financial Times résume « l'ambiguïté de David Cameron » de façon suivante : « En Libye en 2011 et au Mali aujourd'hui, le retrait de Washington a fait apparaître d'importantes lacunes dans les capacités militaires britanniques et françaises. (...) Cameron doit réduire soit ses ambitions rhétoriques soit les coupes budgétaires ». ¹⁴⁹

3.4. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain

La presse britannique est admirative de l'action efficace de l'armée française tout en affirmant que l'affaire est loin d'être réglée

Pour The Guardian, il y a un consensus entre pays européen pour évaluer la situation au Mali, mais ce sont les Français qui disposent de plus d'expérience dans ce pays et ce sont eux qui voient le plus clairement la menace terroriste. ¹⁵⁰ Selon la presse britannique, les troupes françaises ont réussi à faire en sorte que les rebelles islamistes ne puissent pas se grouper au nord du pays, mais la tâche reste énorme, y compris puisque l'armée malienne demeure faible. ¹⁵¹ La France est présentée par les médias comme le pays qui dirige la stratégie internationale mais qui réussit globalement (cf. The Times qui indique que « la France fait des merveilles dans le nord »). ¹⁵²

La presse britannique accueille le revirement stratégique allemand avec bienveillance mais reste sceptique

Les Britanniques scrutent et analysent également le changement dans le discours allemand et notent l'augmentation prévue du budget de la défense allemand. ¹⁵³ Pour le Financial Times, il n'y a pas d'urgence absolue pour relancer la discussion à l'heure actuelle mais « Berlin veut faire les choses proprement, y compris dans le nécessaire débat au sein de la société allemande ». ¹⁵⁴ Ceci dit, les médias britanniques qualifient de « maigre » le soutien proposé par Berlin à la France au Mali et se demandent « si l'Allemagne a compris ce que signifie le terme de sécurité commune ». ¹⁵⁵

¹⁴⁹ Financial Times, Time to decide on UK defence policy; Cameron must scale back either the rhetoric or the cuts, 28.01.2013

¹⁵⁰ The Guardian, France to use drones in Mali terrorism fight, 23.10.2013

¹⁵¹ Financial Times, Mali set to vote amid doubts over ability to hold fair poll, 27.07.2013

¹⁵² The Times, Mali promises poll to end interim rule, 19.02.2013

¹⁵³ Financial Times, Berlin gets to grips with the role of its armed forces, 06.02.2014

¹⁵⁴ Financial Times, Berlin gets to grips with the role of its armed forces, 06.02.2014

¹⁵⁵ Financial Times, Berlin and Paris need a revitalised, realistic relationship, 22.01.2013

Ils reconnaissent cependant que l'Allemagne n'est pas seule dans cette situation mais que d'autres pays européens, dont l'Italie et l'Espagne, sont également absents¹⁵⁶ alors que « les Britanniques au moins font quelque chose ».¹⁵⁷

Tout comme la presse américaine, les médias britanniques mentionnent l'implication de l'Allemagne dans le paiement de rançons.¹⁵⁸ Enfin, les Britanniques se montrent pour le moins sceptiques au sujet des grandes annonces autour de la coopération franco-allemande dans la défense, sans doute également puisqu'ils se considèrent comme le partenaire traditionnel de la France en la matière.¹⁵⁹ The Guardian parle ainsi d'un possible partenariat militaire entre la France et l'Allemagne en termes de « proposition surprenante ».

¹⁵⁶ The Times, Jitters in France over absence of fellow musketeers, 16.01.2013

¹⁵⁷ The Guardian, Simon Tisdall: Analysis France's lonely intervention, 15.01.2013

¹⁵⁸ The Economist, Kidnapping business travellers; Taken, 31.07.2014

¹⁵⁹ The Guardian, François Hollande refuses to answer questions about his personal life, 15.01.2014

4. Le point de vue des think-tanks, français et allemands confondus

4.1. Analyse des enjeux géopolitiques et stratégiques du conflit malien

Pour les think-tanks, le Mali présente une occasion ratée pour la formulation d'une réponse européenne, holistique et durable dans le temps

Les think-tanks et instituts de recherche français et allemands s'accordent généralement sur la nécessité de ne pas laisser le Mali seul dans sa situation difficile en raison principalement de son armée incapable de garantir la sécurité du pays et de son gouvernement affaibli. Ils mettent l'accent notamment sur l'implication des autres pays de la région, à commencer par l'Algérie, pour aider le Mali à reconstruire son Etat. Pour Tobias Koepf (2013) de l'IFRI « une meilleure coopération entre la France et l'Algérie est une condition essentielle pour une approche internationale cohérente ».

Bien qu'ils refusent en général de se prononcer pour ou contre une intervention militaire européenne, les experts déplorent l'absence d'une réponse européenne dans ce dossier. « L'intervention militaire de la France au Mali a été soutenue à travers l'Europe. Les capitales européennes étaient toutes d'accord que le nord du Mali ne devait pas se transformer en un refuge de terroristes et criminels. C'est là où la concorde s'est arrêtée » commente Cornelius Vogt (2013) de l'IFRI. Andreas Mehler et Christian von Soest (2013) de l'IFRI critiquent plus particulièrement l'absence d'entente franco-allemande sur le continent africain alors que Jean-Claude Allard (2013) de l'IRIS explique que « les pays de l'UE ne sont pas tous dans la même vision de ce que doit être l'espace stratégique de l'Europe ».

Alain Antil de l'IFRI (2013) mentionne « le manqué évident de leadership au niveau des institutions européennes ». Cornelius Vogt (2013) ajoute alors « qu'il n'y a jamais été question d'envoyer des forces européennes pour combattre au Mali, même si la sécurité de l'Europe était menacée. Mais tant qu'il n'y aura pas de leader exécutif européen, la PSDC représentera les intérêts concurrents des Etats membres de l'UE qui sont tous souverains ».

Alors que les stratégies françaises et allemandes pour résoudre le conflit semblent parfois opposées, les experts paraissent trouver un (juste) milieu et aboutir à une vision plus équilibrée, qui consolide intervention militaire et développement économique dans une approche globale et durable. Cornelius Vogt (2013) explique ainsi qu'il n'y a pas de seule solution militaire pour le Mali mais que la paix et la stabilité ne viendront pas sans la composante militaire. Pierre Jacquemot (2013) de l'IRIS affirme « qu'il ne peut y avoir de paix durable que s'il y a un développement économique durable ».

Pour les think-tanks, l'UE devrait jouer un rôle plus important dans l'achèvement de la crise, via le soutien au processus électoral et dans la mise en place de mesures s'attaquant aux racines profondes de la crise malienne ». ¹⁶⁰ Cependant, les experts mettent en garde contre une mission (européenne) sans stratégie clairement définie au préalable. « L'engagement en Afghanistan l'a montré : il ne faut pas décider d'une mission à l'étranger sans en connaître les objectifs, les stratégies de sortie et sans s'être assuré du soutien de la population » explique la députée Elke Hoff (2013) dans un article du think-tank allemand DGAP.

4.2. Evaluation du rôle de la France et de ses choix stratégiques dans la gestion du conflit au Mali

Les think-tanks saluent l'action de l'armée française qui a préparé le terrain pour une longue et fastidieux travail de reconstruction

A posteriori, la plupart des spécialistes donnent raison au choix français d'une intervention militaire au Mali et saluent son action pour la cause malienne, européenne et internationale, ainsi que sa performance. « Dans l'ensemble, le succès de l'intervention française au Mali ne peut être niée. En quelques semaines, les troupes françaises ont réussi à repousser les militants islamistes des métropoles du nord, ce qui a rendu possible un certain contrôle par le gouvernement dans ces zones » écrit Etienne de Durand (2013) de l'IFRI. L'ancien ambassadeur allemand et président de la Conférence de Munich sur la sécurité, Wolfgang Ischinger (2013), salue le courage de la France, « qui a pris un grand risque au Mali alors qu'elle n'était pas plus concernée que les autres pays européens par la situation d'instabilité au Sahel ».

Néanmoins, les spécialistes n'ont pas de doute : l'action militaire de la France ne représentait qu'une toute petite partie de l'iceberg ; le plus dur restant encore à faire. « A l'avenir, la France doit renforcer le processus politique local et trouver le juste équilibre entre deux options toutes aussi dangereuses, l'une que l'autre : un retrait immédiat ou une opération de longue haleine, qui pourrait être considérée comme une occupation durable et visible de la zone » écrit ainsi Etienne de Durand (2013). Les think-tanks considèrent par ailleurs que la France se trouve dans une position délicate entre ses intérêts (économiques) légitimes et les accusations de vouloir rétablir la « Franceafrique ». ¹⁶¹

Tout dépendra alors des choix de la France, « même si une vaste et longue opération française dans la région du Sahel semble peu probable en raison du manque d'argent et de capacités de Paris » estime Etienne Durand (2013).

¹⁶⁰ Antil, 2013

¹⁶¹ Sold, 2012

« La France a recommencé à travailler avec les forces locales et régionales dans la lutte contre le terrorisme » explique Tobias Koepf (2013), qui ajoute que « la transition ne sera pas facile ». Katrin Sold (2013) estime par ailleurs que François Hollande n'a de toute façon que très peu de marge de manœuvre entre les réductions budgétaires et le « soutien toujours fragile de la population aux opérations militaires à l'étranger ».

4.3. Evaluation du rôle de l'Allemagne et de ses choix stratégiques dans la gestion du conflit au Mali

Contrairement à ce que l'on peut lire dans la presse, les experts font état d'une stratégie allemande pour l'Afrique, même s'ils n'hésitent pas à la critiquer. Andreas Mehler et Christian von Soest (2012) expliquent ainsi que « La politique africaine de l'Allemagne a changé ces cinq dernières années : la nouvelle stratégie pour l'Afrique du gouvernement fédéral met l'accent sur les aspects économiques de la collaboration avec l'Afrique et doit favoriser une attitude plus cohérente du gouvernement fédéral sur ce continent. » Ils déplorent cependant que « la politique africaine de l'Allemagne s'inscrit toujours dans une tradition clairement identifiable : poids déterminant des forums internationaux et choix résolu du multilatéralisme, portefeuille très large et multitude d'acteurs engagés dans la coopération au développement, ce qui semble démesuré au regard de l'importance politique toujours minime du continent voisin dans les relations extérieures ».

Les deux chercheurs affirment par ailleurs que « comme par le passé, tous les partis (allemands) s'accordent sur le fait que le recours à des actions militaires n'est justifié que dans des cas exceptionnels. Sur ce point, on observe une forte continuité quels que soient les partis et les ministères : l'Allemagne poursuit un objectif essentiel, construire des structures africaines et leur donner les moyens de jouer le rôle principal dans le maintien de la paix et de la sécurité plutôt que d'assumer cette tâche elle-même ». Leur collègue Tobias Koepf (2015) ajoute que malheureusement « aucune décision majeure n'a été prise par les dirigeants allemands à la suite du bref débat sur la stratégie africaine lancé début 2014. Le changement de cap annoncé ne s'est pas traduit dans les faits par de grands bouleversements ».

Mais le « German no », très critiqué par les experts de la DGAP¹⁶², pourrait tout de même être amené à bouger sous la pression internationale. « Certain de ses alliés, et notamment la France, sont déjà présents au Mali. En tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (jusqu'à fin 2012), l'Allemagne était directement impliquée dans l'élaboration des deux résolutions concernant le Mali, ce qui fait que la politique allemande ne peut plus aussi facilement esquiver les voix qui l'appellent à prendre plus de responsabilité à l'international » analyse Markus Kaim (2013) de la DGAP.

Dans l'ensemble, les think-tanks accordent à l'Allemagne la possibilité de critiquer la stratégie des Français et de négocier avec eux. Ils considèrent cependant, pour la plupart d'entre eux, que l'Allemagne doit bouger en premier pour se racheter une légitimité. « Voilà que les Français sont passés à l'acte au Mali, mettant l'Allemagne devant le fait accompli. S'ils ne l'avaient pas fait, le Mali serait devenu un autre « failed state » à menacer la sécurité de l'Europe. On peut questionner cette vision. Mais ceux qui, comme le ministre des Affaires étrangères allemand », pleurnichent rien que parce qu'ils doivent mettre à disposition des soldats pour les avions Transall, ne sont pas capables d'un dialogue d'égal à égal. Donc, intervenons ensemble ou pas du tout. Cela doit être notre objectif. L'objectif européen » conclue Nana Brink (2013) de la DGAP.

¹⁶² Bittner, Jochen, Geis, Matthias, Lau, Jörg, Ulrich, Bernd, von Wurmb-Seidel, Ronja (2013)

IV. ETUDE DE CAS : CRISE EN UKRAINE

1. Rappel des principaux événements¹⁶³

- L'Ukraine, avec une superficie de 603 700km² le plus grand pays sur le continent européen, est devenue indépendante en décembre 1991, suite à la dislocation de l'URSS. Depuis, le pays cherche son identité nationale entre une orientation occidentale, par le biais d'une intégration dans l'Union européenne par exemple, et un rapprochement avec la Russie. L'Ukraine souffre de difficultés économiques et démographiques graves. Depuis son indépendance, le nombre d'habitants a baissé de 6,25 millions à environ 45 millions d'habitants. En 2012, son PIB n'a atteint que 69,3 % du niveau de 1990.
- Les difficultés politiques commencent le 21 novembre 2013 lors que le président Viktor Ianoukovytch renonce à signer un accord d'association avec l'Union européenne et relance un dialogue actif avec Moscou. D'importantes manifestations réunissent plusieurs dizaines de milliers de personnes à Kiev pour protester contre cette décision.
- Le 1er décembre 2013, environ 500 000 personnes sont rassemblées sur la place de l'Indépendance à Kiev et tentent de prendre possession de l'hôtel de ville. Lors des affrontements avec les forces, 300 personnes sont blessées. Le 17 décembre 2013, la Russie promet un crédit de plusieurs milliards d'euros et du gaz bon marché. L'opposition est au plus fort, pourtant sans réaction du gouvernement ukrainien, qui tente d'encadrer les rassemblements par de nouvelles lois.
- Entre les 19 et 22 janvier 2014, 4 personnes décèdent suite aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les combats de rue s'intensifient par la suite, provoquant la mort de près de 100 personnes.
- Le 20 février 2014, l'Union européenne investit les ministres des affaires étrangères français, allemand et polonais d'une mission de médiation. Ils parviennent à conclure un premier accord qui prévoit notamment des élections anticipées et un changement de la constitution ainsi que le désarmement des combattants. L'accord n'est pas accepté par l'opposition et Viktor Ianoukovytch prend la fuite vers l'est du pays le lendemain. Julija Timochenko, personnage emblématique de l'opposition est remise en liberté, son proche ami Alexandre Tourtchinov devient président par intérim. Le 26 février 2014, le président russe Vladimir Poutine ordonne un entraînement militaire à la frontière avec l'Ukraine provoquant des affrontements entre partisans et opposants du nouveau gouvernement ukrainien en Crimée. Par la suite, la Russie envoie plusieurs milliers de soldats en Ukraine.

¹⁶³ Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, 2015

- Le 6 mars 2014, le parlement de Crimée demande le rattachement à la fédération russe, un choix confirmé par referendum le 16 mars 2014. Les Etats-Unis et l'UE commencent à mettre en place les premières sanctions contre la Russie. L'OTAN et ses partenaires commencent à surveiller l'espace aérien et maritime autour de l'Ukraine vers la mi-mars. Le 17 mars 2014, Vladimir Poutine reconnaît la Crimée en tant qu'Etat indépendant bénéficiant d'un statut particulier. Les Etats-Unis et l'UE suivis par le Japon décident de sanctions complémentaires. Le 21 mars 2014, la Fédération russe ratifie l'adhésion de la Crimée. La Russie prend le contrôle militaire de la Crimée. Les chefs de gouvernement européens signent un accord avec l'Ukraine pour un rapprochement politique et économique ; l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe(OSCE) décide de mener un travail de surveillance en Ukraine.
- Le 24 mars 2014 a lieu un sommet à La Haye lors duquel les Etats du G7 cherchent une solution pour résoudre la crise en Ukraine. Désormais la Russie ne sera plus convoquée à ce rassemblement emblématique des chefs d'Etat les plus puissants dans le monde ; le sommet prévu en juin à Sotchi est annulé. Le 27 mars 2014, la Crimée compte environ 30 000 soldats russes. Les Etats-Unis pressent l'OTAN de renforcer sa présence en Europe de l'Est. L'Assemblée générale des Nations unies condamne l'annexion de la Crimée ; 11 Etats votent contre la résolution, 58 autres s'abstiennent dont la Chine. Le président russe décide d'entrer en négociations avec le monde occidental lors d'un entretien téléphonique avec Barack Obama. Le 30 mars 2014, il présente ses conditions lors d'une rencontre entre les ministres des affaires étrangères russe, Sergei Lavrov, et américain, John Kerry : l'Ukraine ne doit pas devenir membre de l'OTAN et doit devenir une fédération. Le 31 mars 2014, Vladimir Poutine assure à Angela Merkel le retrait partiel des soldats russes de la frontière ukrainienne.
- Le 6 avril 2014, des séparatistes prorusses s'emparent de plusieurs bâtiments administratifs dans l'est de l'Ukraine et proclament une république du peuple indépendante à Donetsk. Ils demandent la tenue d'autres referendums suivant l'exemple de la Crimée. Le 12 avril 2014, plusieurs personnes meurent en Ukraine de l'Est. Le gouvernement d'Alexandre Tourtchinov accuse la Russie de mener la guerre en Ukraine. Cette dernière refuse toute participation aux affrontements. Lors d'un Conseil de sécurité de l'ONU, aucun Etat ni même la Chine ne prend parti pour la Russie. Le 17 avril 2014, les ministres des Affaires étrangères russe, ukrainien, américain et la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, concluent l'accord de Genève prévoyant notamment le désarmement des groupes armés illégaux. Cependant, cet accord ne sera pas respecté par la suite et la crise s'intensifie. Les séparatistes prorusses prennent des inspecteurs de l'OSCE en otage et s'emparent de plusieurs villes.

- Le 2 mai 2014, plus de 50 personnes décèdent lors de violents combats de rue. La Russie retire progressivement ses troupes mais menace de ne plus livrer de gaz à l'Ukraine si celle-ci ne paie pas ses dettes. Le 11 mai 2014, lors de referendums organisés à Donetsk et Louhansk, la plupart des électeurs participant votent en faveur de l'indépendance. Le 25 mai 2014, le milliardaire pro-européen Petro Oleksiovytch Porochenko est élu président d'Ukraine. Moscou signale sa volonté d'entamer des négociations mais Porochenko annonce une offensive contre les militants pro-russes le 27 mai 2014.
- A l'issue d'un sommet à Bruxelles, les Etats du G7 demandent à la Russie de coopérer avec le nouveau président ukrainien, de cesser le soutien aux séparatistes et la livraison d'armes, de garantir l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine et de retirer l'ensemble des soldats stationnés à la frontière ukrainienne.
- L'Ukraine et la Russie entame le dialogue mais ne parviennent pas à trouver un accord, ni sur le plan politique ni sur le plan économique. Le bilan mortel du conflit ne cesse de s'alourdir : 49 personnes décèdent suite à l'abattement d'un avion-cargo ukrainien par des partisans pro-russes le 14 juin 2014.
- Le 2 juillet 2014, les ministres des affaires étrangères russe, ukrainien, allemand et français se rencontrent à Berlin pour préparer un nouveau cessez-le-feu. Pendant ce temps, l'armée ukrainienne gagne du terrain et parvient à prendre la ville de Slaviansk, une victoire stratégique contre les séparatistes mais le dialogue avec les partisans pro-russes peine à prendre forme.
- Le 17 juillet 2014, un avion de Malaysia Airlines s'écrasé dans la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, provoquant la mort de 283 passagers et 15 membres de l'équipage. L'armée ukrainienne et les séparatistes pro-russes s'accusent mutuellement d'avoir abattu l'avion. Les enquêtes menées par les différentes autorités nationales et internationales, demandées par la communauté internationale, se heurtent à la coopération difficile avec les groupes séparatistes et autorités en place. Le 24 juillet 2014, le gouvernement ukrainien démissionne mais le parlement refuse d'accepter cette décision et confirme le gouvernement en place. Le 31 juillet 2014, les 28 Etats membres de l'UE décident de sanctions économiques contre Moscou limitant l'accès des banques russes aux marchés européens.
- En août 2014, l'OTAN établit un nouveau plan de défense pour l'Ukraine.–Les combats se poursuivent et l'armée ukrainienne attaque pour la première fois la ville de Donetsk, fief des séparatistes pro-russes ainsi que la ville de Lougansk. La Russie prévoit d'envoyer des convois d'aide humanitaire ce qui est d'abord refusé par Kiev par peur d'une intervention militaire masquée.

- Les camions passent la frontière sans l'autorisation du gouvernement ukrainien mais repartent sans qu'il n'y ait eu d'incident particulier. Le 25 août 2014, l'armée ukrainienne perd une centaine de soldats à Ilovaisk. Le président Porochenko prend la décision de dissoudre le parlement. Il rencontre Vladimir Poutine à Minsk et présente un plan pour un nouveau cessez-le-feu. La Russie reste prudente.
- Le dialogue se poursuit entre les présidents russe et ukrainien et un nouvel accord de cessez-le-feu est conclu avec les séparatistes le 5 septembre 2014 : le protocole de Minsk. L'accord reste fragile et l'UE décide de nouvelles sanctions le 12 septembre 2014. L'OTAN commence à fournir des armes aux forces gouvernementales et débute une manœuvre à l'ouest de l'Ukraine. Le 16 septembre 2014, les parlements européen et ukrainien ratifient l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine. Lors d'une rencontre à Minsk le 20 septembre 2014, le protocole est complété d'un accord prévoyant la mise en place d'une zone démilitarisée à l'est de l'Ukraine ce qui n'empêche pas l'éclatement de nouvelles violences : 15 personnes meurent lors de combats à Donetsk le 29 septembre 2014 marquant le début d'une nouvelle période violente.
- Le 12 octobre 2014, Vladimir Poutine annonce le retrait de ses troupes de la région frontalière avec l'Ukraine. Le 26 octobre 2014, l'Ukraine élit un nouveau parlement ; les partis pro-européens sortent gagnants mais les élections sont boycottés par les séparatistes. Les présidents russe et ukrainien trouvent un accord pour sécuriser l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine sous l'égide du commissaire européen Günther Oettinger.
- Le 2 novembre 2014, les « républiques populaires » à Donetsk et Louhansk élisent leurs parlements, un vote reconnu uniquement par la Russie. Petro Porochenko hausse le ton et envoie des troupes supplémentaires pour protéger la population. De nouveaux combats particulièrement violents secouent le pays. La situation est au point mort entre la Russie et les puissances occidentales avec la mise en place de nouvelles sanctions.
- Le 9 décembre 2014 voit la mise en place d'un nouveau cessez-le-feu. Le 23 décembre 2014, l'Ukraine vote en faveur d'un projet de loi modifiant le statut du pays : Kiev cesse d'être un pays non-aligné et fait un pas de plus vers l'adhésion à l'OTAN. Le 24 janvier 2015, une trentaine de civils trouve la mort lors de frappes sur la ville portuaire Marioupol.
- En raison de combats de plus en plus violents et sanglants, Angela Merkel et François Hollande entament de nouvelles tentatives de négociation à Kiev et à Moscou le 5 février 2015. Le 11 février 2015, un nouveau sommet de la paix à Minsk aboutit à un accord de cessez-le-feu à partir du 14 février 2015. Malgré tout, les séparatistes parviennent à

s'emparer de la ville de Debalzewe. L'accord prend forme à partir du 23 février 2015 sous la pression internationale qui est maintenue-

- La paix peine à s'installer. Le 13 avril 2015, les ministres des affaires étrangères se rencontrent pour la 5^{ème} fois à Berlin pour préserver le cessez-le-feu qui reste fragile. Les Etats-Unis et l'Allemagne accordent des aides financières à l'Ukraine, destinées à la reconstruction du pays.
- Le 23 mai 2015, l'Ukraine est à la veille de la faillite. Début juin 2015, des violences resurgissent à l'est du pays. L'UE prolonge les sanctions contre la Russie jusqu'au 31 janvier 2016. Elle conditionne leur levée à la mise en œuvre du protocole de Minsk dans son intégralité.

2. La perception des presses française et allemande de la crise ukrainienne

2.1. Evaluation de la situation en Ukraine et des relations avec la Russie

La presse française voit une situation compliquée, avec un pays en ruine, un adversaire peu scrupuleux (Vladimir Poutine) et des intérêts européens divergents

Assez tôt, la presse française, dans le dossier de l'Ukraine, a jugé que Vladimir Poutine était sans scrupule et suivait son propre agenda. Pour elle, ce dernier ne se préoccupait guère des Européens et « avançait ses pions les uns après les autres en Ukraine, menant une guerre non conventionnelle et limitée ».¹⁶⁴

« La Russie n'en est pas à une contradiction près, la crise ukrainienne n'est qu'un des symptômes de la doctrine Poutine, fondamentalement anti-occidentale, point final », estime par ailleurs Le Monde.¹⁶⁵ Et Les Echos sont d'avis que « exclure la Russie des réunions de club du G8 ne doit pas empêcher M. Poutine de dormir. Ni faire naïvement appel à sa conscience ou à son humanité, dont il semble fort dépourvu ».¹⁶⁶

Généralement d'avis qu'il faut aider l'Ukraine, les médias mentionnent aussi le prix que cela va avoir pour les Européens. « Cela va coûter cher, préviennent ainsi Les Echos.¹⁶⁷

La presse française évoque également les inquiétudes des pays de l'Europe centrale vis-à-vis de la menace russe qui ne sont pas nécessairement partagées par la France et l'Allemagne. Difficile alors de « faire la synthèse entre ces deux perceptions différentes, nourries par la géographie et par l'histoire récente, de la menace russe » écrit Le Figaro.¹⁶⁸

Mais la composante la plus compliquée dans ce dossier, selon les médias français, est bien la dépendance de l'Europe du gaz russe, avec l'Allemagne en première ligne. « C'est compliqué, reconnaît un responsable européen, parce que certains États sont dans une situation de dépendance assez forte au gaz russe ou subissent d'autres contraintes » rapporte Le Figaro.¹⁶⁹

La presse allemande doute des intentions de Vladimir Poutine et partage les préoccupations de la Pologne

La plupart des journalistes allemands semblent partager l'analyse que leurs homologues d'outre-Rhin font de la stratégie de Vladimir Poutine. « Oui, Bruxelles a été naïf » commente Der Spiegel, « du point de vue de Poutine, l'Ukraine est un facteur important, peut-être le plus important même.

¹⁶⁴ Le Figaro, De la guerre en cagoules à la guerre ouverte, 02.09.2014

¹⁶⁵ Le Monde, Ukraine : à l'ONU, beaucoup de bruit pour rien, 03.03.2014

¹⁶⁶ Les Echos, Frapper la Russie au portefeuille pour garantir la paix, 05.03.2014

¹⁶⁷ Les Echos, Les Vingt-Huit maintiennent la pression sur Moscou, 19.12.2014

¹⁶⁸ Le Figaro, L'est de l'Europe demande plus de fermeté, 20.03.2014

¹⁶⁹ Le Figaro, L'Europe ajuste sa riposte à Poutine, 21.03.2014

Si c'est son objectif, de créer sa propre union eurasiatique, il a besoin de l'Ukraine. L'Occident sous-estime la détermination russe... ».¹⁷⁰ La presse allemande, dans son analyse, est d'ailleurs fortement influencée par le point de vue de la Pologne, dont plusieurs personnalités se sont exprimées dans la presse allemande. Il y a alors une vraie prise de conscience. Die Welt rapporte ainsi que 81 % des Allemands pensent que Vladimir Poutine est un homme politique pour lequel tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins et à qui on ne peut pas faire confiance.¹⁷¹ Néanmoins, les médias allemands font aussi apparaître une opinion allemande divisée dans laquelle l'on peut également entendre dire « l'occident aurait dû savoir que pour la Russie, l'Ukraine représentait la ligne rouge qu'il ne fallait pas franchir ».¹⁷²

En outre, les médias allemands analysent la situation de l'Ukraine dans le détail. Pour eux, l'Ukraine est un pays qui, non seulement est au bord de la faillite, mais qui reste aussi profondément divisée et instable. « Deux mois avant les élections présidentielles du 25 mai les vainqueurs de la révolution se font la guerre entre eux. Les têtes ont changé, mais les problèmes sont les mêmes que sous le président déchu Viktor Ianoukovytch » commente Die Welt.¹⁷³

D'autre part, des intellectuels polonais reprochent aux Allemands, par la publication d'un manifeste repris par die Welt, de n'avoir rien fait pour l'Ukraine ces dernières années.¹⁷⁴ Les médias allemands prennent alors au sérieux leurs propos ainsi que les craintes exprimées par la Pologne et les pays baltes d'une manière générale. En effet, les Allemands paraissent très concernés par les événements en Russie et semblent partager la peur des pays de l'Europe centrale, du moins en partie.¹⁷⁵

Ce n'est pas pour autant qu'ils préconisent la même stratégie.

¹⁷⁰ Der Spiegel, Gespräch mit Polens Ex-Präsident Aleksander Kwaśniewski über die Entfremdung zwischen der Ukraine und der EU, 09.212.2013

¹⁷¹ Die Welt, Krim-Krise; Deutsche scheuen vor Bestrafung Russlands zurück, 07.03.2014

¹⁷² Der Spiegel, Die Welt, wie der Westen sie sieht - Joachim Gauck hat sie uns gezeigt, als er...08.09.2014

¹⁷³ Die Welt, Führung in Kiew wackelt, 26.03.2014

¹⁷⁴ Die Welt, Europas Auftrag, 01.09.2014

¹⁷⁵ Der Spiegel, Die Ukraine-Krise treibt einen Keil zwischen Nato und Bundesregierung, 07.04.2014

2.2. Quelle stratégie adopter pour résoudre la crise en Ukraine ?

La presse française doute de l'efficacité des sanctions et demande plus de fermeté de la part des Européens en l'absence d'une solution militaire, jugée impossible à l'heure actuelle

De manière générale, peu de journalistes français se sont prononcés en faveur de sanctions contre la Russie. D'une part, ils ne semblent pas les trouver efficaces et d'autre part, trop pénalisantes pour l'économie française, toujours fragile.

« La Russie peut faire la guerre en Ukraine sans craindre de représailles » commentent Les Echos.¹⁷⁶ Encore en février 2015, Le Figaro estime que « Le pari européen, qui misait sur les sanctions pour forcer Vladimir Poutine au compromis, n'a pas fonctionné. Les sanctions ont affaibli l'économie russe mais aussi encouragé la fuite en avant du Kremlin ».¹⁷⁷ Ce qui est encore plus dramatique aux yeux de la presse française, c'est que, même pour ces sanctions, les Européens aient eu besoin de la « pression américaine ».

Un « signe supplémentaire d'une diplomatie européenne pusillanime » pour Les Echos.¹⁷⁸ Par ailleurs, les médias français évoquent fréquemment le niveau de « désinvestissements en matière de défense » des pays européens, jugé « irresponsable »,¹⁷⁹ tout en reconnaissant que « l'Europe et les Américains n'ont pas les moyens ni même, hormis peut-être M. Bernard-Henri Lévy, la volonté d'intervenir militairement ».

Puisqu'ils en sont conscient, les journalistes français préconisent alors de prendre des mesures conséquentes. « L'ampleur des représailles envisagées permettra de mesurer la détermination des Occidentaux vis-à-vis de la Russie » conclue Le Monde.¹⁸⁰

La presse allemande souligne l'importance de l'unité européenne pour empêcher la violence et demande une réaction ferme sous la forme de sanctions et de négociations

La presse allemande, dans son analyse, accorde une importance particulière à l'unité des Européens face à la stratégie russe. Elle reprend ainsi l'avis du ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui estime que « l'unité - au sein de l'OTAN et de l'UE - est la condition sine qua non pour avancer sur ce chemin laborieux qu'est la diplomatie ».¹⁸¹ Le plus important à cet égard est d'ailleurs d'empêcher la violence.

¹⁷⁶ Les Echos, Pour un « New Deal européen », 03.09.2014

¹⁷⁷ Le Figaro, L'Europe peut-elle relever le défi de crises à répétition ?, 09.02.2015

¹⁷⁸ Les Echos, Livrons les Mistral à l'Union européenne, pas à la Russie, 01.08.2014

¹⁷⁹ Les Echos, Frapper la Russie au portefeuille pour garantir la paix, 05.03.2014

¹⁸⁰ Le Monde, Les Occidentaux prêts à prendre des sanctions contre la Russie, 18.03.2014

¹⁸¹ Die Welt, Gipfeltreffen; Putin und IS-Barbaren treiben Nato vor sich her, 05.09.2014

« Il faut convaincre les deux adversaires d'abandonner la violence et insister pour que le dialogue débute enfin entre le gouvernement et l'opposition » affirme l'ancien président polonais Aleksander Kwasniewski dans un entretien avec le magazine Der Spiegel.¹⁸² Comme de nombreuses autres personnalités, il précise en outre que « l'Ukraine a besoin d'aide, et ce très rapidement ». L'UE aurait même dû réagir plus tôt et faire entendre raison au FMI, « qui avait posé des conditions très dures ».¹⁸³

Mais au-delà de l'aide financière et humanitaire pour l'Ukraine, la presse allemande se prononce aussi en faveur de mesures drastiques pour faire changer d'avis à Vladimir Poutine. « ... C'est ridicule : l'Occident arrête les préparatifs pour le G8 à Sotchi. C'est censé impressionner Vladimir Poutine alors qu'il a lui-même séché un autre G8 déjà parce qu'il ne lui accordait aucune importance ? » commente le Süddeutsche Zeitung.¹⁸⁴ Dans l'ensemble, les médias allemands semblent croire aux sanctions, du moment où il s'agit de véritables sacrifices. A contrario, l'option militaire n'est quasiment jamais discutée dans les médias allemands. Et lorsque les pays baltes se montrent inquiets par rapport à une éventuelle invasion russe, les Allemands ont tendance à penser que c'est à l'OTAN de leur apporter une réponse.¹⁸⁵

2.3. Quel rôle pour la France dans la gestion du conflit au Mali ?

La presse française reconnaît que la France a du mal à se sentir concernée ; elle prône la répartition équilibrée du coût économique d'un affrontement avec la Russie

Dans la gestion du conflit en Ukraine, le premier constat des médias français porte souvent sur l'absence d'intérêt de la France dans ce dossier. Interrogé par Le Monde, le spécialiste des problématiques de l'Europe centrale et orientale Jacques Rupnik estime que « la France continue d'être plus naturellement aspirée par les conflits sur son flanc sud, au Maghreb ou en Afrique ». Le député européen Alain Lamassoure (PPE) note dans le même article que « ce n'est pas aux Européens de trancher le débat sur l'identité de l'Ukraine, seuls les Ukrainiens peuvent le faire » Toutefois, dit-il, « la France commettrait une lourde erreur à laisser seules l'Allemagne et la Pologne s'intéresser à ce qui se passe aux marges de la Russie ».¹⁸⁶

¹⁸² Der Spiegel, Gespräch mit Polens Ex-Präsident Aleksander Kwaśniewski über die Entfremdung zwischen der Ukraine und der EU, 09.12.2013

¹⁸³ Der Spiegel, Gespräch mit Polens Ex-Präsident Aleksander Kwaśniewski über die Entfremdung zwischen der Ukraine und der EU, 09.12.2013

¹⁸⁴ Süddeutsche Zeitung, Schlacht der Füchse; Moskau versucht, per Kriegsdrohung die Menschen in der Ukraine einzuschüchtern und das Land mitten in der größten..., 04.03.2014

¹⁸⁵ Die Welt, Führung in Kiew wackelt, 26.03.2014

¹⁸⁶ Le Monde, La France observe la crise à Kiev avec prudence et discrétion, 13.12.2013

Cela étant, la presse française analyse dans les possibles conséquences pour la France d'un affrontement des Européens avec la Russie. « En somme, pour les industriels français, la crise ukrainienne intervient un an trop tôt...estime-t-elle.¹⁸⁷ Les intérêts français doivent alors être protégés. L'objectif avancé par le gouvernement, et repris par la presse, est donc « de répartir l'impact de la manière la plus équitable possible, entre les besoins énergétiques d'un grand nombre de pays européens, les intérêts financiers de la City de Londres et les contrats militaires de la France ». ¹⁸⁸

La vente des deux navires Mistral par la France, très discutée partout dans le monde, fait alors l'objet d'un débat important dans la société française, qui est en plus alimenté par l'opposition. En plus de Marine Le Pen, c'est notamment l'ancien Président de la République, Nicolas Sarkozy, qui s'est exprimé publiquement en faveur du maintien du contrat avec la Russie.¹⁸⁹ Quoiqu'il en soit, le président français est dans une position compliquée, estime alors la presse. « François Hollande, seul face à l'inconfortable décision, affronte aussi la fronde des pays européens, membres de l'Otan et inquiets à juste titre des postures agressives de la Russie » commente Le Point (Le Point, Mistral, un roman franco-russe, 23.10.2014). Et Le Monde d'ajouter : « Sur les contrats d'armement avec la nouvelle armée russe, « il y a beaucoup de théâtre mais pas d'arrêt réel de la coopération », assure un expert français, « car on n'a pas les moyens de renoncer à ce qui est engagé, dans le domaine des missiles, des blindés ou de la défense antiaérienne ». ¹⁹⁰ La presse met alors en garde la présidence française en affirmant que « les Russes n'ont jamais su montrer le pavillon sur les mers du globe. Leur fournir aujourd'hui cette capacité avec un instrument de projection planétaire, ce ne serait vraiment pas raisonnable ». ¹⁹¹

La presse allemande s'étonne du peu d'importance que la France semble accorder à la crise ukrainienne ; elle la sent réticente à vouloir prendre des mesures entraînant un coût économique pour le pays

La presse allemande également estime que l'intérêt de la France pour l'Ukraine n'est pas très marqué. Die Zeit s'étonne ainsi « du peu d'opposition que suscite la politique agressive des Russes en France ». ¹⁹² « Avant, c'étaient les Allemands qui faisaient de l'Ostpolitik alors que les Français mettaient en garde contre les missiles soviétiques. Est-ce possible que ce soit l'inverse aujourd'hui ? » ajoute l'auteur de l'article.

¹⁸⁷ Les Echos, L'Europe de la défense a rendez-vous à Varsovie, 02.09.2014

¹⁸⁸ Le Figaro, L'Europe ajuste sa riposte à Poutine, 21.03.2014

¹⁸⁹ Le Point, Pour Sarkozy, la France doit livrer les Mistral à la Russie, 15.11.2014

¹⁹⁰ Le Monde, Les Occidentaux débordés par le nouvel art de la guerre de Poutine, 13.05.2014

¹⁹¹ Le Point, Mistral, un roman franco-russe, 23.10.2014

¹⁹² Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

Concernant la vente du Mistral, les Allemands reconnaissent la complexité du dossier et les conséquences qu'encourt la France en cas d'annulation. « Comme la rupture du contrat avec la Russie pourrait coûter très cher à la France, les félicitations des partenaires de l'OTAN ont un goût amer. Il (François Hollande) connaît très bien la colère des ouvriers de chantier qui pourraient perdre leur job » écrit taz-die tageszeitung.¹⁹³ Le journal économique Handelsblatt est d'ailleurs plutôt clément dans son analyse : « Le fait que beaucoup d'acteurs au sein de l'UE ne veulent pas de sanctions trop dures contre Moscou est compréhensible d'un point de vue économique. Car la France et l'Italie, qui ont les relations économiques les plus étroites avec la Russie après l'Allemagne, ne peuvent pas renoncer à ce marché gigantesque ».¹⁹⁴

Au-delà des hésitations de la France pour des raisons économiques (compréhensibles), les médias allemands voient cependant un autre problème. « Ils (les Français) ne voient pas Poutine comme un dictateur potentiel qui a violé le droit international en Crimée, mais comme le contrepoids naturel de l'Allemagne en Europe » dénonce Die Zeit. « Même Alain Minc, le libéral et pro-européen essayiste, dit merci Poutine (...) puisqu'il croit que l'agressive quête de pouvoir de Poutine feront revenir l'Allemagne, récemment montée en puissance, dans les bras de la France et des autres pays ouest-européens ».¹⁹⁵ Et puis il y a le Front National qui « n'éprouve aucune honte » par rapport à ses relations avec Poutine.¹⁹⁶

Peut-être en réponse au reproche français de la dépendance démesurée de l'Allemagne du gaz russe, la presse allemande, à plusieurs reprises, met en perspective, ces accusations en remarquant que la France elle aussi se trouve en situation de dépendance énergétique. « La capacité d'autosuffisance énergétique de la France s'élève à 1 % » veut savoir Die Welt.¹⁹⁷

2.4. Evaluation des choix stratégiques français dans la gestion de la crise en Ukraine

Pour la presse française, la France peine à trouver sa stratégie, entre le soutien à une réponse européenne cohérente et la protection de ses intérêts

Pour la presse française, la France peine alors à trouver sa stratégie dans le dossier ukrainien compte tenu de son relatif désintérêt pour la cause et ses intérêts économiques divers. « La France, à l'origine de la dernière initiative diplomatique avec l'Allemagne, peine

¹⁹³ taz-die tageszeitung, Über Frankreich, die Ukraine-Krise und die Nato - Von wegen souverän, 05.09.2014

¹⁹⁴ Handelsblatt, Sanktionen; Die ganz harte Tour, 18.07.2014

¹⁹⁵ Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

¹⁹⁶ Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

¹⁹⁷ Die Welt, So abhängig ist Europa von russischer Energieversorgung Deutschland ist größter Gasabnehmer, 13.03.2014

quant à elle à définir sa politique » estime Le Figaro.¹⁹⁸ A cet égard, les médias français remarquent aussi que « Laurent Fabius quitte ses deux collègues dans la nuit » et qu'il a choisi « curieusement, de maintenir une visite officielle à Pékin ». ¹⁹⁹

Plus tard, ils notent tout de même la présence de la France aux côtés des Allemands et lui accordent un certain niveau de leadership. « Français et Allemands retrouvent ici leur raison d'être, dans cette quête d'une alternative à la confrontation - dont personne n'est réellement prêt à payer le prix -, et qui ne soit pas nécessairement une capitulation « munichoise » (l'insulte est redevenue à la mode) approuve le magazine L'Obs.²⁰⁰ La presse accorde alors à la France cette position intermédiaire ou de médiateur, mise en avant par le gouvernement. « Elles ont évolué au gré des négociations entre les partisans de rétorsions (Pologne, pays baltes et scandinaves) et ceux qui prônent une attitude plus mesurée (Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas). Quant à la France, elle se dit favorable à « une position médiane », souligne-t-on au Quai d'Orsay.²⁰¹

Enfin, et même si les voix critiques n'ont pas totalement disparu, les médias estiment finalement que l'annonce par la France de conditionner la livraison à la Russie du navire de guerre Mistral à la Russie par un cessez-le-feu et un accord de paix s'inscrit dans cette démarche (internationale et européenne).²⁰²

La presse allemande estime que la France s'est ralliée tardivement à la position allemande, salue l'unité franco-allemande mais doute tout de même des intentions réelles du gouvernement français dans ce dossier

La presse allemande également est d'avis que la France a tardé à s'y mettre. Elle s'interroge à ce titre du voyage de Laurent Fabius à Pékin alors que ses collègues allemand et polonais négociaient à Kiev.²⁰³ Les médias allemands notent alors que cette attitude a été très critiquée par l'opposition française et notamment par Pierre Lellouche.

Ils reconnaissent ensuite l'unité affichée par Angela Merkel et François Hollande et la présence des Français dans la gestion de crise. Le Süddeutsche Zeitung notamment voit une chancelière allemande et un président français qui coopèrent étroitement, du moins dans le conflit ukrainien.²⁰⁴ « Pourtant, (François Hollande) ne témoigne pas d'une grande implication » aux yeux de Die Zeit notamment.²⁰⁵

¹⁹⁸ Le Figaro, L'Europe peut-elle relever le défi de crises à répétition ?, 09.02.2015

¹⁹⁹ Le Monde, Le jour où l'Europe est passée à l'action, 27.02.2014

²⁰⁰ L'Obs, La main tendue à la Russie, 19.03.2015

²⁰¹ Le Monde, Les Occidentaux prêts à prendre des sanctions contre la Russie, 18.03.2014

²⁰² Le Figaro, L'Otan se porte au secours de l'Ukraine, 05.09.2014

²⁰³ Die Welt, Steinmeiers Beharrlichkeit, 22.02.2014

²⁰⁴ Süddeutsche Zeitung, Ein bisschen Strafe muss sein; Die EU erwägt weitere Sanktionen gegen Russland, doch die Union ist uneins über Art und Ausmaß, 02.07.2014)

²⁰⁵ Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

Il y a eu par ailleurs beaucoup de commentaires aussi en Allemagne sur la vente des Mistral, avec un consensus très net : les Français n'ont rien compris aux enjeux et pensent qu'à leurs propres intérêts économiques. « Mais Hollande a préféré ne pas poser la question fondamentale : comment, dans une telle situation, peut-il toujours penser à la livraison de porte-hélicoptères et chars idéales, en cas de taux d'hormones élevé, pour attaquer spontanément des pays voisins plus petits ? » commente Die Welt dans un article intitulé « Francois Hollande : le conte de fée d'un président désespéré ». ²⁰⁶ Les médias s'étonnent d'ailleurs du peu d'indignation qu'aurait suscitée la proposition de Nicolas Sarkozy en France. « Dans tous les cas, cela ne l'a pas empêché de gagner les élections à la présidence de l'UMP quelque temps plus tard » écrit Die Zeit. ²⁰⁷

Lorsque la France choisit alors de reporter la livraison, cette décision est saluée par les Allemands, responsables politiques en première lignes. Se montrant compréhensif, ils évoquent même la possibilité de racheter les navires dans l'objectif de partager le fardeau. ²⁰⁸ Dans le même temps, les journalistes allemands croient savoir que Francois Hollande n'aurait pas pris la même décision sans la pression internationale. « Sa décision de ne pas livrer les deux porte-avions du type Mistral à la Russie a été rendue publique par un communiqué laconique de deux phrases. Comme s'il avait préféré livrer mais n'a pas pu à cause de tous ces partenaires de l'OTAN qui le réprimandaient » explique Die Zeit. ²⁰⁹

D'ailleurs, tout n'est pas très net en France pour la presse allemande, qui affirme que « en vrai, les travaux concernant les porte-hélicoptères continuent à Saint-Nazaire pour le moment ». ²¹⁰ Francois Hollande a été opportuniste, estime taz-die tageszeitung à Berlin. « Mais la France n'a peut-être plus les capacités pour faire cavalier seul aujourd'hui » conclue-t-elle. ²¹¹

²⁰⁶ Die Welt, François Hollande; Die Märchenstunde eines verzweifelten Präsidenten, 30.09.2014

²⁰⁷ Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

²⁰⁸ Süddeutsche Zeitung, Aufatmen bei den Partnern, Ärger in Moskau; Frankreichs vorläufiges Nein zu einem Rüstungsgeschäft erntet Lob bei Freunden, bringt Paris aber nicht nur Freude..., 05.09.2014

²⁰⁹ Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014

²¹⁰ Süddeutsche Zeitung, Aufatmen bei den Partnern, Ärger in Moskau; Frankreichs vorläufiges Nein zu einem Rüstungsgeschäft erntet Lob bei Freunden, bringt Paris aber nicht nur Freude..., 05.09.2014

²¹¹ taz-die tageszeitung, Über Frankreich, die Ukraine-Krise und die Nato - Von wegen souverän, 05.09.2014

2.5. Quel rôle pour l'Allemagne dans la gestion de la crise en Ukraine ?

La presse française voit l'Allemagne en première ligne, notamment pour sa dépendance du gaz russe et ses liens économiques très forts avec la Russie

Pour la presse française, les relations économiques très étroites entre l'Allemagne et la Russie font de l'Allemagne la première concernée par le conflit en Ukraine. « Une dégradation des liens commerciaux avec Moscou affecterait surtout l'Allemagne » peut-on lire dans Le Monde.²¹² Le récit de l'Allemagne dépendante du gaz russe est alors presque formulé comme un reproche. « Que penser enfin, de l'Allemagne, si dépendante de la Russie pour son gaz et la réussite de ses affaires en Europe de l'Est, figurant aux abonnés absents dès qu'elle est invitée à assumer des responsabilités politiques de diplomatie et de défense ? » s'interroge l'essayiste pro-américain Édouard Tétreau dans Les Echos.²¹³

En outre, les médias français font état d'une proximité géographique et culturelle entre l'Allemagne et les pays de l'est. « Ce décalage entre Paris et Berlin vis-à-vis de l'Ukraine est d'abord le reflet de sensibilités divergentes par rapport à l'Europe de l'Est qui vont au-delà de la proximité géographique. « En Allemagne, la vision de foules pacifiques agitant des drapeaux européens rappelle instinctivement les manifestations dans l'ex-RDA », relève Joerg Forbrig du German Marshall Fund, un centre de recherche, à Berlin.²¹⁴ Par conséquent, l'Allemagne est aussi la mieux placée pour négocier avec Vladimir Poutine, ce qui semble être un avis partagé avec le président américain Barack Obama. « Le président continue de dire que la chancelière allemande est la mieux placée pour négocier avec Vladimir Poutine et l'a d'ailleurs remerciée pour son « leadership ». Sur le fond, il semble partager son analyse, au moins en partie et pour le moment » écrivent ainsi Les Echos.²¹⁵

La presse allemande voit une Allemagne directement concernée par le conflit ukrainien mais divisée sur la bonne stratégie à adopter

La presse allemande voit aussi l'Allemagne en première ligne mais signale que les Allemands ne sont pas prêts pour autant à aller chercher l'opposition frontale avec Vladimir Poutine. « L'aggravation de la crise en Ukraine inquiète les Allemands. Mais malgré l'évolution dramatique en Crimée, ils reculent devant des mesures drastiques pour soutenir l'Ukraine » analyse Die Welt, qui explique que seulement 38 % des Allemands sont favorables aux sanctions économiques.²¹⁶

²¹² Le Monde, Une aggravation du conflit en Ukraine pèserait sur la reprise mondiale, 05.03.2014

²¹³ Les Echos, Livrons les Mistral à l'Union européenne, pas à la Russie, 01.08.2014

²¹⁴ Le Monde, La France observe la crise à Kiev avec prudence et discrétion, 13.12.2013

²¹⁵ Les Echos, Obama et Merkel unis face à Poutine, 10.02.2015

²¹⁶ Die Welt, Krim-Krise; Deutsche scheuen vor Bestrafung Russlands zurück, 07.03.2014

En outre, la dépendance du gaz russe de l'Allemagne est plutôt décrite comme un problème outre-Rhin. Elle se défend par ailleurs de ne pas être seule dans ce cas.²¹⁷

Le fait que les entreprises allemandes aient exercé un très fort lobbying en Allemagne, y compris dans la presse, a fait douter les Allemands du bienfondé des sanctions économiques. Cependant, ce sont finalement les entreprises qui se sont rangées derrière la stratégie du gouvernement allemand. « Nous respectons les consignes politiques, aussi puisque nous voulons bien faire, d'un point de vue éthique et moral » explique un entrepreneur travaillant dans le secteur du tourisme au journal Die Welt.²¹⁸

Enfin, les nombreux appels, dans la presse allemande, des voisins polonais, mettent l'Allemagne sous une pression particulière. Le temps des « Russlandverstehher » (experts, hommes politiques ou spécialistes divers qui font preuve de compréhension à l'égard de Moscou) est définitivement compté, annoncent-ils sans prendre de gants.²¹⁹ Puis, une partie de la gauche allemande, notamment les représentants du parti Die Linke, reste profondément pacifiste et pro-russe.

Dans ce contexte particulier, la presse allemande s'interroge alors sur le rôle que devra jouer l'Allemagne. Dans la gestion de la crise en Ukraine et au-delà. « C'est une vraie question : l'Allemagne, doit-elle prendre plus de responsabilité (militaire) dans le monde ? (...) Entre l'Allemagne et Donetsk, il n'y a que deux heures après tout. Comme pour aller à Majorque ». ²²⁰

2.6. Evaluation des choix stratégiques allemands dans la gestion de la crise en Ukraine

La presse française estime que l'Allemagne également a tardé à réagir en raison de ses intérêts économiques en Russie, mais est ensuite devenue le leader de l'Europe

L'Allemagne a pris du temps par peur pour ses intérêts économiques, estime la presse française dans l'analyse de la stratégie allemande dans le dossier ukrainien. Elle lui reconnaît cependant une présence accrue dans la gestion de crise et une certaine fermeté. « Après avoir protégé les intérêts économiques de l'Allemagne, Angela Merkel a durci sa position vis-à-vis du Kremlin » écrit Le Figaro.²²¹

²¹⁷ Der Spiegel, Welche Folgen hätte ein russischer Gasboykott?, 08.09.2014

²¹⁸ Die Welt, Russland; Der Krim fehlen die Touristen, 25.04.2015

²¹⁹ Frankfurter Allgemeine Zeitung, Russlandverstehher unerwünscht, 24.03.2015

²²⁰ Die Welt, Bundespräsident Joachim Gauck warnt zum 100. Jahrestag des Kriegsbeginns Europa vor einem Rückfall in die Nationalstaaterei; "Eine schwere...", 28.06.2014

²²¹ Le Figaro, L'Europe peut-elle relever le défi de crises à répétition ?, 09.02.2015

Le Monde cite notamment un expert, professeur de relations internationales de l'Institut universitaire européen de Florence, Ulrich Krotz, qui explique que « L'Allemagne est donc forcément plus présente, mais sans se départir d'une approche très prudente pour protéger ses relations avec la Russie ».²²²

Néanmoins, pour la plupart des journalistes français, l'Allemagne est devenue le leader incontesté de l'Europe dans le dossier ukrainien. « Dans la crise ukrainienne, la diplomatie allemande a su imposer son leadership aux Vingt-Huit » s'exclame Le Monde avant d'ajouter : le plus dur reste à faire, mais cette révolution ukrainienne a mis en lumière trois tendances de fond : l'effacement des Etats-Unis, l'affirmation du rôle de l'Allemagne et l'émergence d'une diplomatie des Européens ». Pour Le Monde, l'Allemagne s'affiche même en beau-joueur lorsqu'elle essaie de louer les efforts français dans les négociations à Kiev.²²³ Enfin, les médias français ne peuvent pas s'empêcher de mentionner qu'à côté de la belle unité affichée par la chancelière et son ministre des Affaires étrangères, il y en a aussi un qui ne joue pas le jeu : « leur illustre compatriote, Gerhard Schröder » qui n'a pas hésité à « festoyer avec le président russe en début de semaine.²²⁴

La presse allemande doute de l'efficacité de « l'approche Merkel » mais semble finalement satisfaite du résultat, contente d'avoir évité que le conflit ne devienne mondial

La presse allemande elle aussi reconnaît un début difficile de la machine diplomatique allemande qu'elle accuse d'avoir tardé à réagir. « De fait, ce sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et le Canada qui ont annulé le G8. L'Allemagne s'est ralliée à leur décision plus tard » rapporte Spiegel Online qui reprend les propos américains accusant Angela Merkel d'être « frileuse dans son leadership ».²²⁵ Il est vrai que la stratégie de la chancelière, qui a l'habitude de prendre son temps et de peser le pour et le contre, était contestée, même en Allemagne. Les médias ont notamment critiqué la « ligne rose » du gouvernement alors que la situation en Ukraine avait dégénéré depuis longtemps. « Pendant que « l'Ouest » réfléchit à la carotte qu'il pourrait offrir à Poutine, « l'Est » se déplace vers le sud » met en garde le Frankfurter Allgemeine Zeitung.²²⁶

²²² Le Monde, D'abord, il y a le gaz russe..., 13.03.2014

²²³ Le Monde, Le jour où l'Europe est passée à l'action, 27.02.2014

²²⁴ Le Monde, En Ukraine, Vladimir Poutine joue la carte du chaos, 02.05.2014

²²⁵ Spiegel Online, Alle schauen auf Merkel, 03.03.2014

²²⁶ Frankfurter Allgemeine Zeitung, Krieg in der Ukraine - Brüder, zur Sonne, zur Krim!, 26.02.2015

Néanmoins, la stratégie des Allemands semblent trouver des alliés. « L'Allemagne est au centre de la diplomatie de crise, mais elle n'y est pas toute seule » se réjouit le *Süddeutsche Zeitung*.²²⁷

La presse allemande fait alors confiance à Angela Merkel pour négocier avec Vladimir Poutine. « Dans la relation avec Poutine, elle a deux atouts principaux » estime le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « une certaine intimité (qui ne veut pas dire confiance), qui s'est développée au fil des années, et une compréhension de la culture russe que la chancelière doit à ses origines est-allemandes.²²⁸ Les médias la mettent toutefois en garde : « Même si la gestion de crise par le gouvernement allemand est plutôt appréciée en Pologne, le scepticisme polonais envers Berlin reste très présent ». ²²⁹

De manière générale, la presse allemande estime que la stratégie allemande est la bonne dans une situation particulièrement complexe. Ils reprennent ainsi les propos du président allemand Joachim Gauck, qui est d'avis que « Merkel et Steinmeier savent ce qu'ils font », un sentiment partagé par une bonne partie de l'opinion publique. Comme pour s'auto-convaincre de cette bonne nouvelle, les médias allemands mentionnent aussi que l'Allemagne va même plus loin que ses partenaires et donne l'exemple. « Avec le retrait du permis d'exportation (de l'entreprise de défense Rheinmetall), l'Allemagne va plus loin que les sanctions économiques contre la Russie décidées par l'UE. La semaine dernière, cette dernière a décidé d'un moratoire pour les contrats d'armement. Mais elle en a exclu, notamment sous la pression française, les contrats en cours. ²³⁰

²²⁷ *Süddeutsche Zeitung*, Liebesgrüße nach Moskau; Eine düstere Lagebeschreibung des ukrainischen Präsidenten Petro Poroschenko bewegt die EU dazu, Russland eine Art..., 28.06.2014

²²⁸ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Ukraine-Krise - Merkels fortgesetzte Reisediplomatie, 09.02.2015

²²⁹ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Russlandverstehener unerwünscht, 24.03.2015

²³⁰ *Die Welt*, Bundesregierung widerruft Genehmigung für Rheinmetall. Moskau demonstriert Stärke nahe der ukrainischen Grenze; Gabriel stoppt Rüstungsgeschäft - Russland beginnt Großmanöver, 05.08.2014

3. Le point de vue étranger

3.1. La perception de la crise ukrainienne aux Etats-Unis

La presse américaine exige une réponse ferme à Vladimir Poutine et soutient la livraison d'armes aux armées ukrainiennes pour combattre les séparatistes

C'est la presse américaine, qui, sans grande surprise, débat le plus longuement d'une possible livraison d'armes aux forces ukrainiennes. Ainsi, The Wall Street Journal rapporte que « l'Ukraine demande depuis des mois à ses partenaires occidentaux qu'ils lui livrent des armes létales mais que l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne notamment persistent dans leur refus par peur que le conflit, qui dure maintenant depuis presque un an, dégénère ».²³¹

Dans leur analyse, les médias américains excluent une réponse militaire à Vladimir Poutine surtout parce que « l'UE est mal préparée pour soutenir une confrontation ouverte avec Moscou ». Aux yeux de The Wall Street Journal, qui a écrit, de loin, le plus d'articles sur le conflit ukrainien, « le continent n'a rien fait pour consolider les armées des plus grands Etats membres comme le Royaume-Uni et la France tandis que l'Allemagne, « poumon économique de l'UE » a renoncé à construire une force militaire à cause de son passé difficile hérité de la seconde guerre mondiale ».²³² « En effet » rajoute le journal, « le manque d'une large force intégrée avec une structure de commandement intégré fait que l'Europe n'ait pas d'autres options que de s'en remettre à la force militaire des Etats-Unis ».

La presse américaine reproche notamment une gestion de crise trop technique dominée par des considérations économiques. « Cette assistance politique » pratiquée par l'UE aurait eu des résultats positifs aux Balkans mais en Ukraine, la « discussion technique » empêche la résolution du conflit en général.²³³

De manière générale, les médias américains reprochent aux Européens de ne pas être assez fermes dans leur réponse à Vladimir Poutine ; ils se doutent que les sanctions affectent véritablement la Russie. « Le résultat (...) est une audace accrue de la part de la Russie et une attitude condescendante envers ceux qui représentent l'Europe et qui n'osent pas appeler les choses par leur vrai nom ».²³⁴

²³¹ The Wall Street Journal, World News: Ukraine Shops for Weapons in Abu Dhabi - Leader places orders at arms show; U.S., U.K. hold off on providing any lethal aid to..., 22.02.2015

²³² The Wall Street Journal, A Shaken EU Makes No Real Effort to Confront Russia Over Ukraine, 02.03.2014

²³³ The Wall Street Journal, EU Faces Difficult Choices Over Ukraine; Europe's Policies So Far Have Been Unimpressive, But the Crisis Will Not Ebb Anytime Soon, 20.03.2014

²³⁴ The Wall Street Journal, Germany Draws a Pink Line on Ukraine, 03.02.2015

Pour The Wall Street Journal, ce sont notamment la France et l'Allemagne qui semblent exclure tout ce qui pourrait mener vers plus de confrontation avec la Russie, comme une action militaire ou même des sanctions économiques efficaces.²³⁵ Alors, aux yeux des médias américains, la réponse des Européens devrait être beaucoup plus dure, cohérente dans ses actions et aller au-delà « du soutien verbal pour les gens qui veulent sortir du contrôle russe dans son ensemble ». ²³⁶ Car dans l'analyse de la presse américaine, il n'y a pas de doute : « les Russes vont tenter le tout pour tout, c'est-à-dire mettre en question le système de sécurité post-soviétique en Europe dans son ensemble. Et ils voient une chance d'y parvenir » veut croire The Wall Street Journal.²³⁷

En Europe, en revanche, la prise de décision est compliquée. A titre d'exemple, The Wall Street Journal mentionne le fait que l'UE ait besoin de l'accord de l'ensemble de ses 28 Etats membres pour prolonger les sanctions contre la Russie qui expirent entre mars et juillet.²³⁸ De plus, l'économie reste fragile et les sanctions risquent de couper les liens commerciaux que l'UE a créés avec la Russie, et notamment l'accès des Européens aux vastes réserves russes de pétrole et de gaz.²³⁹ Dans l'analyse des Américains, toutes les puissances européennes sont alors concernées de la même manière. L'Allemagne et l'Italie pour leurs importations de gaz russe, la France pour ses contrats militaires et le Royaume-Uni pour son industrie financière, étroitement liée au le Kremlin.²⁴⁰

3.2. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue américain

La presse américaine voit une l'Allemagne, leader des pays européens pour les négociations avec Kiev et Moscou, mais aussi un pays dépendant du gaz russe et décrit comme proche de la Russie

Oui, la presse américaine le reconnaît aussi : L'Allemagne dépend du gaz russe. Les sanctions seraient donc particulièrement coûteuses pour le plus grand exportateur d'Europe.²⁴¹ Selon l'essayiste américaine Mary Anastasia O'Grady, l'Allemagne est sous pression à cause de ses intérêts économiques.

²³⁵ The Wall Street Journal, A Shaken EU Makes No Real Effort to Confront Russia Over Ukraine, 02.03.2014

²³⁶ The Wall Street Journal, Putin Unplugged, 05.02.2014).

²³⁷ The Wall Street Journal, Germany Draws a Pink Line on Ukraine, 03.02.2015

²³⁸ The Wall Street Journal, Russia Plans Deep Budget Cuts as Revenues Drop; Finance Minister Plans 10% Cuts..., 14.01.2015

²³⁹ The Wall Street Journal, A Shaken EU Makes No Real Effort to Confront Russia Over Ukraine, 02.03.2014

²⁴⁰ The Wall Street Journal, Europe News: EU Rifts Emerge on Punishment For Moscow, 19.03.2014

²⁴¹ The Wall Street Journal, EU Faces Difficult Choices Over Ukraine; Europe's Policies So Far Have Been Unimpressive, But the Crisis Will Not Ebb Anytime Soon, 20.03.2014

« Soyons honnêtes » dit-elle, « les Etats-Unis sont le leader de l'OTAN. Sans ce leadership, les dirigeants européens ne feront rien du tout. Soit parce qu'ils ont trop peur, soit parce qu'ils s'abritent derrière des considérations économiques, l'Allemagne en première ». ²⁴²

Plus grave encore, les Etats-Unis soupçonnent l'Allemagne d'être, au fond, du côté des Russes. Ils s'étendent alors longuement sur les supposés liens culturels et politiques qui lient l'Allemagne et la Russie. Ils font notamment état d'une coopération renforcée avec la Russie depuis les années 1960 et de liens privilégiés entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine. Même Frank-Walter Steinmeier aurait soutenu cette approche lors de son premier mandat de ministre des Affaires étrangères entre 2005 et 2009. ²⁴³

« Les sondages indiquent que les médias du Kremlin peuvent en effet trouver un terrain propice à leur propagande en Allemagne, notamment puisque les médias traditionnels deviennent de plus en plus critiques à l'égard de la Russie » explique The Wall Street Journal. ²⁴⁴

Donc oui, l'Allemagne est le leader de l'Europe aux yeux des Américains, qui se demandent tout de même si on peut lui faire confiance. ²⁴⁵ « Même si elle est devenue plus dure avec la Russie récemment (...), Mme Merkel était l'interlocutrice préférée de M. Poutine à l'Ouest analyse The Wall Street Journal, ²⁴⁶ qui reconnaît tout de même un certain changement de ton dans la diplomatie allemande. « En Allemagne, où les autorités avaient été sceptiques par rapport à de nouvelles sanctions par crainte de faire dérailler les discussions entre Moscou et Kiev, le ton a visiblement changé ces derniers jours » indique ainsi The Wall Street Journal. ²⁴⁷ Dans l'ensemble, la stratégie et le leadership allemands ont été soutenus par le président américain, Barack Obama, y compris dans les médias américains. Ces derniers s'interrogent néanmoins de la fiabilité de l'Allemagne en matière de leadership international et restent sceptiques par rapport à la stratégie de n'imposer « que » des sanctions. ²⁴⁸

²⁴² The Wall Street Journal, Violent Extremism; A transcript of the weekend's program on FOX News Channel, 22.02.2015

²⁴³ The Wall Street Journal, Europe Narrows Divide Over Russian Sanctions; Broader sanctions would counter accusations that Europe has been dragging its feet, but..., 25.07.2014

²⁴⁴ The Wall Street Journal, In Depth: Russia Moves to Ramp Up Information War in Europe, 25.08.2014

²⁴⁵ The Wall Street Journal, A Shaken EU Makes No Real Effort to Confront Russia Over Ukraine, 02.03.2014

²⁴⁶ The Wall Street Journal, In Depth: Russia Moves to Ramp Up Information War in Europe, 25.08.2014

²⁴⁷ The Wall Street Journal, EU Seems Ready to Impose New Sanctions on Russia Over Ukraine; The Bloc's Mood..., 29.08.2014

²⁴⁸ The Wall Street Journal, Germany's Foreign Engagement Is Very Light-Fingered; Berlin Has Led Europe's Diplomatic Response to Russia's Aggression in Ukraine, but Is..., 14.08.2014

La presse américaine considère la France comme le partenaire junior de l'Allemagne et lui reproche ses intentions de vendre des Mistral à la Russie

Quant à la France, la presse américaine reconnaît sa participation aux négociations avec Moscou et Kiev, mais la considère toutefois comme le partenaire junior du duo qu'elle forme avec l'Allemagne. « La France reste en deuxième ligne derrière l'Allemagne » analyse ainsi The Wall Street Journal.²⁴⁹

Les Etats-Unis sont par ailleurs particulièrement critiques vis-à-vis de la vente des navires Mistral à la Russie. Ils exercent une véritable pression sur les Français, y compris au travers les médias. « Selon des sources proches du dossier, la France se prépare à former des centaines de marins russes pour leur apprendre à manipuler un puissant navire de guerre français ce mois-ci. Elle s'oppose ainsi aux appels des Etats-Unis et des autres partenaires occidentaux qui lui demandent de ne pas laisser tomber le vaisseau dans les mains du Kremlin » affirme The Wall Street Journal.²⁵⁰

Les médias américains reconnaissent alors que la vente des Mistral représente un enjeu considérable pour la France, mais semblent plutôt d'avis que la France s'est mise toute seule dans cette situation. « La France, affectée par des décennies de désindustrialisation et un coût du travail élevé, convoite les gros contrats de défense qui pourraient l'aider à remettre ses chantiers navals malades sur les rails » estime The Wall Street Journal.²⁵¹

Et de toute façon, pour la presse américaine, la France n'est pas si loin de Vladimir Poutine qu'elle essaie de faire croire : « en effet, le leader populiste, Marine Le Pen, qui avait affiché son soutien à M. Poutine, a fait gagner les élections européennes du mois de mai au Front National » explique The Wall Street Journal.²⁵²

3.3. La perception de la crise ukrainienne au Royaume-Uni

La presse britannique propose de sanctions dures et « efficaces » contre un Vladimir Poutine expansionniste et incontrôlable

La presse britannique partage alors le constat des autres médias européens selon lequel Vladimir Poutine ne se préoccupe guère des sanctions économiques imposées par l'UE. Selon le Financial Times, « une partie de M. Poutine refuse de croire que la pression économique sur Moscou perdurera ; il l'ignore et estime dans tous les cas que les considérations économiques sont secondaires par rapport à ses objectifs géopolitiques ». ²⁵³

²⁴⁹ The Wall Street Journal, Russia's Plan to Break the Transatlantic Alliance, 22.04.2015

²⁵⁰ The Wall Street Journal, France Moves Ahead With Warship Sale, 05.06.2014

²⁵¹ The Wall Street Journal, France Moves Ahead With Warship Sale, 05.06.2014

²⁵² The Wall Street Journal, In Depth: Russia Moves to Ramp Up Information War in Europe, 25.08.2014

²⁵³ Financial Times, Pentagon nominee hints at shift on aiding Ukraine; Sanctions policy, 05.02.2015

Si les médias britanniques sont plutôt en phase avec l'analyse américaine et considèrent que la crise en Ukraine appelle à des réponses fermes, ils sont aussi plus modérés concernant leurs recommandations, reconnaissant que la situation est complexe et les interdépendances considérables. « Les Européens, qui risquent 12 fois plus de commerce et d'investissement étranger que les Américains et qui sont, contrairement aux Américains, dépendants de l'énergie sibérienne, ressentent la pression de Washington pour durcir leurs positions » explique ainsi The Guardian.²⁵⁴

Ils excluent d'ailleurs les solutions militaires en admettant que « le déploiement de troupes américaines ou envoyées par l'OTAN en Ukraine est difficilement concevable même si Kiev demandait cette aide » ; la situation de l'Ukraine étant « totalement distincte de celles du Mali, du Tchad ou même de l'Afghanistan ».²⁵⁵ Selon les médias britanniques, il faudrait alors imposer des sanctions très dures et surtout s'aligner sur la stratégie des Américains.²⁵⁶ Malgré tout, ils auront les conséquences souhaitées à terme, estime le Financial Times, qui explique que « les sanctions occidentales contre la Russie, critiquées par tous, ont déjà eu un effet bien plus grand que la presse ne fait croire ».²⁵⁷

Mais avant tout, la presse britannique appelle à l'unité des partenaires occidentaux, qui, selon elle, doivent véhiculer un message clair pour montrer à Vladimir Poutine que l'Occident est indivisible et solidaire.²⁵⁸ Pour The Economist, « la crise dans la relation de l'UE avec la Russie est un signe fondamental du manque déprimant de progrès envers une politique étrangère et de sécurité commune ».²⁵⁹

Les médias britanniques invitent alors les pays membres de l'UE à définir leur stratégie à long terme et de remédier à ses propres problèmes. Parmi les mesures préconisées par le Financial Times l'on trouve notamment : la réduction de la dépendance du gaz et de l'argent russes et la définition d'une politique claire envers ses voisins « alors que plus personne ne soutient vraiment l'idée d'un élargissement de l'UE à l'est ».²⁶⁰

Enfin, il convient de noter que la presse britannique ne semble pas très satisfaite du rôle que le Royaume-Uni a joué dans la gestion de cette crise. « A l'international, le Royaume-Uni joue désormais dans la même ligue que la Belgique. Nous aurions dû être à la table de négociation en Ukraine, aux côtés de la France et de l'Allemagne.

²⁵⁴ The Guardian, Ukraine crisis: Analysis: Deep divisions in Europe on sanctions mean Putin need not change course, 29.04.2014

²⁵⁵ The Guardian, West's puny response to Ukraine crisis will not deter Vladimir Putin, 03.03.2014

²⁵⁶ The Economist, European Voice, Uncomfortable echoes, 13.03.2014

²⁵⁷ Financial Times, Europe must impose financial sanctions on Russia, 21.07.2014

²⁵⁸ Financial Times, EU must act in unison against revisionist Russia; In the face of Putin aggression, the 28-member bloc has to stand firm, 21.02.2015

²⁵⁹ The Economist, European Voice, Uncomfortable echoes, 13.03.2014

²⁶⁰ Financial Times, Europe needs to play the long game on sanctions, 24.03.2014

C'est la crise la plus grave dans l'histoire de l'UE depuis 50 ans et le Royaume-Uni a décidé de ne pas y aller » s'indigne The Times.²⁶¹

3.4. Evaluation des stratégies allemande et française du point de vue britannique

Après quelques hésitations, la presse britannique voit l'Allemagne d'Angela Merkel en première ligne des négociations ; elle donne une chance à son approche par petits pas

Dans son analyse du rôle joué par l'Allemagne, la presse britannique reconnaît avant tout que l'Allemagne a des liens économiques très forts avec la Russie, c'est pourquoi elle a du mal à militer en faveur de plus de sanctions. Le Financial Times fait notamment état de la forte pression exercée par des dirigeants économiques allemands qui menacent le gouvernement de la suppression de 25 000 emplois.²⁶² Le premier ministre britannique, David Cameron, aurait également fait savoir que d'autres nations avaient été moins enclines à accepter l'idée de sanctions contre la Russie que le Royaume-Uni, par peur que ces dernières n'affectent leurs économies respectives. Parmi ces pays, il cite notamment la France et l'Allemagne.²⁶³

La presse britannique fait également état de liens privilégiés entre l'Allemagne et la Russie, créés en partie par le parti social-démocrate qui « n'appréciait pas la dépendance de l'Allemagne des Etats-Unis ». ²⁶⁴ Cependant, les médias britanniques reconnaissent également que l'opinion publique allemande a changé « avec les images de séparatistes pro-russes dépouillant les victimes des combats en Ukraine ». ²⁶⁵ Selon le Financial Times, « il y a maintenant un consensus politique en Allemagne et dans l'UE en faveur d'une réaction dure ».

L'Allemagne est donc « in charge » aux yeux des Britanniques. « Cette fois-ci, Berlin a accepté son rôle de leader. Les Allemands ont agi en raison de leurs liens politiques, créés de longue date avec Moscou, leur relation économique étroite et sa proximité géographique avec l'Europe de l'Est » explique le Financial Times.²⁶⁶ « Oui, c'est vrai » ajoute le journal dans un autre article, « les Allemands ne sont pas particulièrement enthousiastes par rapport à l'idée d'envoyer des troupes sur le sol ukrainien.

²⁶¹ The Times, Can we defend the UK against Putin?, 22.02.2015

²⁶² Financial Times, Dominant by default, 06.08.2014

²⁶³ The Guardian, New EU sanctions against Russia could be applied within days, No 10 signals, 29.07.2014

²⁶⁴ Financial Times, Dominant by default, 06.08.2014

²⁶⁵ Financial Times, Dominant by default, 06.08.2014

²⁶⁶ Financial Times, Dominant by default, 06.08.2014

A cet égard, Poutine a raison de penser que Berlin ne va pas intervenir militairement en Ukraine. Mais il a tort en pensant que cela veut dire que rien ne se passera ».²⁶⁷

La presse britannique analyse alors dans le détail la stratégie d'Angela Merkel et sa façon de négocier. Selon elle, « Merkel est connue pour être un leader prudent et réfléchi qui avance par petit pas ».²⁶⁸ Son obstination de s'en tenir aux efforts diplomatiques est tout aussi commentée que sa préférence pour obtenir, avant tout, un cessez-le-feu.²⁶⁹ Les médias britanniques notent alors qu'Angela Merkel a durci sa position vis-à-vis de la Russie au cours des négociations.²⁷⁰ La décision du gouvernement allemand d'annuler la construction d'un centre d'entraînement au combat en Russie par l'entreprise allemande Rheinmetall est alors vue par la presse britannique comme un signe du ras-le-bol allemand vis-à-vis de la Russie.²⁷¹

Même s'ils ne se prononcent pas ouvertement, les médias britanniques semblent donner une chance à l'approche de « Ms. Merkel ». « Concernant la crise en Ukraine, elle a réussi à convaincre la plupart des Allemands mais aussi la plupart des alliés du bienfondé de sa stratégie » analyse le Financial Times.²⁷²

Selon la presse britannique, la France a du mal à se sentir concernée par la crise en Ukraine et accepte difficilement l'idée de sanctions, à l'encontre de ses propres intérêts économiques

Quant au rôle de la France, la presse britannique le voit au côté de l'Allemagne, bénéficiant comme cette dernière, « d'un mandat de facto » par les 28 Etats membres de l'UE pour négocier avec la Russie et l'Ukraine.²⁷³ Néanmoins, la presse britannique rapporte aussi que la France avait du mal à se sentir concernée par la crise en Ukraine. The Times, dans une analyse de plusieurs pays quant à leur stratégie de défense, présente alors la France comme « inquiète des dangers pour sa sécurité émanant d'Afrique et qui demande plus d'effort pour combattre l'extrémisme au Maghreb » avant d'ajouter « a irrité ses alliés au sein de l'OTAN par la vente d'équipement militaire à la Russie durant la crise ukrainienne ».²⁷⁴

²⁶⁷ Financial Times, Merkel wants a stable world and is willing to pay a price, 12.08.2014

²⁶⁸ Financial Times, Merkel rolls the dice in pursuit of ceasefire; Ukraine: Peace talks, 07.02.2015

²⁶⁹ Financial Times, Merkel rolls the dice in pursuit of ceasefire; Ukraine: Peace talks, 07.02.2015

²⁷⁰ The Times, Sanctions on Russia are hardest since Cold War, 30.07.2014

²⁷¹ Financial Times, Germany cancels combat training deal with Russia, 05.08.2014

²⁷² Financial Times, Merkel rolls the dice in pursuit of ceasefire; Ukraine: Peace talks, 07.02.2015

²⁷³ The Economist, European Voice, How to respond to a neighbourhood "in flames"?, 05.03.2015

²⁷⁴ The Times, Army fears 20,000 troop cuts as Britain urges allies to boost defence spending, 04.09.2014

La France serait alors contre plus de sanctions européennes²⁷⁵ tandis que, dans une interview avec le Financial Times, le Président-Directeur Général de GDF Suez, Gérard Mestrallet, affirme qu'une éventuelle rupture du gaz russe serait « jouable » pour la France.²⁷⁶

Concernant la vente des deux navires Mistral, la presse britannique admet la complexité du dossier pour François Hollande.²⁷⁷ Elle ne semble pas particulièrement en faveur du maintien du contrat même si les critiques sont moins dures que celles venant des Américains. Ainsi, The Economist reprend l'appel des intellectuels polonais qui demandent aux citoyens européens de faire changer d'avis à François Hollande en boycottant les produits français.²⁷⁸ « Finalement, Hollande a cédé à la pression internationale, commente The Guardian suite à la suspension de la vente des bateaux par François Hollande.²⁷⁹

Enfin, les médias britanniques notent aussi qu'une partie de la population française semble être proche de la Russie Vladimir Poutine, à commencer par Marine Le Pen et les électeurs du Front National, attirés par les « valeurs conservatrices » du président russe, mais aussi une partie de l'opposition républicaine.²⁸⁰

²⁷⁵ The Times, Splits in Europe could spell end of Russian sanctions, 18.03.2015

²⁷⁶ Financial Times, GDF Suez positive on Russian gas flow, 14.10.2014

²⁷⁷ The Guardian, EU expands Russian oligarch sanctions blacklist in wake of MH17 crash, 25.07.2014

²⁷⁸ The Economist, Poland's intellectuals appeal; From Danzig to Donetsk, 01.09.2014

²⁷⁹ The Guardian, Heavy shelling in Ukrainian port of Mariupol hours before agreed ceasefire, 06.09.2014

²⁸⁰ The Times, French far-right signs up to take Putin's shilling, 25.11.2014

4. Le point de vue des think-tanks, français et allemands confondus

4.1. Analyse des enjeux géopolitiques et stratégiques de la crise en Ukraine

Les think-tanks, français et allemands, voient un tout nouvel ordre mondial, dans lequel l'UE doit revoir sa stratégie, avec une plus forte implication de ses institutions, et tendre vers une position plus ferme, plus unitaire face à un Vladimir Poutine incalculable

Plus encore que leurs presses respectives, les think-tanks allemands et français tentent d'expliquer les différentes raisons et stratégies des uns et des autres dans le conflit qui oppose le gouvernement ukrainien et les séparatistes, supposés soutenus par le Kremlin, à l'est de l'Ukraine.

Concernant les intentions de la Russie de Vladimir Poutine, ils en arrivent généralement à la même conclusion : le président russe poursuivra ses plans d'expansion dans le but de réaliser à terme son rêve d'une grande union eurasienne.²⁸¹ Il devient alors un partenaire difficile pour les pays de l'Occident dont on ne peut pas être sûr qu'il respectera les traités qu'il a négociés et ratifiés auparavant.²⁸²

De plus, « les autorités du Kremlin perçoivent les politiques de l'UE à l'Est comme un jeu à somme nulle où le gain de l'un constitue obligatoirement une perte pour l'autre » met en garde Hannes Adomeit (2012) de l'IFRI. La presse revient par ailleurs sur la situation de l'Ukraine qu'elle décrit comme étant dans « une panade indescriptible » pour cause de sa situation économique désastreuse.²⁸³

Face à cette crise très grave, l'UE et ses partenaires auraient alors réagi tardivement et sans véritable stratégie, contraints de suivre l'agenda russe.²⁸⁴ Arnaud Dubien (2014), dans son entretien avec l'Opinion, rajoute que « pour l'instant, l'Occident ferme les yeux » tout en se montrant confiant. « Mais cela ne durera sans doute pas » estime-t-il.

Les experts font aussi état des intérêts européens divergents des Européens, avec notamment les pays comme la Pologne « qui se sentent seuls face à la menace russe et qui se voient confronter au reproche de vouloir faire exploser le conflit en provoquant une réponse militaire » analysent Claudia Major et Jana Puglierin (2014), chercheuses à la SWP reconnues dans le domaine de la défense. Les think-tanks notent enfin l'absence des Etats-Unis dans ce dossier qui considérerait la crise ukrainienne avant tout comme un problème européen.²⁸⁵

²⁸¹ Adomeit, 2012

²⁸² Major, Puglierin, 2014

²⁸³ Dubien, 2014

²⁸⁴ Major, Puglierin, 2014

²⁸⁵ Major, Puglierin, 2014

L'UE doit alors faire attention aux susceptibilités russes tout en poursuivant le partenariat oriental. « Les efforts pour rendre le partenariat oriental plus efficace ne doivent pas nécessairement conduire à davantage de confrontation avec la Russie » écrit Dominik Tolksdorf (2014) de l'IFRI. Sachant de toute façon que « le retour aux dispositifs anciens de défense, à supposer qu'il soit possible, ne saurait constituer une réponse adaptée »,²⁸⁶ en raison de la situation très complexe dans laquelle la négociation semble le seul issu possible. Mais, toujours selon la presse britannique, cela ne sera pas facile ! « Je constate beaucoup de pessimisme chez les diplomates européens, notamment français et allemands. Ils voient bien que, malgré leurs efforts, Kiev et Moscou restent dans une logique d'affrontement. Les Ukrainiens n'entendent pas négocier avec ceux qu'ils appellent des «terroristes». Ils sont dans une logique militaire de reconquête de leur territoire comme hier les Russes en Tchétchénie » explique notamment Arnaud Dubien (2014). « Et pour conserver l'Ukraine, les Russes sont prêts à payer un prix très élevé, bien plus que nous sommes prêts à payer, nous-mêmes, pour l'Ukraine... » rajoute-t-il.

Claudia Major et Jana Puglierin (2014) appellent tout de même à poursuivre les efforts de négociation pour empêcher l'escalade. « Rien ne sera possible sans une interaction contrôlée et à peu près calculable avec la Russie » affirment-elles. Olivier Rolofs, porte-parole de la Conférence de Munich sur la sécurité, et Hans-Martin Sieg de la DGAP (2013) estiment que la critique faite à l'évolution de la situation en Russie ne doit pas empêcher la coopération avec Vladimir Poutine ». Selon les experts, les interdépendances économiques des Européens avec la Russie sont certes un problème pour établir une stratégie cohérente et puissante au sein des 28 pays membres mais elles constitueraient aussi un grand avantage vis-à-vis de Vladimir Poutine : « elles donnent à l'UE un outil efficace notamment parce que les économies sont étroitement liées. Elles sont comme un poison, administré à faibles doses à la Russie, qui à terme en deviendra malade ».²⁸⁷ Le concept de dissuasion via la menace militaire ressemblera alors à terme plus à un concept de politiques économique et sociale. Le plus important par rapport à la gestion de crise est donc de préserver l'unité au sein de l'UE et en lien avec les Etats-Unis.²⁸⁸

Laure Delcour (2015) de la DGAP estime par ailleurs que la coopération franco-allemande constitue un élément clé de cette unité. « Berlin et Paris, tous les deux des partenaires stratégiques importants pour la Russie, en arrivent aux mêmes conclusions et partagent les mêmes inquiétudes » estime-t-elle. Ce que les experts regrettent, en revanche, c'est l'absence de l'UE en tant que puissance indépendante dans ce dossier et la renationalisation de la politique étrangère.

²⁸⁶ Drain, 2014

²⁸⁷ Major, Puglierin, 2014

²⁸⁸ Major, Puglierin, 2014

Ce n'est pas forcément une bonne chose estiment alors Claudia Major et Jana Puglierin (2014), car « aucun des pays européens (ou les Américains) ne dispose de capacités nécessaires pour agir seul - ni sur le plan militaire, ni sur le plan économique ». « Simplement, il y a encore un double discours en Europe : d'un côté, l'Union européenne ne veut pas dépendre trop étroitement de la Russie, de l'autre côté, les Français, les Allemands, les Italiens...négocient des accords sur les gazoducs Northstream, Southstream et font rigoureusement l'inverse de ce que propose Bruxelles. Cela démontre d'ailleurs que lorsqu'ils le décident, les Etats-nations européens peuvent parfaitement mépriser les orientations des institutions européennes... » regrette Philippe Migault (2013) de l'IRIS.

Selon les experts, l'Union européenne doit alors revoir sa stratégie. Dans un manifeste, signé par plusieurs personnalités françaises et européennes, le think-tank Notre Europe appelle à l'adaptation de « notre politique d'action extérieure à la réalité d'un voisinage plus imprévisible ».²⁸⁹ « Les Européens doivent s'armer contre un large éventail de risques et doivent préparer leurs sociétés (...) cela augmentera aussi le coût de la sécurité » commentent Claudia Major et Jana Puglierin (2014). Elles n'excluent alors pas totalement que l'engagement des forces armées et d'autres moyens militaires redeviennent plus importants qu'ils ne l'étaient.

4.2. Evaluation du rôle de la France et de ses choix stratégiques dans la gestion de la crise en Ukraine

Pour les experts, la France essaie d'agir au service de la cause européenne tout en préservant ses propres intérêts, qui sont nombreux et légitimes ; l'annulation de la vente des Mistral est intervenue sous la forte pression des pays partenaires de la France

Quant au rôle que la France a joué dans la gestion du conflit en Ukraine, les experts, français et allemands, notent également que la France avait dû être suppliée de renoncer à la livraison de Mistral, par ses partenaires de l'OTAN.²⁹⁰ Contrairement à la presse, ils vont plus loin pour expliquer les mécanismes politiques et stratégiques derrière les choix français.

²⁸⁹ Delors, Jacques, Lamy, Pascal, Vitorino, António, Landaburu, Eneko, Davignon, Etienne, Gnesotto, Nicole, Guigou, Elisabeth, (...), 2014

²⁹⁰ Major, Puglierin, 2014

« La position indépendante de la France lui permet de conduire une politique étrangère en fonction de ses intérêts propres, et de sa volonté de construire une Europe démocratique solide. Les plus grands alliés européens commercent avec la Russie (Allemagne avec le gaz, Royaume-Uni avec des accords sur des composants sensibles) et il est facile de montrer du doigt la France quand on veut qu'elle accepte sans discuter un communiqué final le plus souvent conforme aux intérêts du plus grand allié » commente l'amiral français Alain Coldefy (2015) de l'IRIS dans un entretien repris par le média pro-russe Sputnik News.

Laure Delcour (2015) voit un « paradoxe européen » liées aux négociations européennes avec le Kremlin, et plus particulièrement par rapport à la position de la France : « à un moment où les deux côtés (N.B. les partenaires occidentaux et les Russes) ont recours aux sanctions, la stratégie française correspond aux directives politiques de l'UE, définies par Bruxelles. Mais en dehors du cadre de la PESC, à laquelle la France contribue de façon constructive, le pays poursuit sa « special relationship » avec la Russie avec des objectifs spécifiques » dit-elle.

De plus, les experts constatent que ce n'est pas parce que la France est moins présente en Russie que l'Allemagne qu'elle a moins besoin de cette coopération sur le plan économique. « Comme le partenariat franco-russe était plus jeune que celui de l'Allemagne, il restait de la marge de manœuvre pour l'approfondir avant la crise ukrainien. Par exemple, il y avait encore beaucoup de potentiel dans les investissements russes en France ». ²⁹¹

Malgré tout, la France a accepté les sanctions. « Depuis le début de la crise ukrainienne, Paris a agi au service de la politique européenne, qui a pour objectif d'avoir un positionnement commun face à la Russie. Dans le même temps, la France essaie d'influencer la diplomatie de l'UE pour protéger ses propres intérêts » explique alors Laure Delcour (2015). Elle croit savoir, par ailleurs, que la société française est plus divisée que l'on ne le croit sur la question ukrainienne. Dans l'ensemble, l'on peut voir dans la crise ukrainienne la transformation de la relation avec la Russie ainsi que de nouvelles fractures au sein de la société française par rapport à ce dossier » écrit-elle. Une grande partie des députés ainsi que les cercles économiques français, seraient alors contre les sanctions définies par l'UE et pour la préservation des intérêts français en Russie.

L'annulation de la vente des deux navires Mistral n'entraînera pas que des coûts économiques conséquents, y compris la perte de plusieurs centaines d'emplois, mais aussi d'importantes pénalités contractuelles, toujours selon Laure Delcour (2015).

²⁹¹ Delcour, 2015

Si la vente des Mistral est « une polémique essentiellement politique au sein de l'Alliance atlantique qui a été montée en épingle au moment du sommet de l'OTAN au Pays de Galles à l'automne 2014 » pour Alain Coldefy (2015), les experts tombent généralement d'accord pour dire qu'il s'agissait du moins d'un piège pour François Hollande, avec des enjeux stratégiques importants, mais aussi des contraintes de calendrier particulières. « Le président a laissé passer les premiers créneaux possibles de livraison à la Russie des BPC avant que la situation en Ukraine ne devienne ce qu'elle est. En particulier, il a fixé des conditions politiques sur ce sujet et il ne peut revenir en arrière » commente Alain Coldefy (2015).

Pour son collègue Jean-Vincent Brisset (2014), également chercheur à l'IRIS, la question de la fiabilité de la France va se poser sur le plus long-terme. « Est-ce que la France demeure un fournisseur fiable ou bien est capable, en fonction d'états d'âme, d'annuler un contrat ? » se demande-t-il avant d'ajouter : « à l'heure actuelle, la survie de Dassault est conditionnée par la vente de Rafales à l'Inde. Or il est évident que si cette ambiguïté n'est pas rapidement levée, il est vraisemblable que les Indiens refuseront de signer avec nous ». Il explique également qu'à la différence avec les autres pays ayant des contrats d'armements avec la Russie, le contrat Mistral porte sur des gros ensembles, très visibles, à usage strictement militaire ce qui rend la vente bien plus polémique.

Enfin, les experts se demandent également pourquoi l'annulation de la vente intervenait à un tel moment plutôt qu'un autre, la qualifiant « d'assez surprenante vu qu'aucun changement géopolitique majeur (n'était) intervenu » dans les jours précédents.²⁹² « Mais d'un autre côté, les autorités françaises sont actuellement en pleines négociations avec leurs partenaires américains et européens du fait de la tenue en ce moment même d'un sommet de l'OTAN et d'un sommet européen (où des négociations au sujet de la nomination d'un commissaire français sont en cours). Cette renonciation française pourrait ainsi intervenir en échange de contreparties (encore inconnues pour l'instant) dans le cadre de ces tractations » analyse Jean-Vincent Brisset (2014).

Ce qui est clair, en revanche, pour la plupart des chercheurs, c'est que la France a répondu, dans cette affaire, à une demande de ses partenaires. « Sur le Proche-Orient, la Russie, les relations avec les États-Unis, la priorité est donnée à dégager une position européenne commune. Au prix d'un affadissement des positions françaises. Il faudrait desserrer le frein et ne pas craindre d'affirmer des positions spécifiques, qui peuvent parfois trouver plus d'échos dans le monde qu'en Europe » écrit alors Pascal Boniface (2014) de l'IRIS.

²⁹² Brisset, 2014

4.3. Evaluation du rôle de l'Allemagne et de ses choix stratégiques dans la gestion de la crise en Ukraine

Pour Les think-tanks, l'Allemagne est passée d'un partenariat privilégié avec la Russie à la réalité très dure de Vladimir Poutine ; elle a su s'affirmer en leader et a beaucoup apporté à la gestion de crise mais doit réfléchir à une stratégie long-terme, n'excluant pas un plus fort engagement militaire

Les thinks-tanks allemands et français analysent en profondeur la « special relationship » entre la Russie et l'Allemagne, officiellement qualifiée « de partenariat stratégique » et allant de « l'effondrement de l'Union soviétique (1991) aux mandats de chancelier de Gerhard Schröder (1998-2005) ».²⁹³ Ils sont quasiment tous d'accord alors pour dire que ce partenariat stratégique n'existe plus aujourd'hui ou a du moins profondément changé. Pour Hannes Adomeit (2015), les principaux changements de perception et de paradigme qui pour lui sont « décisifs pour l'élaboration de la politique allemande vis-à-vis de la Russie », sont : « 1) les effets du nouveau cap fixé par Vladimir Poutine en matière de politique intérieure et étrangère ; 2) la position des Verts allemands sur la politique russe du gouvernement Merkel ; 3) l'évolution des points de vue au sein du SPD ; 4) le consensus adopté par la coalition CDU/CSU-SPD quant à la politique à mener à l'égard de Moscou ; 5) la place de la Russie dans l'industrie et le commerce allemands et la supposée dépendance allemande au gaz russe ; 6) les avis partagés de l'opinion publique vis-à-vis de la Russie ».

Selon les experts, l'Allemagne est ainsi passée de l'Ostpolitik à la réalité très dure créée par le président russe Vladimir Poutine. « Le ton officiel change aussi. Le communiqué de presse, que Merkel a sorti après son dernier entretien téléphonique avec Poutine, est sans doute l'un des plus durs depuis sa prise de fonction » commente Andreas Rinke (2014) de la DGAP. Pour les experts, ce changement est alors durable avec des conséquences directes sur la politique de l'UE. « Un diplomate de l'UE a raconté ensuite : c'est notamment parce que l'Allemagne militait traditionnellement en faveur de bonnes relations avec la Russie que ce revirement de Berlin a beaucoup impressionné » écrit Andreas Rinke (2014). Même les entreprises allemandes, qui normalement sont hostiles à toute intervention étatique, se prononcent en faveur « d'une transformation de la société russe vers un respect accru de l'Etat de droit - et ne serait-ce que pour protéger leurs propres investissements sur le sol russes » commente Hannes Adomeit (2012).

Concernant les doutes par rapport à la « fiabilité de Berlin » que de nombreux partenaires de l'Allemagne ont exprimés par le passé, les thinks-tanks sont généralement d'avis que l'Allemagne peut beaucoup apporter à la résolution du conflit en Ukraine et devrait, au contraire, jouer un rôle clé dans les négociations avec la Russie.

²⁹³ Adomeit, 2015

« L'expérience allemande a facilité le rapprochement du gouvernement américain avec la Russie sous le premier mandat du président Obama » expliquent Stormy-Annika Mildner, Henning Riecke, Claudia Schmucker (2013), tous trois chercheurs à l'IFRI. Pour Hannes Adomeit (2015), « il convient de noter que le gouvernement allemand actuel a fait preuve, dès la formation de la coalition le 17 décembre 2013, d'une fermeté et d'une cohérence remarquables ».

De manière générale, les experts attestent une conduite irréprochable au gouvernement allemand, qui a su trouver son leadership dans la gestion de la crise en Ukraine, aux côtés des Etats-Unis. A cet égard, ils louent notamment la bonne coopération entre la chancelière et son ministre des Affaires étrangères, de bords politiques différents et le fait que le gouvernement allemand ait su se mettre en première ligne dans les négociations avec Moscou²⁹⁴. Surtout, Berlin a réussi à être ferme aux yeux des experts, et ce malgré une opinion publique allemande pas toujours favorable et nouvellement antiaméricaniste.²⁹⁵

Mais les experts mettent également en garde le gouvernement et l'opinion publique allemands. Rien n'est fini dans ce conflit et il faut commencer à penser aux conséquences et à une stratégie à long terme. Ils appellent alors de leurs vœux une réduction de la dépendance de l'Allemagne du gaz russe - chose qui, pour eux, n'est pas possible à court terme - et le développement de la PSDC au niveau européen. Pour y parvenir, le gouvernement allemand devrait faire de la pédagogie auprès de ses citoyens, qui doivent aussi accepter plus de « fiabilité militaire ».²⁹⁶

Pour les experts, l'Allemagne a montré, dans le dossier ukrainien, qu'elle est capable de jouer un rôle important dans le domaine de la politique étrangère, mais ce n'est pas pour autant qu'elle a fondamentalement changé de méthode. « Bien que le changement d'attitude de l'Allemagne envers la Russie soit réel par rapport aux épisodes précédents, il reste néanmoins limité dans certains domaines, en particulier sur les questions de sécurité et de défense posées par la crise ukrainienne » conclue ainsi Hannes Adomeit (2015).

²⁹⁴ Rinke, 2014

²⁹⁵ Kunz, 2015

²⁹⁶ Major, Puglierin, 2014

V. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Bien qu'elle soit particulièrement flexible et permet d'avoir une vision globale d'un sujet, la méthode d'étude de cas connaît aussi d'importantes limites. Ainsi, l'absence de données statistiques rend l'interprétation des faits particulièrement subjective. Il s'agit d'un outil basé sur le jugement personnel de l'auteur, ce qui introduit inévitablement une certaine partialité. Enfin, le focus sur quelques cas particuliers et l'absence d'observation de données fiables, à grande échelle et dans le temps, conduisent forcément à un certain nombre d'erreurs dans la généralisation des conclusions.

Néanmoins, nous essayerons, en résumant l'analyse des presses française et allemande, d'obtenir quelques enseignements généraux sur ce qui devrait être, aux yeux des Français et des Allemands, une politique de défense et de sécurité cohérente et efficace. Enfin, nous chercherons à en déduire les implications concrètes pour la construction de la Politique de sécurité et de défense commune.

1. Résumés des principales différences de perception entre la presse française et la presse allemande des deux cas étudiés

Au Mali, la presse française, très vite consciente de la menace terroriste, considère que le temps presse pour agir. Elle est généralement d'avis que les Européens doivent s'engager aux côtés des Maliens dans la lutte contre les terroristes car ceux-ci ne sont pas assez armés pour faire reculer les islamistes dans le nord du pays. Pour les médias français, ils n'y parviendront pas sans l'aide des forces internationales.

Dans cette optique, la presse française est également favorable à une intervention de l'armée française au Mali, pour libérer le peuple malien et pour protéger la France et l'Europe de la menace terroriste. Elle semble satisfaite de l'opération Serval, opération « coup de poing » conduite par les soldats français pour libérer les principales villes du nord du Mali. Des doutes commencent cependant à apparaître concernant la capacité de la France de continuer à financer ce type d'opération à l'avenir et de s'engager dans des missions beaucoup plus longues, destinées à rétablir l'Etat de droit et à favoriser le développement économique. Quant à l'implication de ses voisins d'outre-Rhin, la presse française voit une Allemagne sous pression internationale qui a du mal à se sentir concernée et reste réticente à engager son armée. Dans l'ensemble, les médias français ne semblent pas convaincus de l'engagement allemand aux côtés des Français

La presse allemande de son côté semble consciente du chaos immaîtrisable au Mali et de la gravité de la situation. Elle considère cependant que les Européens et leurs partenaires devraient avant tout améliorer l'entraînement et l'équipement des forces africaines afin que ces dernières puissent intervenir seules plus efficacement. Plus important encore, la presse allemande pointe du doigt l'absence d'une stratégie internationale à long terme, sans laquelle la situation au Sahel ne pourra s'améliorer. A cet égard, elle s'interroge d'ailleurs sur la pertinence d'une solution militaire, qui, pour les Allemands, doit être accompagnée dans tous les cas par de l'aide au développement économique.

Pour la presse allemande, la France reste liée au Mali par son passé colonial et en raison de ses intérêts économiques dans la région. Il est donc normal qu'elle se sente la première concernée. Dans le même temps, la presse allemande évoque les relations historiques compliquées de la France avec certains pays autour de la région du Sahel, qui non seulement compliquent son intervention actuelle, mais mettent aussi en cause l'implication de la France dans cette région en général et les stratégies qu'elle a adoptées par le passé. Les médias allemands reconnaissent ensuite l'action efficace des forces françaises, non sans un certain malaise par rapport à leur propre rôle dans ce dossier. Tous ne sont cependant pas convaincus des solutions militaires avancées pour résoudre le conflit au Mali. En effet, la presse allemande reste mitigée par rapport à une possible intervention de l'armée allemande au Mali. Pour elle, de nombreuses interrogations restent à éclaircir, en l'absence d'une véritable stratégie européenne et internationale pour la reconstruction du pays.

En Ukraine, la presse française voit une situation compliquée, peut-être trop compliquée pour s'engager, avec un pays en ruine, un Vladimir Poutine peu scrupuleux et des intérêts européens divergents, qui rendent difficile une gestion efficace de ce dossier par l'UE. La presse française doute d'ailleurs de l'efficacité des sanctions dans un premier temps. En l'absence d'une solution militaire, jugée impossible à l'heure actuelle pour cause de désarmement européen et manque de volonté politique de la plupart des Etats membres, elle demande alors plus de fermeté de la part des Européens vis-à-vis de la Russie. Les médias français attachent alors une importance particulière à la répartition équilibrée du coût économique d'un affrontement avec la Russie.

Pour la presse française, la France a du mal à se sentir concernée et peine à trouver sa stratégie, entre soutien à une réponse européenne cohérente et protection de ses intérêts, jugés légitime et nécessaire dans cette crise complexe. D'autre part, elle voit l'Allemagne en première ligne dans la gestion de ce dossier, notamment pour sa dépendance au gaz russe (qu'elle n'hésite pas à critiquer) et ses liens économiques très étroits avec la Russie.

Les médias français estiment enfin que l'Allemagne a également tardé à réagir en raison de ses intérêts économiques particuliers en Russie, mais est ensuite devenue le leader de l'Europe, oscillant entre une légère forme de jalousie et le soulagement que l'Allemagne sache prendre ses responsabilités malgré toutes ses réticences à s'engager dans les crises internationales.

Comme la presse française, les médias allemands doutent forts des intentions de Vladimir Poutine, une impression renforcée au fur et à mesure que le conflit avance. La presse allemande commence alors à partager les préoccupations de la Pologne allant jusqu'à redouter une troisième guerre mondiale. Cependant, elle semble vouloir éviter toute dégénération du conflit. En effet, les médias allemands soulignent l'importance particulière de l'unité européenne pour empêcher la violence et demandent une réaction ferme des Européens, sous la forme de sanctions et de négociations. Ils s'étonnent par ailleurs du peu d'importance que la France semble accorder à la crise ukrainienne. Ils la sentent avant tout réticente à vouloir prendre des mesures entraînant un coût économique jugé trop élevé. La presse allemande estime alors que la France s'est ralliée tardivement à la position allemande. Elle salue ensuite l'unité franco-allemande affichée par les responsables politiques français et allemands mais doute tout de même des intentions réelles du gouvernement français dans ce dossier.

D'autre part, les médias allemands voient une Allemagne directement concernée par le conflit ukrainien mais divisée sur la bonne stratégie à adopter car elle ne peut pas imaginer un affrontement direct avec la Russie malgré la condamnation très forte de l'annexion de la Crimée et de l'implication supposée de Moscou dans les combats en Ukraine. Dans un premier temps, la presse allemande doute de l'efficacité de « l'approche Merkel » mais semble finalement satisfaite du résultat, contente d'avoir évité que le conflit ne devienne mondial.

2. Enseignements généraux pour la perception d'une stratégie de politique de sécurité et de défense efficace aux yeux des Allemands et des Français et implications pour la construction de l'Europe de la Défense

Il y a dans l'analyse de ces deux cas précis, bien sûr, des intérêts stratégiques propres, différents en France et en Allemagne. Ainsi, la France pouvait naturellement espérer que l'Allemagne prendrait en charge la gestion de la crise en Ukraine, forte de sa relative proximité géographique et économique avec les pays de l'Est. La France, qui depuis quelques années ressentait bien plus fortement la menace islamiste et qui dispose d'une meilleure connaissance des pays africains ainsi que, peut-être, d'une certaine responsabilité historique, allait naturellement être la première à être sollicitée par le gouvernement malien.

Mais au-delà de ces différences évidentes liées aux intérêts propres des Etats membres de l'UE, qui souvent restent bien distincts, il y a aussi quelques points communs qui ressortent dans l'analyse de la gestion des conflits au Mali et en Ukraine.

Premièrement, les deux partenaires, la France et l'Allemagne, n'hésitent pas à faire appel à la solidarité des Européens lorsqu'ils le jugent opportuns. Cet appel sert alors non seulement à obtenir les soutiens militaires, logistiques, matériels et financiers nécessaires pour conduire une opération ou une négociation mais aussi à asseoir sa propre stratégie sur une légitimation par la communauté européenne, ce qui peut être très important vis-à-vis de sa propre population.

Deuxièmement, « l'absence de l'Europe » dans la gestion de crises a été déplorée dans les deux cas par les médias allemands, français et également par les experts. Or, l'on peut s'interroger sur les possibilités réelles de l'UE à se positionner comme acteur clé dans les conflits internationaux sachant qu'aucun des trois grands Etats membres, à savoir la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ne semble prêt à céder le contrôle sur ses opérations extérieures. La stratégie de l'UE pour la région du Sahel avait ainsi été définie bien avant l'éclatement du conflit au Mali. Cependant, dans la gestion à chaud du dossier, les chefs d'Etat et fonctionnaires concernés semblent avoir oublié quelque peu la consultation des experts ayant contribué à l'élaboration de cette stratégie. Dans tous les cas, ils ne les ont jamais mis en avant.

Et à l'avenir ?

Il y a par ailleurs dans la société allemande, un véritable débat sur l'avenir de sa politique étrangère et de sécurité. Conscients du fait que l'Allemagne ne puisse pas être une puissance neutre sur la scène internationale, de plus en plus d'experts et de responsables politiques allemands poussent aujourd'hui pour plus d'engagement de l'Allemagne à l'extérieur de l'UE, y compris dans le domaine militaire.

Les pressions françaises, britanniques et américaines ont certainement aidé à faire bouger l'opinion publique allemande. En effet, les Allemands savent que la tutelle américaine des Européens arrive à sa fin et qu'ils ne resteront pas sous protection des Etats-Unis éternellement.

Cependant, cela ne veut pas dire que l'Allemagne puisse s'aligner totalement sur la position de la France, historiquement plus favorable aux interventions armées.

De plus, une partie de l'opinion française commence à sentir les limites des interventions des forces armées, très couteuses en temps de restriction budgétaire et dont l'efficacité à long terme est souvent incertaine. Les avis de thinks-tanks mais également de la presse britannique apportent ici un éclairage intéressant : ils plaident en faveur d'une approche globale, combinant le plus souvent la menace militaire (plutôt qu'une intervention réelle) et l'aide au développement humanitaire et économique, y compris une partie importante de formation et de conseils.

Depuis longtemps, les fonctionnaires et responsables politiques allemands ont commencé à élaborer des stratégies « holistiques » pour les pays de l'UE. Très attachés à l'idée qu'il faut des solutions à long terme, avec des objectifs et un calendrier précis, ils n'ont pas vraiment été entendus par la France et les autres pays partenaires jusqu'à présent. Après plus de 15 ans de guerre contre le terrorisme, il paraît cependant légitime de vouloir évaluer la stratégie des puissances occidentales et de faire évoluer la pensée.

Peut-être l'Allemagne doit-elle bouger en premier pour être entendue par la France et prise au sérieux dans les domaines de la sécurité et de la défense où, clairement, elle manque de légitimité aujourd'hui. Mais elle doit d'abord remettre son armée en état de marche et préparer la société allemande à plus de responsabilité internationale. Tout comme dans le domaine économique, il paraît aujourd'hui essentiel que les populations soutiennent l'action extérieure des pays de l'UE et plus particulièrement l'engagement des forces. Peut-être la France devrait-elle faire de même pour que la société française puisse accepter, à terme, une certaine perte de contrôle sur l'armée française, engagée dans le cadre d'opérations communautaires, et la préparer à des interventions plus longues mais moins visibles.

Ainsi, la France et l'Allemagne pourront prendre le devant en matière de défense et de sécurité communautaire pour asseoir cette politique sur de nouvelles bases solides. Si les deux pays arrivent ensuite à convaincre le Royaume-Uni de la complémentarité de la PSDC avec l'OTAN, ils auront tout gagné dans un temps qui appelle effectivement à plus d'unité et plus d'engagement européen en matière de sécurité et de défense, dans un monde où les menaces se multiplient.

VI. ANNEXES

1. Liste des abréviations

AED - Agence européenne de défense

AMGOT - Allied Military Government for Occupied Territories

AQMI - Al-Qaïda au Maghreb islamique

CDU - Christlich Demokratische Union Deutschlands

CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CMUE - Comité Militaire de l'UE

COPS - Comité politique et de sécurité

CPCC - Capacité civile de planification et de conduite

CTSP - Comité de transition pour le salut du peuple

D-SACEUR - Deputy Supreme Allied Commander Europe

EMUE - Etat-major militaire de l'UE

FDP - Freie Demokratische Partei

MINUSMA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

MISMA - Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine

MNLA - Mouvement national pour la libération de l'Azawad

MUJAO - Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest

NSA - National Security Agency

ONU - Organisation des Nations Unies

OTAN - Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PESC - Politique étrangère et de sécurité commune

PESD - Politique européenne de sécurité et de défense (1999)

PIB - Produit intérieur brut

PPE - Parti populaire européen

PSDC - Politique de sécurité et de défense commune

SPD - Sozialdemokratische Partei Deutschlands

TUE - Traité sur l'Union européenne (Maastricht)

UE - Union européenne

UEO - Union de l'Europe occidentale

UMP - Union pour un mouvement populaire

URSS - Union des républiques socialistes soviétiques

2. Bibliographie

Livres

- Bartels Hans-Peter. Wir sind die Guten, Erfahrungen und Anforderungen deutscher Verteidigungspolitik (2012) Berlin : vorwärts buch
- Diedrichs Udo. Die Gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik der EU (2012). Vienne: Facultas WUV
- Gnesotto, Nicole. Faut-il enterrer la défense européenne ? (2014). Paris : La Documentation française
- Türke, András Istvan. La politique européenne de sécurité et de défense - Quel bilan après 10 ans? Quelles nouvelles orientations (2012). Paris: L'Harnattan
- Yin, Robert K. Case Study Research: Design and Methods, Applied Social Research Methods (2008). Thousand Oaks, California : Sage Publications Inc.

Think-tanks et instituts de recherche

- Adomeit, Hannes (2012). German-Russian Relations, Balance Sheet since 2000 and Perspectives until 2025. IFRI. Note du Cerfa 98
- Adomeit, Hannes (2015). Les relations germano-russes : entre changement de paradigme et maintien du statu quo. IFRI. Note du Cerfa 120
- Allard, Jean-Claude (2013). Intervention militaire au Mali : et maintenant ?. IRIS
- Antil, Alain (2013). The intervention in Mali from a French perspective. IFRI
- Bittner, Jochen, Geis, Matthias, Lau, Jörg, Ulrich, Bernd, von Wurmb-Seidel, Ronja (2013). Germany's Dishonest Foreign Policy, Berlin does not want to intervene, but it does not hesitate to profit. DGAP
- Bonface, Pascal (2014). Gaza, Mali... A l'étranger, Hollande n'est ni néoconservateur, ni gaullo-miterrandiste. IRIS. Point de vue
- Brink, Nana (2013). Gemeinsam alleine - Mali zeigt: Es gibt keine Kommunikation über eine europäische Außenpolitik. DGAP
- Brisset, Jean-Vincent (2014). Quelles conséquences à la suspension de la livraison du Mistral par la France ?. IRIS. Point de vue
- Coldefy, Alain (2015). Mistral pour Moscou : la position de Paris conforme aux intérêts de l'Europe. IRIS. Interview Sputnik News, 19.03.2015
- De Durand, Etienne (2013). Foreign Affairs: Does France Have an Exit Strategy in Mali? Striking a Balance Between Occupation and Withdrawal. IFRI
- Delcour, Laure (2015). Dualitäten der französischen Russlandpolitik - Die Ukrainekrise als Bewährungsprobe. DGAP, Analyse 4
- Delors, Jacques, Lamy, Pascal, Vitorino, António, Landaburu, Eneko, Davignon, Etienne, Gnesotto, Nicole, Guigou, Elisabeth, (...) (2014). Engager l'Europe dans le monde. Notre Europe. Manifeste
- Drain, Michel (2014). La dimension parlementaire de la politique de défense allemande, Michel Drain. IFRI. Note du Cerfa 115
- Dubien, Arnaud (2014). En Ukraine, Kiev est en train de perdre militairement. IRIS. Point de vue publié par l'Opinion, 26.08.2014
- Hoff, Elke (2013). Aus Fehlern lernen - Keine deutsche Beteiligung an einer Mali-Mission ohne klare Ziele. DGAP. Internationale Politik, p. 106-109
- Ischinger, Wolfgang (2013). Greater Expectations - The Berlin Republic and its international capacity for action. DGAP

- Jacquemot, Pierre (2013). Reconstruction du Mali : quels enjeux ?. IRIS Interview
- Kaim, Markus (2013). Für ein „schmales“ Mandat - Wie sich Deutschland und Europa im Mali-Konflikt engagieren sollten. DGAP, Internationale Politik 2, p. 66-71
- Koepf, Tobias (2013). France and the Fight against Terrorism in the Sahel - The History of a Difficult Leadership Role. IFRI
- Koepf, Tobias (2015). L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine. IFRI
- Kunz, Barbara (2015). Un nouvel antiaméricanisme allemand ? L'opinion allemande face à Washington. IFRI. Actuelles de l'IFRI
- Major Claudia, Puglierin Jana (2014). Eine neue Ordnung - Der Ukraine-Konflikt stellt die Weichen für Europas Sicherheit. DGAP. Internationale Politik 6, p. 62-71
- Mehler, Andreas, von Soest Christian (2012). La politique africaine de l'Allemagne : quelles convergences avec la France ?. IFRI
- Migault, Philippe (2013). Des relations UE-Russie irréconciliables ?. IRIS. Point de vue
- Mildner, Stormy-Annika, Riecke, Henning, Schmucker, Claudia (2013). Vers un renouveau du partenariat transatlantique ? Les relations germano-américaines sous Obama II. IFRI. Note du Cerfa 104
- Rinke, Andreas (2014). Wie Putin Berlin verlor - Moskaus Annexion der Krim hat die deutsche Russland-Politik verändert. DGAP. Internationale Politik 3, p. 33-45
- Rolofs, Oliver, Sieg, Hans-Martin (2013). Frostige Zeiten - Auf dem Weg auseinander? Putins Russland und der Westen. DGAP. Internationale Politik 2, p. 94-101
- Sold, Katrin (2013). Frankreichs Interessen in Mali. DGAP Interview Deutsche Welle
- Sold, Katrin, (2012). Krise in Mali: Frankreich treibt internationalen Einsatz voran - Gratwanderung zwischen sicherheitspolitischem Interesse und kolonialer Vergangenheit. DGAP
- Tolksdorf, Dominik (2014). UE, Russie et Partenariat oriental : quelles dynamiques sous le nouveau gouvernement allemand ?. IFRI. Note du Cerfa 109
- Vogt, Cornelius (2013). Mali illustrates limits of German and EU security policy. IFRI

Articles de presse

- 20 Minutes, Les Français favorables à un service civique obligatoire, 20.05.2014
- Der Spiegel, Bundeswehr - Mali-Einsatz fraglich, 22.12.2012
- Der Spiegel, Die Ukraine-Krise treibt einen Keil zwischen Nato und Bundesregierung, 07.04.2014
- Der Spiegel, Die Welt, wie der Westen sie sieht - Joachim Gauck hat sie uns gezeigt, als er...08.09.2014
- Der Spiegel, Gespräch mit Polens Ex-Präsident Aleksander Kwaśniewski über die Entfremdung zwischen der Ukraine und der EU, 09.12.2013
- Der Spiegel, Mali - Kain gegen Abel; Mali: Timbuktu nach der Befreiung, 09.02.2013
- Der Spiegel, Soldaten in Sandalen; Der riskante Einsatz der Bundeswehr, 29.10.2012
- Der Spiegel, Welche Folgen hätte ein russischer Gasboykott?, 08.09.2014
- Die Welt, Bundespräsident Joachim Gauck warnt zum 100. Jahrestag des Kriegsbeginns Europa vor einem Rückfall in die Nationalstaaterie; "Eine schwere...", 28.06.2014

- Die Welt, Bundesregierung widerruft Genehmigung für Rheinmetall. Moskau demonstriert Stärke nahe der ukrainischen Grenze; Gabriel stoppt Rüstungsgeschäft - Russland beginnt Großmanöver, 05.08.2014
- Die Welt, Europas Auftrag, 01.09.2014
- Die Welt, François Hollande; Die Märchenstunde eines verzweifelten Präsidenten, 30.09.2014
- Die Welt, Führung in Kiew wackelt, 26.03.2014
- Die Welt, Gipfeltreffen; Putin und IS-Barbaren treiben Nato vor sich her, 05.09.2014
- Die Welt, Hin - und nicht weg, 27.12.2012
- Die Welt, Kommentar; Deutschland ist kein Weltpolizist, 02.11.2012
- Die Welt, Krim-Krise; Deutsche scheuen vor Bestrafung Russlands zurück, 07.03.2014
- Die Welt, Mali, Algerien & Co. Fehler des Westens in postkolonialen Kunststaaten, 08.02.2013
- Die Welt, Regierung schließt Mali-Einsatz nicht aus, 05.11.2012
- Die Welt, Russland; Der Krim fehlen die Touristen, 25.04.2015
- Die Welt, So abhängig ist Europa von russischer Energieversorgung Deutschland ist größter Gasabnehmer, 13.03.2014
- Die Welt, Steinmeiers Beharrlichkeit, 22.02.2014
- Die Welt, Vereitelter Anschlag; Frankreichs Christen fürchten Islamisten-Terror, 28.04.2015
- Die Welt, Warum Deutschland Kampfdrohnen braucht, 14.02.2013
- Die Welt, Wir sind in der Pflicht, 20.11.2012
- Die Zeit, Der einsamste Mann von Berlin 28.02.2013
- Die Zeit, Deutsche Verantwortung; Manchmal sind Militäreinsätze nötig, 30.06.2014
- Die Zeit, EU; Die Vereinigten Staaten von Krautropa, 22.05.2013
- Die Zeit, Falsch verbunden, 07.03.2013
- Die Zeit, Von der Leyen kippt zentrale Teile der Bundeswehrreform, 27.02.2015
- Die Zeit, Wladimir Putin; Vom Atlantik bis zum Ural, 08.12.2014
- Dow Jones Institutional News, EU Sees Central African Force Reaching 800-1,000, 27.02.2014
- Financial Times, Berlin and Paris need a revitalised, realistic relationship, 22.01.2013
- Financial Times, Berlin gets to grips with the role of its armed forces, 06.02.2014
- Financial Times, Dominant by default, 06.08.2014
- Financial Times, EU must act in unison against revisionist Russia; In the face of Putin aggression, the 28-member bloc has to stand firm, 21.02.2015
- Financial Times, Europe must impose financial sanctions on Russia, 21.07.2014
- Financial Times, Europe needs to play the long game on sanctions, 24.03.2014
- Financial Times, GDF Suez positive on Russian gas flow, 14.10.2014
- Financial Times, Germany cancels combat training deal with Russia, 05.08.2014
- Financial Times, Mali set to vote amid doubts over ability to hold fair poll, 27.07.2013

- Financial Times, Merkel rolls the dice in pursuit of ceasefire; Ukraine: Peace talks, 07.02.2015
- Financial Times, Merkel wants a stable world and is willing to pay a price, 12.08.2014
- Financial Times, Pentagon nominee hints at shift on aiding Ukraine; Sanctions policy, 05.02.2015
- Financial Times, Time to decide on UK defence policy; Cameron must scale back either the rhetoric or the cuts, 28.01.2013
- Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutsch-französischer Ministerrat will Einsatz in Mali beschließen, 18.02.2014
- Frankfurter Allgemeine Zeitung, Krieg in der Ukraine - Brüder, zur Sonne, zur Krim!, 26.02.2015
- Frankfurter Allgemeine Zeitung, Mehr Geld schon 2016 - Verteidigungsetat wächst um 1,2 Milliarden Euro, 17.03.2015
- Frankfurter Allgemeine Zeitung, Russlandverstehender unerwünscht, 24.03.2015
- Frankfurter Allgemeine Zeitung, Ukraine-Krise - Merkels fortgesetzte Reisediplomatie, 09.02.2015
- Handelsblatt, Sanktionen; Die ganz harte Tour, 18.07.2014
- International Herald Tribune, Why the French love a parade; Meanwhile, 13.07.2013
- International New York Times, Let Germany read Hitler, 09.07.2014
- International New York Times, Peril widens as African extremists embrace ISIS, 09.03.2015
- L'Express, Après l'Afghanistan, le Mali, 30.05.2012
- L'Express, Jean-Yves Le Drian; « Pour la Défense, je veux des objectifs enfin respectés », 12.06.2013
- L'Express, Les 12 plaies du Mali, 13.04.2012
- L'Express, Mali: « A Bruxelles, la France est seule sur le Sahel », 28.01.2013
- L'Obs, La main tendue à la Russie, 19.03.2015
- La Croix, L'armée française accusée de viol d'enfants en Centrafrique, 03.05.2015
- La Tribune, Armement : quand Berlin trahit l'esprit de la coopération franco-allemande, 11.09.2014
- Le Figaro, Aqmi défie le gouvernement français, 27.12.2012
- Le Figaro, De la guerre en cagoules à la guerre ouverte, 02.09.2014
- Le Figaro, De la Libye au Mali, 14.04.2012
- Le Figaro, Drone : le nEUROn en première mondiale, 17.06.2013
- Le Figaro, Jean-Yves Le Drian : « La France a et gardera la première armée d'Europe » 26.11.2013
- Le Figaro, L'Europe de la défense peut-elle décoller ?, 16.12.2013
- Le Figaro, La France encore bien seule dans la bataille, 16.01.2013
- Le Figaro, La guerre n'est plus un tabou allemand, 27.12.2012
- Le Figaro, La machine à exporter allemande enregistre un nouveau record, 09.02.2015
- Le Figaro, L'Afrique est l'avenir de l'Europe, 15.02.2013
- Le Figaro, L'Allemagne rappelée à son devoir de solidarité, 15.01.2013

- Le Figaro, L'est de l'Europe demande plus de fermeté, 20.03.2014
- Le Figaro, L'état malien et les rebelles touaregs négocient un accord sur Kidal dans la..., 13.06.2013
- Le Figaro, L'Europe ajuste sa riposte à Poutine, 21.03.2014
- Le Figaro, L'Europe de la défense veut relever le défi du Sahel, 16.12.2012
- Le Figaro, L'Europe peut-elle relever le défi de crises à répétition ?, 09.02.2015
- Le Figaro, L'Otan se porte au secours de l'Ukraine, 05.09.2014
- Le Figaro, Mali : Fabius remercie l'Algérie de sa collaboration, 14.01.2013
- Le Figaro, Mali : les rebelles Touaregs proclament un État islamiste, 27.05.2012
- Le Figaro, Mali : l'unité dans la clarté, 21.01.2013
- Le Figaro, Mali: le casse-tête d'une intervention extérieure, 05.04.2012
- Le Figaro, Otan, Russie, crise ukrainienne : pour une politique de défense européenne, 29.08.2014
- Le Figaro, Paris cajole l'Allemagne et regrette la Grande-Bretagne, 19.02.2014
- Le Figaro, Paris et Berlin célèbrent sans passion leurs cinquante ans d'amitié, 23.01.2013
- Le Monde Diplomatique, Ce que voulait de Gaulle en 1966, 01.04.2008
- Le Monde, A l'UMP, la tentation de Moscou, 13.04.2015
- Le Monde, Au Mali, les groupes islamistes multiplient les attaques contre les forces de l'ONU, 20.01.2015
- Le Monde, Budget de la défense : une rallonge de 3,8 milliards d'euros sur quatre ans, 29.04.2015
- Le Monde, D'abord, il y a le gaz russe..., 13.03.2014
- Le Monde, En euros constants, le ministère de la défense a perdu 20 % de son budget en 25 ans, 29.04.2015
- Le Monde, En Ukraine, Vladimir Poutine joue la carte du chaos, 02.05.2014
- Le Monde, La France observe la crise à Kiev avec prudence et discrétion, 13.12.2013
- Le Monde, L'Allemagne veut brider son industrie de défense à l'export et la consolider, 05.09.2014
- Le Monde, L'appui de l'UE à l'opération au Mali reste limité- La prudence d'Angela Merkel, 24.01.2013
- Le Monde, Laurent Wauquiez : « Le chef de l'Etat n'a pas de stratégie claire », 19.01.2012
- Le Monde, Le jour où l'Europe est passée à l'action, 27.02.2014
- Le Monde, Les Occidentaux débordés par le nouvel art de la guerre de Poutine, 13.05.2014
- Le Monde, Les Occidentaux prêts à prendre des sanctions contre la Russie, 18.03.2014
- Le Monde, Mali : l'Allemagne cultive l'ambiguïté quant à l'intervention française, 01.02.2013
- Le Monde, Petite revue des contradictions hexagonales, 30.04.2014
- Le Monde, Ukraine : à l'ONU, beaucoup de bruit pour rien, 03.03.2014

- Le Monde, Une aggravation du conflit en Ukraine pèserait sur la reprise mondiale, 05.03.2014
- Le Point, Mistral, un roman franco-russe, 23.10.2014
- Le Point, Pour Sarkozy, la France doit livrer les Mistral à la Russie, 15.11.2014
- Les Echos, « Il s'agit moins de célébrer le traité de l'Élysée que de relancer l'Europe », 22.01.2013
- Les Echos, France-Allemagne : depuis 50 ans, l'art difficile du compromis, 22.01.2013
- Les Echos, Frapper la Russie au portefeuille pour garantir la paix, 05.03.2014
- Les Echos, La France après la tragédie d'In Amenas, 23.01.2013
- Les Echos, Les combats s'intensifient, Merkel apporte son soutien, 17.01.2013
- Les Echos, Les Vingt-Huit maintiennent la pression sur Moscou, 19.12.2014
- Les Echos, L'Europe de la défense a rendez-vous à Varsovie, 02.09.2014
- Les Echos, Livrons les Mistral à l'Union européenne, pas à la Russie, 01.08.2014
- Les Echos, Obama et Merkel unis face à Poutine, 10.02.2015
- Les Echos, Pour un « New Deal européen », 03.09.2014
- Libération, En Allemagne, honni soit qui Mali pense, 22.01.2013
- Spiegel Online, Alle schauen auf Merkel, 03.03.2014
- Spiegel Online, Hotspot für al-Qaida und Co. BND warnt vor Terror-Basis in Mali, 29.11.2012
- Spiegel Online. (2015). Factsheet. Repérée à http://www.spiegel-qc.de/uploads/Factsheets/RoteGruppeOnline/SPON_factsheet.pdf
- Süddeutsche Zeitung, Aufatmen bei den Partnern, Ärger in Moskau; Frankreichs vorläufiges Nein zu einem Rüstungsgeschäft erntet Lob bei Freunden, bringt Paris aber nicht nur Freude..., 05.09.2014
- Süddeutsche Zeitung, Bernard-Henri Lévy Französischer Philosoph mit Hang zu Militäreinsätzen, 01.06.2012
- Süddeutsche Zeitung, Direkter Draht zu den Tuareg; Algerien ist für den Erfolg einer Intervention in Mali unentbehrlich, auch wenn das Land sich nicht an ihr beteiligt, 30.10.2012
- Süddeutsche Zeitung, Ein bisschen Strafe muss sein; Die EU erwägt weitere Sanktionen gegen Russland, doch die Union ist uneins über Art und Ausmaß, 02.07.2014
- Süddeutsche Zeitung, Franzosen als Faustpfand; Paris rechnete nach der Mali-Intervention mit Attacken. Sieben Landsleute sind nun in Kamerun entführt worden... 21.02.2013
- Süddeutsche Zeitung, Liebesgrüße nach Moskau; Eine düstere Lagebeschreibung des ukrainischen Präsidenten Petro Poroschenko bewegt die EU dazu, Russland eine Art..., 28.06.2014
- Süddeutsche Zeitung, Putsch in Mali erschüttert Westafrika; Aufständische verlangen härteres Vorgehen gegen Tuareg-Kämpfer im Land / Nachbeben der libyschen...23.03.2012
- Süddeutsche Zeitung, Schlacht der Füchse; Moskau versucht, per Kriegsdrohung die Menschen in der Ukraine einzuschüchtern und das Land mitten in der größten..., 04.03.2014

- Süddeutsche Zeitung, Wir haben aus Afghanistan gelernt; Verteidigungsminister Thomas de Maizière über Einsätze deutscher Soldaten im Ausland - womöglich auch..., 03.11.2012
- Süddeutsche Zeitung, Wo noch sollen deutsche Soldaten den Kopf hinhalten?, 24.10.2012
- taz - die tageszeitung, Der unsichtbare Wüstenkrieg, 01.03.2013
- taz - die tageszeitung, In der Militärlogik, 21.02.2013
- taz - die tageszeitung, Über das Land Mali nach dem Staatsstreich - Putschisten das kleinere Problem, 10.04.2012
- taz - die tageszeitung, Über die islamistischen Vorstöße in Mali -Mali ist Symptom, 05.04.2012
- taz - die tageszeitung, Über die Zuspitzung in Mali - Sieg im Wüstenkrieg, 03.04.2012
- taz - die tageszeitung, Wir sind in der zweiten Reihe unterwegs, 23.01.2014
- taz-die tageszeitung, Über den Ausnahmezustand in Nigeria - Mali und die Folgen, 16.05.2013
- taz-die tageszeitung, Über Frankreich, die Ukraine-Krise und die Nato - Von wegen souverän, 05.09.2014
- The Economist, European Voice, EU hopes for stability from election in Mali, 05.12.2013
- The Economist, European Voice, European defence: ten years on, 19.12.2013
- The Economist, European Voice, Uncomfortable echoes, 13.03.2014
- The Economist, Kidnapping business travellers; Taken, 31.07.2014
- The Economist, Poland's intellectuals appeal; From Danzig to Donetsk, 01.09.2014
- The Guardian, Analysis: Farage echoes populist view of a Europe that does not exist, 03.04.2014
- The Guardian, EU expands Russian oligarch sanctions blacklist in wake of MH17 crash, 25.07.2014
- The Guardian, France to use drones in Mali terrorism fight, 23.10.2013
- The Guardian, Heavy shelling in Ukrainian port of Mariupol hours before agreed ceasefire, 06.09.2014
- The Guardian, New EU sanctions against Russia could be applied within days, No 10 signals, 29.07.2014
- The Guardian, Simon Tisdall: Analysis France's lonely intervention, 15.01.2013
- The Guardian, Ukraine crisis: Analysis: Deep divisions in Europe on sanctions mean Putin need not change course, 29.04.2014
- The Guardian, West's puny response to Ukraine crisis will not deter Vladimir Putin, 03.03.2014
- The Huffington Post. (2014). The Blog. Repéré à http://www.huffingtonpost.com/arianna-huffington/100-million-thank-yous-to-huffposters-around-the-world_b_5822998.html
- The New York Times, Shrinking Europe Military Spending Stirs Concern, 23.04.2013
- The New York Times, The Right Way to Pay Ransoms to Terrorists, 04.02.2015
- The Times, Army fears 20,000 troop cuts as Britain urges allies to boost defence spending, 04.09.2014
- The Times, Can we defend the UK against Putin?, 22.02.2015

- The Times, French far-right signs up to take Putin's shilling, 25.11.2014
- The Times, Jitters in France over absence of fellow musketeers, 16.01.2013
- The Times, Mali promises poll to end interim rule, 19.02.2013
- The Times, Sanctions on Russia are hardest since Cold War, 30.07.2014
- The Times, Splits in Europe could spell end of Russian sanctions, 18.03.2015
- The Wall Street Journal Europe, Brussels Beat: A Common Foreign Policy Eludes the EU, 30.05.2013
- The Wall Street Journal, A Shaken EU Makes No Real Effort to Confront Russia Over Ukraine, 02.03.2014
- The Wall Street Journal, At EU Summit, Leaders Pledge Greater Defense Cooperation; Accelerated Work on Possible Mission to Central African Republic Also Discussed, 20.12.2013
- The Wall Street Journal, EU Faces Difficult Choices Over Ukraine; Europe's Policies So Far Have Been Unimpressive, But the Crisis Will Not Ebb Anytime Soon, 20.03.2014
- The Wall Street Journal, EU Seems Ready to Impose New Sanctions on Russia Over Ukraine; The Bloc's Mood..., 29.08.2014
- The Wall Street Journal, Europe Narrows Divide Over Russian Sanctions; Broader sanctions would counter accusations that Europe has been dragging its feet, but..., 25.07.2014
- The Wall Street Journal, Europe News: EU Rifts Emerge on Punishment For Moscow, 19.03.2014
- The Wall Street Journal, France Moves Ahead With Warship Sale, 05.06.2014
- The Wall Street Journal, Germany Hasn't Earned Its Spying Outrage, 29.10.2013
- The Wall Street Journal, Germany Draws a Pink Line on Ukraine, 03.02.2015
- The Wall Street Journal, Germany's Foreign Engagement Is Very Light-Fingered; Berlin Has Led Europe's Diplomatic Response to Russia's Aggression in Ukraine, but Is..., 14.08.2014
- The Wall Street Journal, In Depth: Russia Moves to Ramp Up Information War in Europe, 25.08.2014
- The Wall Street Journal, Putin Unplugged, 05.02.2014
- The Wall Street Journal, Russia Plans Deep Budget Cuts as Revenues Drop; Finance Minister Plans 10% Cuts..., 14.01.2015
- The Wall Street Journal, Russia's Plan to Break the Transatlantic Alliance, 22.04.2015
- The Wall Street Journal, U.S. Sets Sights on al Qaeda in Mali; Pentagon Weighs Action as Militants Gain Sway in Nation's Vast North, 27.07.2012
- The Wall Street Journal, Violent Extremism; A transcript of the weekend's program on FOX News Channel, 22.02.2015
- The Wall Street Journal, World News: Ukraine Shops for Weapons in Abu Dhabi - Leader places orders at arms show; U.S., U.K. hold off on providing any lethal aid to..., 22.02.2015
- The Washington Post, America the hesitant, 20.01.2013
- The Washington Post, At Pentagon, 'pivot to Asia' becomes 'shift to Africa'; Conflicts in Libya, Mali and elsewhere have led to the creation of new bases and an unexpected emphasis, 15.02.2013

- The Washington Post, Panetta 'confident' that U.S. will clear legal hurdles to helping France in Mali, 17.01.2013

Sites web, sources en ligne

- Amnesty International. (2012). Les « Six grands » exportateurs d'armes. Repéré à <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2012/06/big-six-arms-exporters/>
- Audit Bureau of Circulations (2015). National Newspaper Circulations. Repérés à <http://www.pressgazette.co.uk/national-newspaper-circulations-may-2015-mail-sunday-overtakes-sun-sunday-times-remains-biggest-growing>
- Bundesverband der Deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie. (2011). Beschäftigung in der deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie. Repérée à <http://www.ruestungsindustrie.info/industrie/beschaeftigung-in-der-deutschen-sicherheits-und-verteidigungsindustrie>
- Bundesverband der Deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie. (2012). Die volkswirtschaftliche Bedeutung der Sicherheits- und Verteidigungsindustrie. Repéré à <http://www.ruestungsindustrie.info/industrie/die-volkswirtschaftliche-bedeutung-der-sicherheits-und-verteidigungsindustrie>
- Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations. (2013). Adhésion de l'opinion publique aux interventions militaires. Repérée à http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20130619_np_cicde_fiche-adrien-schu_opinion-publique-et-intervention-militaire.pdf
- Commission européenne. 2009. EuropeAid - Evaluation - Guidelines. Repérées à http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/tools/too_cas_des_en.htm
- Condé Nast. (2015). The New Yorker - Media Kit. Repéré à <http://www.condenast.com/brands/new-yorker/media-kit/print>
- Direction de l'information légale et administrative. (2013). Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013. Repéré à <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000257.pdf>
- Direction générale du Trésor. (2014). Russie. Repéré à <http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/russie>
- European Union - External Action. (2014). CSDP Partnership. Repéré à http://eeas.europa.eu/csdp/partners/index_en.htm
- Eurostat. (2012). Statistiques sur l'apprentissage des langues étrangères. Repérées à http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Foreign_language_learning_statistics/fr
- France Diplomatie. (2013). Industries et technologies de défense. Repérées à <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/soutenir-les-entreprises-francaises-a-l-etranger/les-secteurs-economiques-de-pointe-un-atout-pour-la-france-soutien-aux-secteurs/article/presentation-83978>
- France Diplomatie. (2013). Les échanges commerciaux entre la France et les Etats-Unis en 2013. Repérés à <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/etats-unis/la-france-et-les-etats-unis/>
- Informationsgemeinschaft zur Feststellung der Verbreitung von Werbeträgern e.V. (2015). Quartalsauflagen. Repérés à <http://www.ivw.eu/aw/print/qa>
- Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg. (2015). Nervenkrieg um die Ukraine. Repéré à <http://www.lpb-bw.de/ukrainekonflikt.html>

- Médiapart. (2014). 100.000 abonnés ! Repéré à <http://blogs.mediapart.fr/blog/la-redaction-de-mediapart/220914/100000-abonnes-jeudi-mediapart-dit-tout-lors-dun-live-exceptionnel>
- Ministère de la Défense. (2014). Bilan social, Chapitre 1 - le personnel de la défense. Repéré à <http://www.defense.gouv.fr/sga/le-ssa-en-action/ressources-humaines/bilan-social>
- Ministère de la Défense. (2014). Modernisation. Repérée à <http://www.defense.gouv.fr/portail-defense/enjeux2/modernisation>
- Ministère des Affaires étrangères allemand. (2012). Common Security and Defence Policy (CSDP), CSDP instruments: types of operations and missions. Repérée à http://www.auswaertiges-amt.de/EN/Europa/Aussenpolitik/GSVP/GSVP-Start_node.html
- Ministère des Affaires étrangères allemand. (2015). Beziehungen zwischen den USA und Deutschland. Repérées à http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/UsaVereinigteStaaten/Bilateral_node.html
- Ministère fédéral de la Défense. (2011). Les principes directeurs de la politique de défense 2011. Repérés à http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg!/ut/p/c4/LY0xDoQwDAR_FPd094o7aE4JGLMicVBiwvcJETpmihktTdSvkg8lauP9KNxxhAuF1ITVzFvXDaG1SNHGHbnVThkY7fk_UysnRoXYyyQU-X1au_-pdcWoWCI7_MUHca10JHS5wbBrWnF/
- Ministère fédéral de la Défense. (2012). Informations relatives au modèle de structure du personnel 185. Repérées à http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg!/ut/p/c4/TY1RDolwDIbPwgU2pHGgb55C8W1AGY2wka6D67s9mJgv-drmb1r91hlvD3JWKHi76pfuR7oPpxq2w6ll44K8IEncw0pCHzUkP2E8cWHIMdkUOe9l8k4_y7EJ1Rg8SrGgF8p2bCWw2gPLWpLEnBNFk-7hAlfoGgSAJrtMkKvJXf2P6czcNm1rDIAx5tbUP8rT1el-Zr1vW3c-quoL6QlSiA!!/
- OJD. (2015). Recherche. Reperée à <http://www.ojd.com/>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2013). Statistiques pays de l'OCDE. Repérées à <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr>
- Services des douanes françaises. (2014). Les chiffres du commerce extérieur. Repérés à <http://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Thematiques/A2014.pdf>
- SIPRI. (2014). Yearbook 2014, Armaments, Disarmament and International Security. Repéré à <http://www.sipri.org/yearbook/2014>
- SIPRI. (2015). NATO military expenditure as a percentage of GDP 1949-2014. Repérée à http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database
- Statista. (2014). Industries - Media & Advertising - Books & Publishing. Repéré (à titre d'exemple pour The New York Times) à <http://www.statista.com/statistics/193792/average-paid-circulation-of-the-new-york-times/>
- Statistisches Bundesamt. (2014). Außenhandel - Rangfolge der Handelspartner im Außenhandel der Bundesrepublik Deutschland 2014. Repéré à <https://www.destatis.de/DE/ZahlenFakten/GesamtwirtschaftUmwelt/Aussenhandel/Handelspartner/Tabellen/RangfolgeHandelspartner.html>
- Toute l'Europe. (2014). La politique de sécurité et de défense commune (PSDC), Repérée à <http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/diplomatie-et-defense/synthese/la-politique-de-securite-et-de-defense-commune-psdc.html>
- W3 Snoop. (2015). Huffington Post UK. Repéré à <http://huffingtonpost.co.uk.w3snoop.com/>. Accédé le 29.06.2015